

GÉOGRAPHIE

documentation
photographique

documentation photographique

L'AMÉRIQUE LATINE

CÉCILE FALIÈS
PIERRE GAUTREAU

CNRS ÉDITIONS

L'AMÉRIQUE LATINE

CÉCILE FALIÈS
PIERRE GAUTREAU

Avant-propos

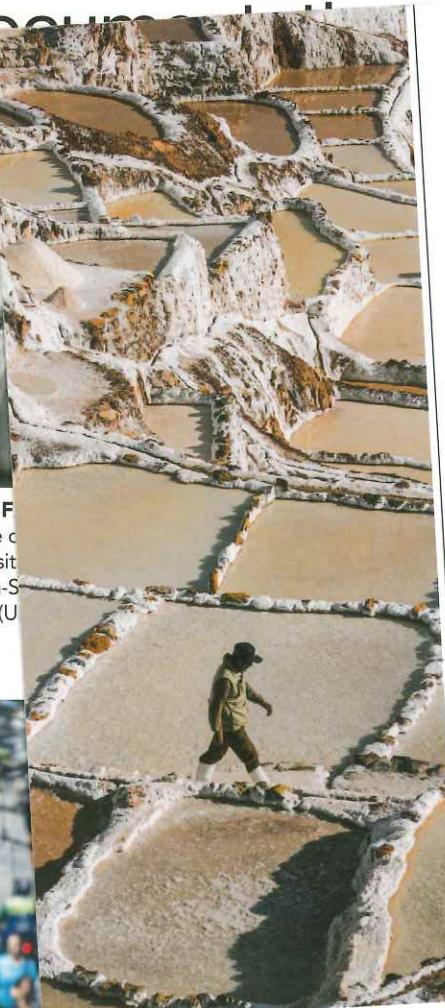
Habituée de la *Documentation Photographique*, l'Amérique latine s'y invite à nouveau en 2023, onze ans après le numéro de Marie-France Prévôt-Schapira et Sébastien Velut qui interrogeait le thème de l'émergence. Écrit dans les mois précédant les élections brésiliennes de 2022, dans une période troublée pour la démocratie du géant régional, la tonalité de ce numéro est sciemment moins optimiste que celle des précédents. Ce dossier insiste sur la persistance de difficultés structurelles faisant obstacle à l'avènement de sociétés moins inégalitaires et de régimes démocratiques stables. Il rappelle la profondeur temporelle des injustices et des crises environnementales du Rio Grande au Cap Horn. Ceci ne nous interdit cependant pas d'évoquer la vitalité des sociétés latino-américaines dans leurs différents territoires, les multiples formes des réactions populaires ou institutionnelles à ces contraintes, et les innovations politiques de toutes natures ayant émergé au cours des dix dernières années. Ce dossier propose donc des synthèses thématiques sur de grands sujets régionaux (l'énergie, l'alimentation, les migrations...), tout en se concentrant à plusieurs reprises sur des territoires spécifiques (le Brésil, le Mexique, le Chili...). Il cherche à rendre compte des dynamiques de groupes particulièrement actifs dans l'espace public (autochtones, mouvements féministes...).

En songeant aux enseignants qui lisent la *Documentation Photographique* et à leurs élèves, nous avons tenté de donner une large place à l'image de l'Amérique latine dans le monde, afin d'alimenter une réflexion sur le rapport des Français à ce continent à la fois mythifié et réduit, souvent, à quelques images d'Épinal. Ce numéro rappelle à plusieurs reprises que la France est un des États de l'Amérique latine, avec notamment une double page sur la Guyane. L'ambiguïté de cet héritage colonial, les dangers d'une vision exotisante de la France outremer, impliquent quelque précaution de la part de toutes celles et tous ceux qui voudront enseigner l'Amérique latine en classe. Nous avons enfin pris un soin particulier à évoquer le paysage sonore, si important dans le façonnement des identités latino-américaines. À travers les langues, portugais, castillan, ou langues autochtones telles que le guaraní, le quechua ou le nahuatl. À travers la musique également, de la pop ou la *latin music* grand public, connues dans le monde entier, à des chansons traditionnelles devenues des hymnes populaires d'un bout à l'autre du continent. Multiple et profondément inégalitaire, l'Amérique latine vacille sur le chemin de l'émergence, mais demeure un lieu fécond de luttes et d'innovations politiques et sociales.



CÉCILE F

Maître de conférences à l'université Panthéon-Sorbonne PRODIG (U



Salines de Maras, vallée sacrée des Incas, Pérou, 2022
© Alex Webb/Magnum Photos

DIRECTION DE PUBLICATION
CNRS ÉDITIONS

ÉDITION
Martin Veber

ICONOGRAPHIE ET MAQUETTE
Martin Veber et Arthur Brunet

CARTOGRAPHIE, INFOGRAPHIE
Alexandre Nicolas

PHOTOGRAVURE
CNRS ÉDITIONS

FABRICATION
Marie Léman

PREMIÈRE DE COUVERTURE

Elvira Pulido, femme muiscas de Colombie,
portrait de la série "Les filles de Huitaca", 2011
© Carlos Saavedra

QUATRIÈME DE COUVERTURE

Un chauffeur livreur dans la favela Rocinha,
Rio de Janeiro, Brésil, 11 février 2022
© Dado Galdieri/Bloomberg/Getty Images

Pour toute question à l'équipe éditoriale,
vous pouvez adresser un mail à :
cnseditions@cnrseditions.fr



SOMMAIRE

LE POINT SUR

- 3 Les veines toujours ouvertes de l'Amérique latine
- 5 Avancée et échecs de la redémocratisation
- 7 La ville, là où tout se joue ?
- 10 L'Amérique latine et le monde
- 12 Des Américains du Sud désunis ?
- 15 L'émergence en question

THÈMES ET DOCUMENTS

Les structures du développement

- 18-19 L'invention de l'Amérique latine
- 20-21 Les crises environnementales
- 22-23 L'extractivisme
- 24-25 L'énergie
- 26-27 La souveraineté alimentaire
- 28-29 Alimentation et santé publique
- 30-31 Logement et droit à la ville
- 32-33 L'urbanisation : le cas de Lima
- 34-35 Mobilités et transports

Géopolitiques

- 36-37 Brésil : l'émergence en question
- 38-39 Modèles et contre-modèles environnementaux
- 40-41 Culture, éducation et société au Mexique
- 42-43 Soft Power
- 44-45 Les influences extérieures
- 46-47 La Guyane, Amérique latine française ?
- 48-49 Les grandes entreprises translatines
- 50-51 Le Green Grabbing

Peuplement, population, luttes

- 52-53 Une nouvelle constitution au Chili
- 54-55 Autochtone(s)
- 56-57 Féminismes
- 58-59 Une violence structurelle
- 60-61 Métissage(s) ?
- 62-63 Les migrations



LE POINT SUR

Il n'est guère possible de parler de l'Amérique latine comme d'une entité monolithique, partageant du Rio Grande au Cap Horn les mêmes réalités. Cependant, il est impossible de ne pas relever ce fait marquant : les mouvements sociaux de la région, ses dirigeants, mais également les acteurs extérieurs, se réfèrent toujours à elle comme à un ensemble de territoires et de sociétés partageant une profonde unité de destin. Même les plus critiques de la notion d'"Amérique latine", les peuples autochtones, en font le cadre de référence de leur projection dans le monde. Le terme d'Abya Yala, qui remplace dans leurs discours critiques le nom donné à la région par les colonisateurs européens, n'échappe pas à ce tropisme. Plus que les territoires africains ou asiatiques, il est certain que les territoires d'Amérique latine ont tous été façonnés par des processus communs : colonisés par deux empires jumeaux issus d'une péninsule ibérique qui sortait elle-même de la colonisation arabe, ils parlent deux langues cousines ; tous sont concernés par la proximité insistante des États-Unis ; ils sont largement dépendants de l'exportation de leurs ressources naturelles et modelés par un métissage entre autochtones, Africains et Européens. L'Amérique latine est la région-symbole de la modernité, celle de l'Anthropocène qui a vu les ressources et les humains d'un continent entier soumis à l'Europe, qui y a inventé le modèle par excellence de l'exploitation des vivants, la plantation tropicale esclavagiste. Pour beaucoup, l'Amérique latine peut ainsi se résumer à

la région où s'opposent, tels des géants, les tensions postcoloniales, d'un côté, et les multiples résistances de sociétés qui innovent pour échapper à ce destin de dépendance et de dégradation de l'environnement, de l'autre.

Cependant, l'Amérique latine n'est évidemment pas que cela. Elle est constituée de nombreux territoires très différents les uns des autres, très inégalement connectés au reste du monde, et dont le quotidien ne peut s'analyser uniquement au prisme post-colonial. Par l'image ou la carte, ce numéro de la Documentation photographique explore les enjeux qui façonnent cette construction géographique et politique au début du xx^e siècle. Il invite le lecteur à varier les points de vue, à apprêhender la diversité des façons dont les sociétés de la région évoluent et traitent différemment des questions qui les touchent toutes à des degrés divers : la crise environnementale, les ratés de la démocratisation, l'hyper-mégalopole, les demandes insatisfaites de reconnaissance ethnique, le renouvellement des dépendances géopolitiques. Dans ce panorama qui peut sembler pessimiste, ce dossier insiste sur des cas particuliers, des innovations politiques, le dynamisme de sociétés complexes, mais qui proposent souvent des idées pionnières au reste du monde. Ces aspects plus discrets, moins connus du lecteur français, dessinent une Amérique latine bien plus diverse et riche que l'image qu'elle veut parfois donner d'elle-même.

Cécile Faliès
Maître de conférences
à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, PRODIG (UMR 8586)

Pierre Gautreau
Professeur à l'université
Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
PRODIG (UMR 8586)

LES VEINES TOUJOURS OUVERTES DE L'AMÉRIQUE LATINE

Le maintien du modèle extractiviste

Cinquante ans après sa publication, l'ouvrage d'Eduardo Galeano *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (1971) reste le livre de chevet de tous ceux qui veulent comprendre les relations de dépendance de l'Amérique latine aux grandes économies mondiales. En 2022, tous les pays de la région vivent principalement de l'exportation de matières premières exploitées sur leur sol à destination des pays anciennement industrialisés, et depuis peu de la Chine. Dans leurs territoires, des enclaves ont été aménagées où les entreprises transnationales peuvent réduire au maximum le paiement d'impôts et de taxes. Dans ce partage inéquitable des richesses, les Latino-Américains reçoivent quelques emplois en échange de la dégradation de leurs terres et de la pollution de leurs eaux. Outre la prise de conscience que ce modèle s'applique avec constance dans toute la région, rien n'a vraiment changé depuis 1971. Ce modèle qualifié "d'extractiviste" engendre de nombreux blocages à la diversification des économies, selon la logique bien connue de la "malédiction des ressources naturelles". Les logiques de rente à la base de l'extractivisme découragent les investissements dans des activités de transformation sur place des matières premières au profit des exportations. Elles favorisent la corruption et le maintien d'élites dont les intérêts se désolidarisent de la prospérité de leur pays. Elles fragilisent les sociétés, qui oscillent entre brèves périodes de prospérité et brusques crises qui replongent dans la pauvreté la majorité de la population. Le xx^e siècle en a fait la démonstration, avec l'échec patent de la vague "progressiste" à enclencher un nouveau cycle d'autonomisation des économies de la région. Entre 2003 et 2019, la plupart des pays d'Amérique latine ont élu des gouvernements promouvant des changements dans les structures économiques et une réduction de la dépendance extérieure. Ils ont bénéficié durant la première décennie du siècle d'un cycle de hauts prix des matières premières, tiré par la croissance chinoise, qui a spectaculairement redressé leur balance commerciale pendant quelques années. Cependant, ces gouvernements n'ont pu enclencher de nouvelles dynamiques de diversification économique, et encore moins d'industrialisation, avant le retour de gouvernements conservateurs encore plus ouvertement favorables aux secteurs exportateurs.

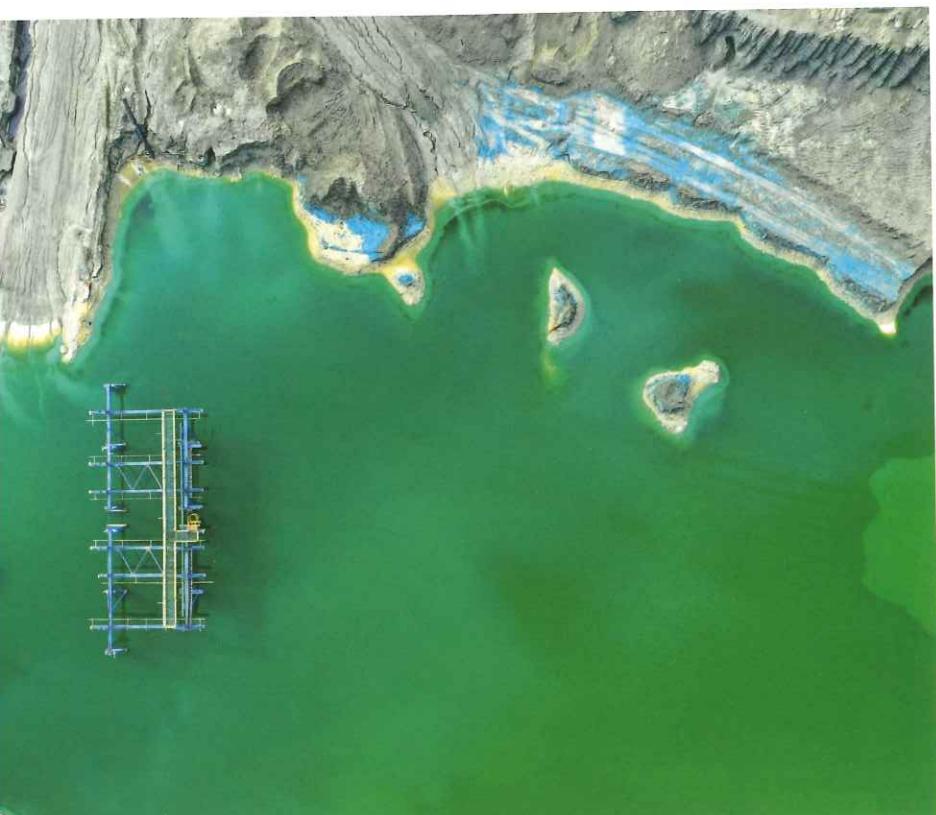
Les faux espoirs du partenariat avec la Chine

Au tournant du siècle, l'irruption de la Chine comme nouvel acteur économique mondial avait pourtant suscité des espoirs. Au début de l'ère de

Xi Jinping, la doctrine commerciale chinoise postulait l'intérêt qu'avaient à collaborer des entités (Chine et Amérique latine) partageant un niveau de développement similaire, pour "obtenir des résultats gagnant-gagnant". Cela devait permettre aux pays latino-américains de mieux négocier le prix de leurs exportations, en faisant pour la première fois jouer la concurrence avec leurs clients historiques, l'Amérique du Nord et l'Europe. Dans les faits, le comportement chinois n'a guère différé du leur, et les investissements que ce pays a réalisés sur le continent ont en très large part contribué à étendre les infrastructures pro-exportations (chemins de fer, ports, routes) plutôt que développer les activités de transformation sur place. Dans le domaine pétrolier, les transnationales chinoises s'associent à des consortiums en Équateur, au Venezuela, au Brésil, au Pérou, en Argentine, sur des gisements stratégiques, de façon à sécuriser les approvisionnements de la Chine sur le long terme. Dans le domaine agricole, la présence massive de ce pays dans les achats de grains, notamment de soja, tend même à renforcer les effets négatifs du système extractiviste. En effet, alors que l'Union européenne et les États-Unis commencent à demander certaines garanties environnementales sur l'origine des produits qu'ils achètent, les entreprises chinoises sont moins exigeantes. Elles tendent ainsi à conforter la persistance d'un système agro-exportateur largement fondé sur l'avancée des fronts pionniers. Bien que les prêts octroyés par les banques chinoises soient soumis à moins de conditions que les prêts européens ou états-unis, ils sont garantis par des contrats d'approvisionnement en matières premières. La Chine est devenue en 2011 le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine (derrière les États-Unis, mais devant l'Union européenne), et le premier partenaire de l'Amérique du Sud.

La Chine, un nouvel acteur en Amérique latine
Le président vénézuélien Nicolas Maduro et son homologue chinois Xi Jinping lors de la signature d'un accord, septembre 2013
© Lintao Zhang/Pool/AFP





Les plaies de l'extractivisme dans l'environnement

Barrage de résidus de l'extraction du cuivre à Rancagua, au Chili, le 31 mai 2019

© Martin Bernetti/AFP

er les
l'ex-
es du
ant de
râce à
roliers
ajouté
urtout
ent les
ore du
place
gaz à
politique
les de
u sec-
t dans
olivie,
secteur
ement
rtains
violence directe qu'elle alimentait, la thématique environnementale devient centrale au xxie siècle dans les dénonciations de la dépendance. Il est désormais de notoriété publique que l'extractivisme engendre des dégradations environnementales bien au-delà des sites d'exploitation. Aux protestations locales qui augmentent massivement depuis les années 1990 (contre les grands barrages, la pollution agricole, le traitement des déchets urbains) s'ajoutent désormais les luttes mondiales pour le climat et la biodiversité, qui ciblent les effets globaux de l'extraction des ressources. Dans les terres basses situées à l'est des Andes, les années 1970 sont vécues par les populations autochtones comme une nouvelle phase de la colonisation, avec le grand essor des fronts agricoles internes en direction des forêts sèches et des savanes, ou de la forêt tropicale humide. Actuellement, même les zones agricoles anciennement ouvertes par défrichement

AVANCÉE ET ÉCHECS DE LA REDÉMOCRATISATION

Empreinte de la dictature et alternance démocratique

On ne rappellera jamais assez que l'Amérique latine sort à peine des dictatures qui ont marqué son xx^e siècle. Celle d'Uruguay s'achève en 1985, celle du Brésil et de l'Argentine en 1984, celle du Honduras en 1982... Le personnel politique actuel était déjà adulte dans les années 1970, ou a grandi en régime autoritaire, et reste marqué par ce souvenir. Et de nombreux pays n'ont pas encore pu solder judiciairement cette période : ni le Brésil, ni la Bolivie n'ont lancé les grands procès que l'Argentine ou l'Uruguay, par exemple, ont menés. Au Mexique, la très ancienne répression politique menée par le Parti Révolutionnaire Institutionnel n'a guère fait l'objet de procès. Ces pays n'ont pu établir publiquement les fautes des forces militaires et des civils qui les ont appuyées, favorisant de ce fait le maintien de courants anti-démocratiques puissants. Même si l'absence de travail mémoriel et judiciaire sur le passé militaire n'est pas la seule explication à l'élection de Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil, elle a joué en faveur de la radicalisation conservatrice du pays.

Depuis la fin des dictatures, les régimes démocratiques restent fragiles. Nombre de pays continuent à subir des coups d'État dès les années 1990. Au Pérou, le président Fujimori suspend lui-même le parlement en 1992, au Honduras, le président est chassé du pouvoir en 2009, en Bolivie, l'armée et la police "invitent" le président Morales à quitter le pays en 2019. Au Paraguay, en 2012, et au Brésil, en 2016, des coups d'État institutionnels entraînent la destitution des présidents élus. Sous des dehors qui respectent formellement la loi, des parlements dominés par des forces conservatrices interprètent de façon tendancieuse la constitution pour évincer des présidents de gauche. Au Venezuela, le gouvernement chaviste, arrivé au pouvoir en 1998, lui-même victime d'une tentative de coup d'État ratée en 2002, dérive lentement vers un régime autoritaire. Inversement, plusieurs signes montrent

été contestées par les armes. Cependant, l'invasion des lieux de pouvoir fédéraux à Brasília par les partisans de Bolsonaro, quelques semaines après la prise de pouvoir du nouveau président, montre la fragilité de cette alternance.

Une redémocratisation partielle et inégale

La redémocratisation de la région a suivi plusieurs phases d'approfondissement. À la fin des années 1980, c'est la reconquête des droits civiques qui constitue l'objectif principal : droit de vote, de réunion, liberté de la presse... Dans les années 1990, l'enjeu se déplace vers la reconnaissance de droits ethniques. Nombre de pays se reconnaissent multiculturels, admettant que les populations autochtones et descendantes d'esclaves méritent réparation et protection de la part des États qui ont pris la suite des anciennes puissances coloniales. En Équateur (2008) et en Bolivie (2009), l'État devient "plurinational", reconnaissant diverses façons d'être citoyen selon le groupe socio-ethnique auquel on appartient. Cette phase s'est traduite dans toute la région par la reconnaissance de droits territoriaux propres aux autochtones et aux Noirs, une véritable spécificité

Connaître et juger les années de dictature

Des proches des disparus pendant le procès du camp de concentration de campo Mayo (Buenos Aires), où l'ancien président Reynaldo Bignone fut condamné à 25 ans de prison pour crimes contre l'humanité, Florida, Argentine, 2010

© João Pina



latino-américaine. Dans le sillage de la Conférence de Rio en 1992, les droits environnementaux s'affirment et se renforcent jusqu'à aujourd'hui, constituant une troisième vague de démocratisation : droit à un environnement sain, droit à l'information, à la participation et à la justice en matière environnementale. Dans les années 2010 enfin, l'approfondissement démocratique passe par des demandes croissantes de reconnaissance de droits liés au genre : droit à la contraception et à l'avortement, à l'éducation sexuelle, politiques publiques contre les féminicides, droits LGBTQI+.

Bien que très inégalement reconnues ou appliquées, ces différentes générations de droits restent très vivement réclamées et défendues par les sociétés sud-américaines. Dans certains cas, ces demandes sont formulées soudainement lors de grands événements, tel l'"estallido social" (explosion sociale) qu'a connu le Chili où les manifestations et les émeutes de 2019 ont enclenché la révision de la Constitution. Certaines revendications démocratiques convoquent des foules qui occupent les espaces publics des grandes métropoles — autour des droits des femmes notamment — tandis que d'autres sont exprimées lors d'occupations et de protestations locales contre les atteintes aux droits environnementaux.

Malgré des périodes d'avancées spectaculaires dans l'acquisition de nouveaux droits, cette redémocratisation se déploie de façon très inégale selon les pays et les territoires. En bien des lieux, notamment les marges territoriales où la présence de l'État est faible, l'enjeu reste celui d'une démocratisation de sociétés n'ayant jamais vraiment vu

appliquée la constitution du pays. Dans le Nordeste brésilien, par exemple, l'avancée des fronts pionniers agricoles sur les savanes se déroule dans une situation d'extrême vulnérabilité des paysans face à l'accaparement de leurs terres, à la collusion de la police avec certains grands propriétaires, qui ont acquis dans les années 1970 des terres publiques hors des circuits légaux. De nombreuses régions du pays connaissent encore des formes de travail assimilables à de l'esclavage, aboli en 1888 seulement au Brésil. Ailleurs, l'incapacité de

l'État à garantir la sécurité de ses citoyens institue également des espaces de non-droit, comme dans les régions mexicaines soumises au pouvoir des cartels. Le très inégal accès à la santé et à l'éducation selon le lieu de résidence reste également l'un des principaux échecs de la redémocratisation latino-américaine.

Le métissage en ses territoires

Les droits territoriaux attribués sur base ethnique sont symptomatiques de cette redémocratisation inachevée : la croissance fulgurante des territoires autochtones et la progression des populations noires entre les années 1990 et 2000 sont loin d'être systématiques, et n'ont pas résolu entièrement la question de l'intégration de ces groupes dans la Nation. L'attribution de droits spécifiques à des territoires revient à admettre que, pour devenir pleinement citoyens, autochtones et afro-descendants doivent voir leurs modes de vie protégés de l'accaparement foncier et de la dégradation de leur environnement. En outre, cette attribution est généralement la reconnaissance que l'État a contracté une dette envers ces populations, déclinées et mises en esclavage. Bien que bénéficiant de l'appui des acteurs internationaux de la conservation de la nature dans les années 1990, qui ont vu dans ces populations des alliées, les territoires ethniques subissent, depuis leur naissance, des attaques systématiques.

Dans certains pays, aucun territoire spécifique n'est attribué aux autochtones, soit parce que l'État ne reconnaît pas un tel droit (la France en Guyane), soit parce qu'il n'applique pas ses propres lois (l'Argentine). Dans d'autres, des territoires ont été reconnus dans les années 1990 et début 2000, mais de nombreuses nouvelles revendications territoriales restent sans réponse. Au Brésil, seuls 10 % des territoires de descendants d'esclaves africains, les "quilombolas" sont reconnus officiellement tandis que des centaines de dossiers sont en attente d'examen. Dans les années 2010, le rythme des reconnaissances de territoires ethniques baisse voire s'arrête, et ce



Les espaces de l'agribusiness

Deux ouvriers agricoles dans un champ de soja prêt à être récolté sur le vaste plateau à l'ouest de la commune de Correntina, État de Bahia, Brésil, 17 avril 2019. Derrière eux, un pulvérisateur de 27 mètres de large, après application d'un herbicide. Au fond, on aperçoit la végétation spontanée de cerrado (savane composée de petits arbres et arbustes) bordant la parcelle cultivée et le plateau.

© Florian Vigroux et Elena Raud

même dans les pays gouvernés par la gauche, dont la Bolivie. Car les États "néodéveloppementistes" de ces années estiment anormal que des communautés autonomes puissent s'opposer à des projets nationaux de développement d'industries ou de voies de communication. L'autonomie politique autochtone ou noire est rapidement perçue comme un danger pour la République, dans des États restés très jacobins. À cela s'ajoute, à droite du spectre politique surtout, l'incompréhension teintée de racisme à propos de l'attribution de très grandes surfaces de terres à des groupes humains relativement réduits. Dans les campagnes, nombreuses sont les dénonciations agressives de ces "latifundiums d'Indiens".

Les territoires autochtones et noirs reconnus se trouvent aujourd'hui dans des espaces bien spécifiques. En termes de localisation, les plus grands se situent dans les zones restées encore hors de portée des fronts agricoles : confins nord et ouest du bassin hydrographique amazonien, chaco bolivien. Les plus nombreux se situent dans des zones difficiles d'accès, qui ont pu jouer le rôle de refuge par le passé : côte pacifique de la Colombie et ses conseils communautaires, quilombolas du Nord-est brésilien. Les plus peuplés sont situés dans les zones paysannes andines et mexicaines, aux



importantes populations autochtones. Les plus petits enfin se situent en milieu urbain, où parfois la présence de quelques familles permet que soit reconnu comme territoire ethnique un pâté de maisons ou une portion de quartier, tel le Cerro Blanco à Santiago du Chili.

Les mobilisations autochtones

Un membre de la Garde indigène, réseau d'autodéfense non armé, manifestant contre les politiques économiques et sociales du président Ivan Duque à Cali, Colombie, 12 mai 2021

© Luis Robayo/AFP

LA VILLE, LÀ OÙ TOUT SE JOUE ?

Urbanisation et santé

L'Amérique latine est une des régions les plus urbanisées du monde. Cette urbanisation s'est faite surtout au profit de très grandes villes et cela même avant la colonisation. Cuzco et Tenochtitlan, respectivement capitales des empires inca et aztèque, comptaient déjà plusieurs dizaines voire centaines de milliers d'habitants au XV^e siècle. Ce processus s'est poursuivi et amplifié par la suite en se littoralisant sous l'influence des modèles extractivistes mis en place par les Européens et tournés vers les métropoles. L'Argentine réalise ainsi sa transition urbaine dès 1910 soit vingt ans avant la France et un siècle avant l'ensemble de la planète. L'Amérique latine compte aujourd'hui plusieurs des plus grandes villes du monde dont six de plus de 10 millions d'habitants : Mexico, São Paulo, Buenos Aires, Rio de Janeiro, Lima et Bogotá. Plus de quinze autres sont multimilliardaires, qu'elles soient plus ou moins dans le même pays (Brasília, Belo Horizonte, Porto Alegre, Salvador de Bahia au Brésil, Guayaquil et Quito en Équateur, ou Medellín, deuxième ville de Colombie), à la tête de réseaux urbains macrocéphales (Ciudad Guatemala, Santiago du Chili et, au Venezuela, Caracas) ou situées dans des pays tardivement urbanisés (La Paz, en Bolivie). L'urbanisation y est donc tout à la fois si ancienne et si massive que, même si elle tend à ralentir ces dernières années, c'est un phénomène structurant qui traverse une grande partie des enjeux de santé, d'accès à l'alimentation, de logement, de transports.

La crise liée au Covid-19 les a tout particulièrement mis en évidence. Certains urbains se sont révélés particulièrement vulnérables à la pandémie, que ce soit en raison de leur position inégale sur le marché du travail, de la très grande densité des logements populaires, du difficile accès à l'eau potable ou encore de l'insuffisance, voire l'absence d'infrastructures urbaines élémentaires. De nombreux citadins n'ont pas encore accès aux services de santé de base. Quant aux lits d'hôpitaux, même le Mexique, le Costa Rica, la Colombie et le Chili, qui font partie de l'OCDE, n'en comptent que 2,1 pour 1000 habitants alors que la moyenne de l'OCDE est de 4,7. Plus encore, la forme des villes, à la fois très peuplées et très étalées, rend la fréquentation des transports publics entre le domicile et le travail quasi-obligatoire et très longue. Par ailleurs, la moitié des trente villes dont les taux de criminalité sont les plus élevés au monde sont situées en Amérique latine. Ce chiffre intègre les violences domestiques et on sait à quel point elles ont été accrues pendant les longues périodes de confinement. L'Uruguay a ainsi mis en place une campagne de sensibilisation sur les réseaux sociaux et dans les médias, une permanence téléphonique pour les urgences, et un protocole établi en coopération avec le ministère de la Santé pour permettre au personnel de santé de repérer les cas de violence domestique.

Cependant, une approche de santé globale révèle que ces enjeux dépendent également des espaces ruraux et forestiers. L'Amérique latine

n'est ainsi pas seulement une aire de circulation du SARS-CoV-2 mais aussi une aire de production de variants de ce virus dans des zones de contact entre forêts denses en cours de déboisement et espaces cultivés (variant Gamma au Brésil, Lambda au Pérou, Mu en Colombie). Circulent également d'autres zoonoses (maladies infectieuses passées de l'animal à l'homme) comme la trypanosomiase. Cette zoonose parasitaire, aussi appelée maladie de Chagas, est transmise par les vinchucas (grosses punaises) particulièrement présentes dans les fissures des maisons insalubres des zones rurales mais aussi dans les zones urbaines périphériques en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Bolivie. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime à 7 millions en 2020 le nombre de personnes infectées dans les zones endémiques (où la maladie est durablement installée) de vingt-un pays d'Amérique latine, soit davantage que le paludisme. La Bolivie est le pays le plus touché avec 15 % de la population infectée. La trypanosomiase provoque cécité, troubles digestifs et problèmes cardiaques. Elle se propage au gré des migrations et des mobilités circulatoires entre campagnes et villes.

Penser les défis alimentaires et éducatifs

Nourrir les villes nombreuses d'Amérique latine au XXI^e siècle suggère également une vision systémique de l'alimentation incluant les espaces ruraux alentours (qui servent à les approvisionner en produits frais) ou plus lointains (qui contribuent à alimenter le monde en produisant des capitaux réinvestis dans les villes). L'alimentation se présente donc comme un champ possible de politique transversale, sur le modèle anglo-saxon de gouvernance alimentaire des villes, mais mûtrie de préoccupations anciennes en Amérique latine autour des travaux de Josué de Castro ou des positions

et des actions plus récentes de Via Campesina. Ce mouvement international entend depuis vingt ans réintégrer les paysanneries dans les grands débats internationaux sur les questions alimentaires et l'accès à la terre, mais aussi sur la biodiversité et le respect des droits humains qui concernent le monde entier mais qui se posent de façon accrue dans les espaces ruraux latino-américains, fers de lance de ces luttes.

En effet, en matière de droits humains fondamentaux, celui de l'accès à l'éducation continue d'être un défi pour l'Amérique latine, particulièrement dans les espaces moins densément peuplés et aménagés que les villes. À l'exception de la Bolivie, de l'Argentine et de Cuba qui investissent une part importante de leur PIB dans ce secteur, de nombreux pays reposent sur un système scolaire privé et très onéreux. Le rapport 2013 de l'OCDE évaluant l'éducation (PISA) mettait déjà en évidence un retard considérable de l'Amérique latine par rapport au reste du monde, un résultat confirmé par le rapport 2022. L'écart demeure important avec la moyenne des pays de l'OCDE que ce soit pour les compétences écrites, scientifiques ou mathématiques pour le Pérou, le Mexique ou le Brésil, qui arrivent à chaque fois en bas du classement. Hors OCDE, au Nicaragua seuls 46 % des enfants atteignent le niveau d'apprentissage élémentaire. La situation a encore empiré au cours des années 2020 et 2021, plusieurs centaines de millions d'enfants ayant été privés d'écoles pendant les confinements. La question éducative a été anciennement et abondamment traitée en Amérique latine par des pédagogues renommés tels que le Brésilien Paulo Freire (qui a rédigé sa *Pédagogie des opprimés*, parue en 1968, après quatre ans de travail auprès de paysans chiliens) ou Emilia Ferreiro (une Argentine établie au Mexique). Ils ont donné naissance au courant de la pédagogie critique, qui établit un lien fort entre projet éducatif



L'urbanisation informelle

Villa 31, l'un des plus grands bidonvilles de Buenos Aires, mai 2020

© Emiliano Lasalvia/AFP

et projet social. Le sujet est abordé dans la plupart des campagnes électorales, mais n'est pas pris à bras le corps malgré les nombreuses contestations comme au Chili avec la "révolte des pingouins" en 2006 (en référence à la couleur des uniformes des collégiens et lycéens chiliens) ou, en octobre 2019, en opposition à l'augmentation des tarifs du métro pour les lycéens et les étudiants particulièrement. Cet accès inéquitable à l'éducation a bien sûr des conséquences politiques, en fragilisant la démocratie.

L'Amérique latine, laboratoire politique, social, économique et culturel

Un débat ancien oppose en Amérique latine deux modèles de développement fondés l'un comme l'autre sur l'abondance des ressources minières, pétrolières, foncières : un modèle à idéal égalitaire et redistributif (paradigme keynésien) et un modèle de libre-marché (paradigme libéral). Pour les tenants du premier, l'inégalité est un frein (Bowles, 2012), pour le deuxième il y a contradiction entre égalité et efficacité économique (Okun, 1975). L'Amérique latine, cet "extrême-occident" (Rouquié) a été pendant plusieurs décennies le terrain d'application de ces deux modèles : Cuba fut le laboratoire du socialisme et le Chili, celui du modèle néolibéral de l'École de Chicago. Quant au Mexique, il a été gouverné durant presque un siècle par des membres du Parti Révolutionnaire Institutionnel, de gauche pendant cinquante ans, puis ayant évolué dans les années 1980 vers le centre-droit et même le libéralisme. Les hésitations entre ces deux modèles politiques et économiques radicalement différents font d'ailleurs certainement de l'Amérique latine une terre d'inégalités de plus en plus structurelles. L'indice de Gini révèle combien celles-ci sont profondes dans de nombreux domaines, par rapport aux autres continents. Les passages d'une catégorie de population à l'autre sont rares. De plus, les inégalités semblent se superposer invariablement et parfois se compléter, comme l'écrivait le géographe brésilien Milton Santos dans *L'Espace partagé*, publié en 1975. Sous-titré "Les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés", l'ouvrage évoque l'existence de deux circuits, le circuit supérieur du commerce, de la finance, des fonctions étatiques, de l'agro-industrie, et le circuit inférieur des pauvres, du secteur informel. Ces deux circuits s'interpénètrent, dans les villes particulièrement, dans un processus orchestré par l'État et les classes sociales dominantes. Les inégalités dans la population latino-américaine seraient donc irrémédiables puisqu'au fondement de l'identité et de l'économie. Elles sont parfois camouflées par une culture commune (la langue, le sport, la musique) mais rejouent au moment des crises. Qu'elles soient politiques, sociales, économiques, environnementales ou sanitaires, ces crises à répétition sont un terreau fertile pour le développement de récits collectifs endogènes ou exogènes basés sur des utopies (Ourania, JMG



Un engagement militant international pour l'accès à la terre, le respect des droits humains et la biodiversité

Une affiche du mouvement *Via Campesina* pendant la COP-16 à Cancún, le 4 décembre 2010

© Ronaldo Schemidt/AFP

Le Clézio) et des mythes mobilisateurs (celui de l'*El Dorado*), aussi bien que sur des dystopies et des anticipations catastrophistes (*Le Pire des mondes possibles*, Mike Davis).

Ces imaginaires fictionnels donnent parfois lieu à des réalisations concrètes. Dès le XIX^e siècle, des communautés animées par des idéologies convergentes se regroupent. Ainsi, le géographe Elisée Reclus crée une exploitation agricole dans la Sierra Nevada de Santa Marta en Colombie (1855-1857) tandis que la ville chilienne d'El Manzano met en œuvre les principes de la transition de Rob Hopkins. C'est aussi dans une ville brésilienne, Porto Alegre, qu'est né en 1989 le premier budget participatif par lequel les citoyens peuvent choisir d'affecter une partie des ressources de leur collectivité territoriale à des projets qu'ils définissent comme prioritaires. Cette innovation démocratique s'est diffusée ensuite à de nombreuses autres villes dans le monde. En effet, à bien des égards, l'Amérique latine semble être le laboratoire du monde (Yves Saint-Geours) où des expériences sociales, politiques, urbaines, agricoles sont conduites, observées puis diffusées. Dans un texte très éclairant sur la "latinité des Amériques", Édouard Glissant écrit ainsi que "ce continent, plus qu'aucune autre partie du monde, a été, depuis plus de quatre siècles, le lieu le plus vivace et le plus extravagant d'une énorme expérience : celle de la mise en contact de presque toutes les cultures connues, de leur répulsion mutuelle et de leur symbiose naissante. Nulle part ailleurs dans le monde, une telle expérience globale n'a été faite. On a donné à cette expérience, à ces rencontres, des noms qui ont varié au gré de la connaissance qu'on en avait : melting pot d'abord, métissage ensuite, puis multiculturalisme, créolisation aujourd'hui."

L'AMÉRIQUE LATINE ET LE MONDE

Un grand rayonnement culturel et artistique

Le photographe cubain Alberto Korda est l'auteur de la photographie la plus reproduite au monde : celle de l'Argentin Ernesto Che Guevara en *Guerrillero heroico* prise à La Havane en mars 1960. Le magazine Time la considère même comme l'une des 100 images les plus influentes de tous les temps depuis l'invention de la photographie au XIX^e siècle. Et ce n'est pas le seul cliché de l'Amérique latine diffusé par les médias de masse. Trois albums de Tintin s'y déroulent, *L'Oreille cassée*, *Le Temple du Soleil*, *Tintin et les Picaros*, tandis que *Le Trésor de Rackam le Rouge* l'évoque.

La musique produit aussi son lot de stars écoutées en boucle dans les catégories latin music ou pop, souvent récompensées par des prix internationaux comme les Grammy Awards : c'est le cas de la colombienne Shakira ou même de Mariah Carey, née à New York d'un père vénézuélien et elle-même proche de la communauté. Le Mexicain Carlos Santana, le Brésilien Chico Buarque ou l'Argentine Mercedes Sosa ont contribué à fournir une image sonore de l'Amérique latine faite de rythmes permettant la danse, la fête mais aussi une critique des injustices et des dictatures, quel que soit le pays. Ainsi des thèmes comme "El pueblo unido jamás sera vencido" du groupe chilien Quilapayún ("Le peuple, uni, ne sera jamais vaincu"), "Yo pisaré las calles nuevamente" de Pablo Milanés ("Je marcherai de nouveau dans la rue") ou bien encore "Canción urgente para Nicaragua" du cubain Silvio Rodríguez ("Chanson d'urgence pour le Nicaragua") servent d'hymnes aux Latino-Américains et, au-delà, à tous les peuples opprimés dans le monde.

Si elles sont autant diffusées, c'est que ces productions ont des relais parmi l'intelligentsia européenne de gauche mais aussi parmi les grands diffuseurs états-uniens qui y trouvent un public. C'est ainsi qu'en quatre ans seulement, deux dessins animés Disney ont eu pour cadre l'Amérique latine : *Coco* en 2017 sur le thème de l'importance de la musique et de la spiritualité au Mexique et *Encanto* : la fantastique famille Madrigal en 2021, qui se déroule en Colombie et met en scène le réalisme magique dans la grande tradition de Gabriel García Márquez. Netflix a défini une catégorie "films et séries latinoaméricaines" dont les thèmes principaux tournent autour du trafic de drogues, de la violence, mais aussi de la fête. L'Amérique latine (Mexique, Colombie, Brésil et surtout Argentine) produit aussi ses propres séries que sont les *telenovelas*, où il est beaucoup question d'amour, d'argent et de trahison.

Dans un autre registre, la littérature latino-américaine bénéficie d'une grande reconnaissance internationale avec ses cinq prix Nobel : Gabriela Mistral en 1945 et Pablo Neruda en 1971 pour le Chili, Miguel Ángel Asturias en 1967 pour le Guatemala, Gabriel García Márquez en 1982 pour la Colombie, Octavio Paz en 1990 pour le Mexique et Mario Vargas Llosa en 2010 pour le Pérou. Ces récompenses valent

à ces auteurs d'être beaucoup lus à travers le monde, exportant ainsi leurs imaginaires et leurs pensées très profondément ancrés dans les paysages et les réalités latino-américaines. Le mot Chili apparaît dans le titre de trois des dix recueils de Gabriela Mistral qui décrit dans l'ensemble de son œuvre la vie quotidienne des paysans modestes dans les vallées andines, et plus spécifiquement des femmes dans *Lecturas para mujeres* en 1923. Dans son chef-d'œuvre, *Hommes de maïs*, Miguel Ángel Asturias fait le récit en 1949 de la résistance d'une communauté paysanne autochtone maya face à la colonisation de la vallée par des capitaux étrangers, qui veulent en faire une exploitation commerciale. Dans *Cent ans de solitude*, Gabriel García Márquez situe la fresque plurigénérationnelle de la famille Buendía dans le village de Macondo — double littéraire de la vraie localité colombienne d'Aracataca dans la Sierra Nevada de Santa Marta. Il intègre dans son récit de nombreux faits historiques avérés comme le massacre des bananeraies en 1928, quand l'armée colombienne ouvrit le feu sur des ouvriers grévistes travaillant pour la United Fruit Company, mais il décrit aussi les mutations, les aménagements, les changements sociaux que connaît le village pendant un siècle. En outre, Macondo, comme le comté de Yoknapatawpha dans l'œuvre de William Faulkner, peut être considéré comme un personnage à part entière, donnant lieu aujourd'hui à des visites dans le cadre de circuits touristiques. Dans *Le labyrinthe de la solitude*, en 1950, Octavio Paz propose un essai historique sur la nation mexicaine et, preuve de son ancrage dans les réalités du pays, il le postdate lors d'une réédition en 1969, à la suite du massacre des étudiants de 1968. Par le genre policier et politique qu'il affectionne particulièrement, Mario Vargas Llosa situe davantage ses intrigues

Des images iconiques

Le photographe cubain présente le cliché original du Che, La Havane, 23 janvier 1989
© DSK/Keystone/AFP



dans des contextes urbains, Lima et Piura surtout. Quant au *Canto general* de Pablo Neruda, le projet de l'auteur est d'écrire un poème épique incarnant l'essence de l'Amérique hispanique, soit une relation entre des terres et des peuples quels que soient les découpages administratifs, territoriaux et les frontières ("les terres sans noms et sans chiffres", Neruda, 1950, "des paysages qu'aucune convention d'histoire ne vient fermer", Glissant, 2011).

L'ambition de cette littérature latino-américaine semble donc de faire de lieux particuliers des expériences touchant à l'universel. Dans la langue commune, certaines réalités sont si idiomatiques qu'il est difficile de les traduire. Il en va justement de certains milieux, qu'ils fassent référence à des éléments de relief ou à des grandes formations végétales, comme la *sierra*, les *cenotes*, l'*altiplano*, la *pampa*, la *selva*. Édouard Glissant écrit ainsi : "Les paysages américains sont d'ouverture, d'emportement et de grand vent. La plus minuscule ravine et les plus immenses canyons s'y rejoignent, de même que les salines les plus réduites et les déserts les plus éclatants. Les pitons des îles font signe aux Andes et aux *sierras*. La feuille de *cigué* y converse avec le *séquoia immémorial*". Le vocabulaire politique est aussi riche en idiomes, que l'on pense à *guerrilla*, *golpe* ou *cartel*.

L'attrait touristique du continent

C'est ainsi que depuis sa découverte, l'Amérique latine fournit au monde un vivier d'éléments à la fois réels et caricaturés, contribuant à produire un paysage visuel, sonore, littéraire, politique, social et économique fait d'emprunts et de métissages, qui attire ou repousse mais laisse rarement indifférent, comme en atteste le nombre croissant de touristes internationaux (21 % d'arrivées en plus entre 2015 et 2018 selon la Banque mondiale). Historiquement, ceux-ci proviennent des États-Unis et du Canada,

Le patrimoine littéraire sud-américain

Fresque représentant des passages de *Cent ans de solitude* en hommage à Gabriel García Márquez, à la Bibliothèque nationale de Bogotá, Colombie, 2017
© Raul Arboleda/AFP

Le latine face aux États-Unis

raffic de 2000, pour lequel il obtient le meilleur réalisateur, Steven Soderbergh. Il réussit l'image au point de diriger la photographie du film. Il y utilise un ton neutre, peu contrasté pour toutes les scènes tournées au Mexique et, à l'inverse, un ton froid pour les scènes se passant aux États-Unis. Cette esthétique peut paraître binaire mais fin connaisseur de l'Amérique latine, Soderbergh, qui a aussi consacré une trilogie à Cuba, atteste d'une relation complexe et d'opposition entre le nord et le sud des Amériques, avec une position charnière.

En 1823, le cinquième président des États-Unis James Monroe prononce la doctrine Monroe, devenue une doctrine (la doctrine Monroe) qui stipule que les États latino-américains doivent être indépendants de leurs partenaires privés et protégés des ingérences des puissances européennes qui les avaient colonisées. Les 41 présidents des États-Unis plus récents, comme Obama, se sont clairement favorables à l'abandon de cette doctrine. Cependant, une communauté de destin existe entre les pays d'Amérique du Sud et l'Amérique latine. Concernant l'économie, certaines questions des peuples autochtones, des migrations internationales ou du narcotrafic ne peuvent être comprises qu'à l'échelle continentale. C'est pourquoi les chercheurs, que nous sommes, traçons en plus de façon transaméricaine des laboratoires ou des groupements d'informations comme Mondes amérindiens, le Centre de recherche et de Documentation sur les Amériques (CREDA), Archéologie des Amériques (CIAH), l'Institut des Amériques ou France Amériques Espagne Sociétés (FRAMESPA). Et, des Amériques n'y a qu'un pas, comme en attestent les travaux scientifiques du géographe Olivier Beauvais, qui démontrent que les sociétés rurales andines à l'élaboration des concepts de système-monde et de système-société sont très liées au capitalisme. Cela ne rend pas compte : plusieurs économistes hétérodoxes comme Michel Beaud ou Robert Boyer, soutiennent que le capitalisme est né avec la découverte des Amériques : non pas tant autour des Andes, mais dans les théories d'Adam Smith que dans le commerce et l'argent des Andes et sur les routes de la moitié sud du continent.



L'imaginaire de la nature latino-américaine

La place de l'Amérique latine dans le monde tient aussi aux images construites autour de la nature. En matière de nature, c'est autour de quelques géosymboles et clichés que s'organisent les représentations internationales de la région : une Amazonie mystérieuse peuplée d'Indiens, un Altiplano andin parcouru par les vents, un finistère patagonien aux allures de Far West. Ces images largement alimentées par le tourisme international, les documentaires télévisés et le cinéma ont été également forgées par la place singulière qu'occupe la forêt amazonienne dans la question environnementale globale, telle qu'elle est posée à partir des années 1980. Bien que le rôle de cette forêt dans la régulation du climat mondial soit essentiel, il est souvent magnifié au point d'en oublier que l'environnement latino-américain est constitué de bien d'autres milieux, qui ont toute leur importance pour le quotidien des habitants. Reste que la région a joué et joue encore un rôle central dans la mobilisation internationale contre la crise environnementale : la description du phénomène El Niño dans les années 1990 et ses effets sur les côtes péruviennes ont constitué l'une des premières preuves tangibles pour les opinions publiques de l'ampleur du changement climatique ; tout consommateur de viande en Europe sait confusément qu'il encourage la poursuite de grandes cultures au Brésil (soja), responsable de pollution des sols et d'avancées de la déforestation ; aucun débat sur les pistes d'alternatives pour le futur n'omet de mentionner les peuples autochtones de la région, pensés à tort ou à raison comme des bibliothèques vivantes susceptibles d'inspirer d'autres choix de société.

Les premiers signes du changement climatique

Le phénomène climatique El Niño fait déborder les rivières boueuses sur toute la côte péruvienne, isolant des communautés et des quartiers, mai 2017.

© Julio Reano/AFP

ou encore au soulèvement zapatiste de 1994 au Mexique. Mais cette absence de bellicisme ne doit pas faire oublier les grandes difficultés qu'éprouvent les pays latino-américains à agir collectivement.

Le régionalisme latino-américain au XXI^e siècle

Pendant la période 2005-2015, plusieurs projets de coordination interétatique ont vu le jour, principalement en Amérique du Sud. Les États-Unis, engagés militairement au Moyen-Orient, sont moins présents. L'Organisation des États Américains (OEA), structure historique du multilatéralisme régional, qui relayait systématiquement les positions de la superpuissance et a soutenu ses interventions militaires dans les années 1980, est largement déconsidérée. L'irruption de la Chine comme nouvel acteur sur le continent laisse penser aux Sud-Américains qu'ils pourront jouer sur la concurrence entre les deux puissances pour gagner des marges de manœuvre. Dans ce contexte, deux leaderships régionaux s'affirment. Autour du Venezuela chaviste se développe une diplomatie fondée sur les exportations de pétrole, ouvertement critique des États-Unis, et nouant des alliances avec l'Iran, la Russie ou la Chine. Nombre d'accords de coopération bilatéraux avec les pays de la région sont fondés sur des exportations de pétrole octroyées en échange de l'ouverture de marchés aux investisseurs vénézuéliens. À la même époque, le leadership brésilien se veut plus pragmatique, et cherche à ménager les États-Unis, principal concurrent pour l'influence brésilienne dans la région. En effet, le Brésil rêve toujours d'obtenir une place de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, ce qui ne l'incite pas à réclamer de profondes réformes de l'architecture diplomatique internationale. Il tente de construire l'image d'une puissance extra-occidentale bienveillante et tisse des liens avec les émergents des BRICS.

Cette apparente convergence géopolitique ne s'accompagne cependant pas d'un renforcement significatif de la coopération économique. Fondé en 1991, le MERCOSUR s'était pourtant élargi avec l'entrée du Venezuela en 2012, tandis que la Bolivie demandait son adhésion la même année. Cependant, dès 2016, le Venezuela en est suspendu pour non-respect de la charte commune, une décision appuyée par les gouvernements de droite qui prennent alors le pouvoir en Argentine et au Brésil. En outre, la Bolivie n'obtient finalement pas toutes les signatures nécessaires à son adhésion définitive, et le Paraguay est suspendu entre 2012 et 2015 à la suite du coup d'État parlementaire ayant renversé le président Lugo. De toute évidence, le MERCOSUR a toutes les difficultés à exister en tant qu'entité collective.

Les migrations régionales

Des migrants traversent la frontière entre la Bolivie et le Chili, dans l'Altiplano, février 2022

© Diego Reyes/AFP



Après 2015, cette situation de désunion générale s'approfondit brusquement : la crise économique, l'arrivée au pouvoir de gouvernements favorables aux États-Unis, et surtout l'abandon brutal du multilatéralisme par le Brésil de Jair Bolsonaro en 2018, conduisent à un essoufflement du régionalisme. Les organisations internationales d'orientation conservatrice (Alianza del Pacífico, PROSUR) ne réussiront guère à relancer la coopération régionale. En conséquence, la crise de la Covid-19 et celle des réfugiés vénézuéliens (5 millions de personnes ont quitté le pays depuis 2015 pour d'autres pays de la région) ne trouveront pas de règlement collectif. L'OEA retrouve une place plus importante dans la géopolitique latino-américaine, et s'illustre par son rôle ambigu dans la crise bolivienne de 2019, qui aboutit au coup d'État contre Evo Morales. Les années 2015-2020 sont donc celles de la fragmentation intrarégionale et de l'effacement international de l'Amérique latine.

Le Brésil et son voisinage

L'incapacité du Brésil à affirmer son leadership de façon durable est un élément clé de l'absence actuelle de régionalisme actif. Durant les années de gouvernement du Parti des Travailleurs et de ses alliés (2003-2016), le pays a pourtant mené une diplomatie fondée sur la négociation et visant à réduire les inquiétudes liées à son hégémonie militaire. Ainsi, jamais, dans ses discours, le président Lula n'a présenté l'armée comme un élément de puissance régionale. Ceci n'empêchera pas le Brésil de prendre la tête de la mission onusienne en Haïti (MINUSTAH) de 2004 à 2017. Pour la première fois, une force de Casques bleus est composée principalement de Latino-Américains, et est commandée par un général brésilien. Bien que représentant le tiers de la population de

l'Amérique du Sud (214 sur 640 millions d'habitants) et près de la moitié de sa superficie (8,5 millions de km² sur 19,2), le Brésil n'est cependant pas une puissance régionale au sens classique : le rôle continental de ses forces armées est mineur, son influence culturelle auprès de ses voisins est faible hors des zones frontalières, et son rôle de leader politique, peu affirmé. Malgré sa proximité politique avec les gouvernements voisins dans les années 2003-2016, le pays reste intraitable sur les questions qui touchent à sa souveraineté énergétique, notamment au sujet du barrage hydroélectrique binational d'Itaipú. Construit en 1982 sur le fleuve Paraná à la frontière avec le Paraguay, il fournit près de 20 % de la consommation électrique brésilienne. Le Paraguay, n'ayant pas eu à l'époque les moyens de financer sa part des travaux, a dû compter sur des investissements du Brésil, qu'il a remboursés jusqu'en 2022. Toutefois, l'accord entre les deux pays prévoit que le Brésil consomme l'essentiel de la production, et possède un droit de regard sur l'exportation par le Paraguay de ses propres excédents électriques. En effet, ce petit pays, faiblement industrialisé, ne consomme pas toute l'énergie qu'il produit. En 2008, le Brésil, en position de force, n'a accepté qu'avec beaucoup de réticences de renégocier cet accord à la marge. Par ailleurs, les scandales de corruption brésiliens des années 2000 impactent négativement ses relations de voisinage. En 2008, l'Équateur expulse l'entreprise de travaux publics brésilienne Odebrecht suite à une malversation sur un barrage hydroélectrique. La transnationale, présente dans toute la région, est un acteur de fait de l'influence brésilienne. Le scandale qui aboutira, en 2015, à l'emprisonnement de ses dirigeants dévoile le rôle corruptif joué par l'entreprise auprès du personnel politique des pays voisins, de l'Argentine jusqu'au Mexique, afin d'obtenir des contrats.

Le leadership du Brésil en question

Cérémonie de fin des opérations de la Mission de stabilisation des Nations unies à Port-au-Prince, en Haïti, jeudi 5 octobre 2017
© Dieu Nalio Chery/AP Photo/SIPA



Des conflits diplomatiques aigus et durables

Peu de pays latino-américains sont en conflit ouvert de façon durable. La crise entre Venezuela et Colombie est une exception, par son ampleur et sa durée. Entre les deux pays, la tension est permanente depuis la fin des années 2000. En 2007, le Venezuela abandonne la Communauté Andine des Nations et son mécanisme de coopération transfrontalière, pour favoriser son alliance propre (ALBA). L'accueil de guérilleros colombiens sur le territoire vénézuélien est dénoncé en 2010 par la Colombie et, à plusieurs reprises, la frontière entre les deux pays est fermée. Alors que le Venezuela était, depuis les années 1970, un pays d'accueil pour des migrants colombiens à la suite de son boom pétrolier, il devient un pays d'émigration lors de la crise politique et économique des années 2010. Fin 2020, 2,5 millions de Vénézuéliens émigrés présents en Colombie s'y sont installés durablement. Ils vivent dans l'illégalité pour 56 % d'entre eux. Le vote d'un statut de protection temporaire pour 1,7 million d'entre eux ajoute aux tensions, l'État colombien reconnaissant par là l'incapacité du Venezuela à gérer cette crise.

L'ÉMERGENCE EN QUESTION

Alors que plusieurs pays latino-américains semblaient solidement engagés dans la voie de l'émergence, ils ont rencontré, au cours des années 2010, de grandes difficultés à stabiliser leur économie et à la dégager de ses fragilités structurelles. Les lectures optimistes sur l'émergence dans la région sont souvent le fait d'analyses qui laissent une place insuffisante aux facteurs politiques et anthropologiques. En effet, on peut estimer que certains des pays les plus prometteurs en ce domaine peinent à trouver des compromis politiques nationaux, avec

pour conséquence de sévères blocages et de multiples crises institutionnelles. C'est notamment le cas du Chili et du Brésil.

Au Chili, le difficile dépassement de la Constitution de la dictature

Le Chili est entré dans le club des pays de l'OCDE en 2010 au titre de ses bons chiffres en matière économique enregistrés pendant les années 1990 — taux de croissance annuelle supérieure à 5 %

La crise migratoire entre le Venezuela et la Colombie
Une femme et son enfant traversent le pont entre les villes frontières de San Antonio de Tachira et Cucuta, en octobre 2021. Le passage a été bloqué par le Venezuela à l'aide de conteneurs de 2019 à 2021. Celui qui est visible à l'arrière-plan porte les couleurs du drapeau vénézuélien.
© Juan Barreto/AFP

en moyenne, stabilité monétaire — à l'issue d'une décennie pourtant jugée perdue pour la plupart des pays latino-américains. Il est le deuxième pays latino-américain à rejoindre cette organisation après le Mexique (1994) et avant la Colombie (2020) et le Costa Rica (2021). À l'image des tigres et des dragons asiatiques à la même période, le Chili est considéré comme le jaguar latino-américain. Milton Friedman, chantre du libéralisme économique, à qui le général Pinochet a confié les rênes du pays en 1975, parle lui d'un "miracle chilien", auquel ont contribué après lui ses disciples de l'École de Chicago. L'État chilien a appliqué à la lettre les deux piliers de sa doctrine de choc : réduction drastique des dépenses publiques et abaissement des barrières commerciales internationales, tant à l'importation qu'à l'exportation. C'est ainsi que le pays a notablement accru ses exportations, ajoutant au traditionnel cuivre, le bois, puis les produits de son agriculture et de son élevage (vins, agrumes, avocats, fruits rouges et saumon). Pour accompagner cette libéralisation de l'économie, le général Pinochet fait rédiger une Constitution en 1980, adoptée par un référendum organisé le 11 septembre, jour anniversaire du coup d'État. Malgré le retour à la démocratie et les différents amendements qu'elle a connus, cette constitution reste en vigueur. Mais, dès qu'éclate l'estallido social en octobre 2019, les manifestants exigent une nouvelle constitution. En effet, le miracle chilien se révèle un mirage tant le modèle économique adopté sous la dictature a eu pour conséquence de fragiliser une grande partie de la population, contrainte de s'endetter pour avoir accès à la santé et à l'éducation. Même les classes moyennes semblent vulnérables. En effet, dans un pays émergent comme le Chili, "la classe moyenne ne correspond pas au centre de la société" (Emmanuelle Barozet et Jaime Fierro). Les études évaluent entre 30 et 49 % sa proportion dans la population du pays mais elles se fondent en général sur l'accès à des biens de consommation. Aussi, l'expression de "classe intermédiaire" ou de "classe émergente" est plus appropriée que celle de classe moyenne. Cette formulation souligne que les membres de ce groupe, généralement diplômés, occupent des emplois intermédiaires, entre les activités de direction et celles d'exécution. Elle renvoie aussi à la fragilité d'une classe moyenne émergente caractérisée par un fort endettement, qui rend tout accident de la vie (chômage dans un contexte de précarité de l'emploi, maladie alors que les frais de santé sont élevés) déterminant dans les stratégies familiales. De même, les frais de scolarité et d'université sont très élevés et il est fréquent que des parents s'endettent lourdement pour leurs enfants. Ce sont d'ailleurs ces catégories de la population qui se sont le plus mobilisées lors de l'estallido social. Le rejet du projet de constitution par référendum le 4 septembre 2022 montre à quel point l'absence d'une classe moyenne consolidée a d'évidentes conséquences politiques. L'adhésion à la démocratie demeure fragile, surtout dans un contexte économique marqué par une forte inflation, liée à l'augmentation du prix des carburants, et dans un contexte social de pauvreté accrue, notamment sous l'effet de la difficile intégration de migrants, arrivés nombreux ces dix dernières années.

Ce processus a tout de même ouvert deux années de discussion sur des questions concernant l'ensemble de la population entre 155 constitutifs élus démocratiquement, dont une moitié n'était pas issue de la classe politique mais du monde associatif.

Des émergences inachevées

Il est possible d'élargir cette analyse au Brésil ou au Mexique, présentés à l'envi comme des puissances déjà émergées, malgré de nombreux signaux contradictoires. La profondeur de la crise démocratique vécue par le Brésil depuis le coup d'État parlementaire de 2016 en est un. Bien que les institutions du pays semblent encore tenir, l'instrumentalisation de la justice, l'incapacité à dénouer les liens entre corruption et pouvoir législatif, la présence permanente de militaires nostalgiques des années de dictature dans de multiples sphères sociales ne constituent pas "l'écume" d'un pays dont les structures profondes l'assurerait d'une émergence inéluctable. On peut penser au contraire qu'elles font partie intégrante du pouvoir dans le pays, expliquent ses immenses difficultés à réduire ses inégalités et la fragilité des avancées en la matière, toujours susceptibles d'être remises en cause par une dégradation soudaine des indicateurs nationaux. Le Mexique présente une situation relativement proche, où les grands indicateurs macro-économiques ne parviennent pas à masquer les grandes fragilités de l'État, l'incapacité à dégager une voie réellement souveraine en politique étrangère, l'ombre du voisin nord-américain interdisant au pays de déployer une diplomatie autonome dans son environnement proche. Incapable d'améliorer à long terme le sort des classes populaires les plus pauvres, de réduire la fragmentation de son territoire, ou de résorber ses flux d'émigration vers les États-Unis, le Mexique ne peut lui non plus être placé sans discussion dans le groupe des émergents. Signe de ces difficultés multiformes, ni le Mexique ni le Brésil n'ont réussi au cours des dernières décennies à assumer un leadership régional, facteur pourtant essentiel de l'émergence.

L'estallido social

En 2019, des manifestations massives éclatent au Chili. En dépit de leur répression par la police, elles mènent à l'organisation d'un référendum pour établir une nouvelle constitution. Santiago, Chili, octobre 2019.

© Caiozama



Marché aux fleurs, Lima, Pérou, 2022 © Alex Webb/Magnum Photos

THÈMES ET DOCUMENTS

LES STRUCTURES DU DÉVELOPPEMENT

L'invention de l'Amérique latine

À l'heure où les géographes contestent l'existence de continents fondés sur des caractéristiques naturelles et que d'autres reprennent aux organisations autochtones l'expression "Abya Yala" ou même "afro-indo-Abya Yala" — qui en langue kuna d'Amérique centrale signifie "terre de vie" —, quelles caractéristiques les pays dits d'Amérique latine ont-ils en commun ?

Tous sont concernés par "l'erreur historique" commise par Martin Waldseemüller en 1507 lorsque, sur sa *Cosmographie universelle*, il baptisa les terres abordées par les navigateurs européens, d'après le nom d'Américo Vespucci, représenté en haut à droite du planisphère, plutôt que de Christophe Colomb. Diffusé largement au XVI^e siècle parmi les puissants et au sein des réseaux de marchands, ce planisphère fixa le nom "Amérique". Sa postérité exceptionnelle, fondée sur une erreur d'attribution, explique l'intérêt de Stefan Zweig, qui lui consacra un essai.

La présence à cette époque des civilisations aztèque et maya en Amérique centrale, inca en Amérique du Sud, n'est pas prise en compte. Les terres découvertes par les Européens apparaissent si étendues que Vespucci, le premier, les met en équivalence avec l'Europe, l'Afrique et l'Asie, les trois continents identifiés par le géographe grec Ptolémée (II^e siècle), représenté en face de Vespucci sur la *Cosmographie* de Waldseemüller. Elles sont une quatrième partie du monde et non la partie orientale de l'Asie. L'erreur du cartographe répond à celle de Colomb, qui resta toujours persuadé d'avoir atteint les Indes.

Quant à la latinité des Amériques, si bien définie culturellement et linguistiquement par Édouard Glissant depuis son observatoire caribéen, elle est tôt mise

en question par la rencontre originelle entre La Malinche, femme autochtone, appartenant au groupe nahua, et réduite en esclavage par les Mayas, et Hernán Cortés, un grand d'Espagne proche de Charles Quint. La couverture de cette édition de *La conquête de l'Amérique* (1982), où Tzvetan Todorov développe une réflexion sur l'altérité, illustre ainsi une rencontre qui n'est pas qu'affrontement : si Cortés et ses soldats font face aux ambassadeurs aztèques de Moctezuma II avec leurs présents, il a à ses côtés une traductrice de talent en la personne de Malinalli, le nom Maya de La Malinche, que l'on appellera ensuite Maltintzin ou Doña Marina. Tout est déjà affaire de sangue ! De leur union est né en 1522 un fils, Martin Cortés, surnommé "Le Métis", dont le père obtint plus tard du pape qu'il soit reconnu comme légitime. Ce serait grâce aux indications de La Malinche que Cortés aurait conquis l'Amérique centrale ce qui valut à celle-ci d'être considérée par les autochtones comme une traîtresse.

Selon Todorov, Cortés comprend, connaît et même admire les Aztèques. Pourtant, il les détruit. Ces "autres" ne sont pas des alter ego, des sujets au sens plein du terme. Un peu plus tard, en 1550 et 1551, la controverse de Valladolid, convoquée par Charles Quint, oppose les hommes d'Église espagnols Bartolomé de Las Casas et Juan Ginés de Sepúlveda sur les moyens légitimes d'évangéliser et de réduire en esclavage les Indiens en se fondant sur des textes aristotéliciens. Las Casas, pourtant défenseur des autochtones, n'en est pas moins d'accord avec Cortés sur "la soumission de l'Amérique à l'Espagne, l'assimilation des Indiens à la religion chrétienne, la préférence pour le colonialisme au détriment de l'esclavagisme" (Todorov).

Si l'Amérique latine continue d'exister, c'est justement peut-être à travers ces dialectiques économiques, politiques et sociales paradoxales, mais structurantes.

On le voit, l'enjeu n'est pas seulement théologique, il est aussi économique. En effet, de cette controverse dépendait l'exploitation des multiples ressources des terres nouvelles, dont les effets se feront sentir dans le monde entier. Ce serait même avec la découverte de l'Amérique que serait né le capitalisme. À la faveur, d'abord, de l'importation en Europe de grandes quantités d'or et d'argent, permettant de substituer à la monnaie fiduciaire une monnaie marchandise, qui contribua à enrichir les marchands et les monarques européens. Mais c'est aussi la relation entre les prêteurs et leurs débiteurs (les conquistadors), qui est un des moteurs centraux des conquêtes de terres.

En raison de son rôle précoce dans la mondialisation, l'Amérique latine est devenue un théâtre particulièrement animé d'un débat entre deux modèles de développement opposés : d'un côté le modèle de libre-marché (paradigme libéral défini par Adam Smith, en se référant d'ailleurs au supposé "troc" pratiqué par les tribus amazoniennes) et de l'autre, un modèle à idéal égalitaire et redistributif (paradigme keynésien). Pour les tenants du premier, il y a contradiction entre égalité et efficacité économique et pour les tenants du second, l'inégalité est un frein. Or, l'Amérique latine, cet "extrême-occident" (Alain Rouquier), a été pendant plusieurs décennies un terrain d'application et de confrontation exacerbée de ces deux modèles : Cuba fut le laboratoire du socialisme et le Chili, celui du néolibéralisme de l'École de Chicago.

Si l'Amérique latine continue d'exister, c'est justement peut-être à travers ces dialectiques économiques, politiques et sociales paradoxales, mais structurantes.

Le planisphère de Waldseemüller

Cosmographie universelle, 1507, Madrid, musée d'Amérique © Iberfoto/Roger-Viollet
Le mot *America* figure au niveau du navire qui longe la côte est du continent.

Une "erreur historique"

Cet obscur humaniste de vingt-sept ans perdu au fin fond des Vosges ne fait d'abord qu'avancer une proposition, puis son idée le séduit tellement qu'il la réitère avec insistance. Au neuvième chapitre, Waldseemüller détaille sa suggestion sur tout un paragraphe : "À présent, écrit-il, ces parties du globe (Europe, Afrique, Asie) ont été largement explorées et une quatrième en a été découverte par Amerigo Vespucci. Je ne vois point d'objection à ce qu'on appelle cette nouvelle région Amerigo, c'est-à-dire terre d'Amerigo, du nom du savant homme qui l'a découverte, ou *America*, puisque l'Europe et l'Asie ont reçu des noms féminins." (...)

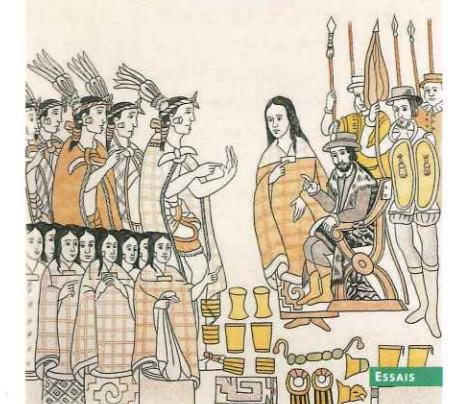
De nos jours, en prononçant le mot "Amérique", nous commettons d'instinct l'erreur d'y associer l'immense continent qui va de l'Alaska à la Patagonie. Mais, en l'an 1507, ce bon Waldseemüller et ses contemporains n'imaginent pas un instant l'étendue de ce *Mundus Novus* fraîchement découvert. Un coup d'œil sur les cartes du début du XVI^e siècle suffit à nous montrer comment la cosmographie de l'époque se représentait à peu près le Nouveau Monde. On y voit quelques blocs de terres informes, grignotées sur les bords par la curiosité des explorateurs, nageant au milieu d'une soupe de couleur foncée, censée représenter la mer. Le petit fragment d'*América*

Cortès et La Malinche : une rencontre paradoxale

Couverture de Tzvetan Todorov, *La conquête de l'Amérique. La question de l'autre*, Paris, Seuil, 1991 (1982).

Tzvetan Todorov La conquête de l'Amérique

La question de l'autre



LES STRUCTURES DU DÉVELOPPEMENT

Les crises environnementales

L'image est sans doute le moins bon des médiums pour comprendre la diversité et la complexité des crises environnementales que vit aujourd'hui l'Amérique latine. En effet, elle contribue à focaliser l'attention sur des processus spectaculaires comme la déforestation ou les incendies, au détriment de crises moins visibles mais centrales telles que les effets sanitaires des modes de production agricoles ou de la croissance urbaine, responsables de graves pollutions.

L'Amérique latine vit des crises environnementales en grande partie importées ou héritées, liées aux relations de dépendances ancrées dans son passé colonial et aux profondes mutations climatiques en cours. Longtemps occultée, la responsabilité des filières animales des pays anciennement industrialisés et de la Chine (80 % des importations de grain) dans la déforestation de la région est maintenant bien documentée : l'alimentation de notre bétail est encore largement complétée avec des apports protéinés en soja, un soja cultivé sur les terres déboisées des savanes (*cerrados*, brésiliens), des forêts sèches (*chacos* argentin) ou des forêts humides de l'Amazonie. Même Idéale, la vache charolaise qui nous invite à visiter le Salon international de l'Agriculture 2020, a très probablement consommé du soja en complément de l'herbe des prairies où elle passe le plus clair de son temps. Selon un procédé classique de dépolitisation des crises environnementales, le calme paysage de cette affiche masque à un consommateur de moins en moins dupe, les violences et dégradations écologiques qui ont été nécessaires, à plus de 12 000 kilomètres de là, pour produire la viande qu'il trouve dans son assiette : évictions de groupes paysans et autochtones, accap-

gements fonciers, déforestation. Il masque également le fait que nos élevages, bovins laitiers en particulier, sont loin d'être autonomes en termes de production de protéines pour leurs animaux, avec pour conséquence leur participation à l'avancée des fronts agricoles latino-américains.

Plus récemment, de nouvelles crises ont vu le jour, mais là encore elles sont passées relativement inaperçues. Qui, par exemple, se souvient des grands feux amazoniens de Bolivie (2019) ou du Brésil (2018-2022). Ce ne sont pas les seuls événements de ce type dans la région : le Chili a connu en 2017 des "mégaincendies" d'une ampleur inédite sur les trois derniers siècles. Durant cette seule année, 560 000 ha ont brûlé dans le pays, contre une moyenne annuelle de 50 000 ha sur la période 1980-2020. À la différence des feux amazoniens, qui ont augmenté durant la dernière décennie en raison du recul des régulations environnementales, les incendies chiliens sont liés à la conjonction de plusieurs facteurs. Depuis au moins 2010, la pluviométrie de la région centrale décroît notablement, tandis que s'accroissent les villes les plus importantes du pays, Santiago, Valparaíso et Concepción. L'intrication croissante d'une végétation de plus en plus sèche avec des quartiers périurbains de plus en plus nombreux explique en grande partie la multiplication des feux accidentels et l'augmentation des risques pour une population sans expérience en la matière : une ville de 5 000 habitants, Santa Olga, a ainsi été entièrement détruite en janvier 2017. Cependant, ces mégafeux trahissent également les effets conjoints d'un mode de développement territorial faiblement régulé, dans un cadre constitutionnel issu de la dictature de Pinochet, et des contentieux post-coloniaux entre l'État chilien

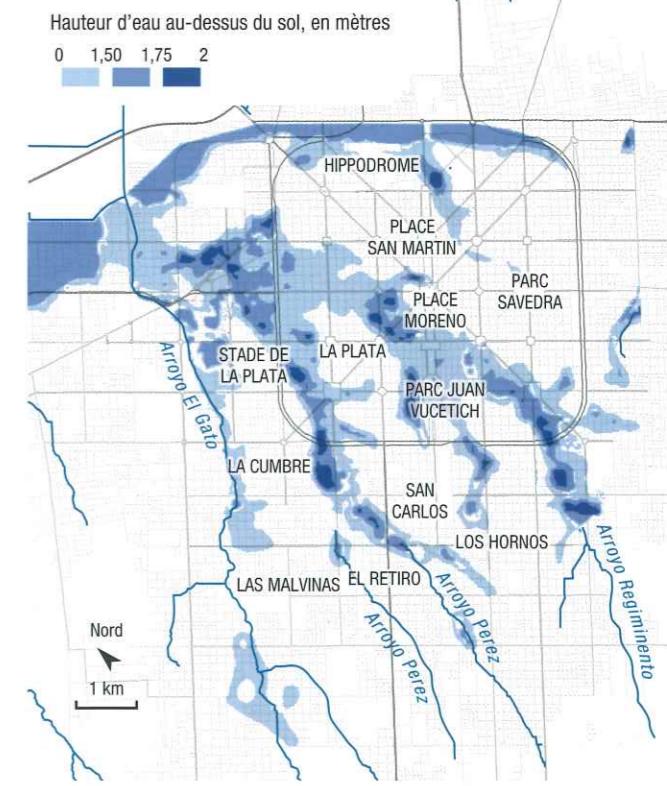
et la population autochtone Mapuche. En effet, une partie essentielle du couvert forestier de la zone est composée de plantations résineuses monospécifiques à vocation papetière, propriété de grandes entreprises transnationales (voir p. 46-47) qui ont profité du cadre néolibéral des années 1970 pour accaparer de vastes portions des terres des autochtones et des paysans en les expulsant. Les conflits pour la terre issus de cette situation d'oppression historique jouent un rôle décisif dans le déclenchement d'incendies, qui fait partie de la panoplie actuelle des actions de protestation des Mapuches pour récupérer leurs territoires.

Les zones les plus densément peuplées d'Amérique latine sont en règle générale très peu préparées aux effets du changement climatique, à l'instar des grandes villes, pour beaucoup situées dans des positions très vulnérables. C'est le cas des villes de Buenos-Aires et de sa voisine La Plata, situées en bordure de l'estuaire du Río de la Plata, sur la plaine de la Pampa. Leur croissance a recouvert depuis le XIX^e siècle les petits cours d'eau à très faible pente qui permettaient de drainer les pluies de la Pampa vers l'océan Atlantique. Avec la très forte hausse des épisodes de pluies torrentielles qui s'abattent désormais sur cette région, avec la planéité topographique et à cause d'un réseau d'évacuation des eaux inadapté ou très mal entretenu, des inondations meurtrières commencent à se produire. En avril 2013, près d'un quart de la ville de La Plata a été envahi par les eaux, et 89 personnes ont perdu la vie, principalement dans les quartiers situés sur d'anciens tracés fluviaux où la hauteur d'eau a pu dépasser deux mètres.



L'industrie agroalimentaire mondialisée et la déforestation

Affiche du Salon international de l'Agriculture 2020
© PPARCHET/SIA2020



Source : Ministère de l'infrastructure - Direction provinciale de Saneamiento, *Diario El Dia*, 23 mars 2014.
Les inondations à La Plata (Argentine) en 2013

Les mégafeux au Chili

La ville de Santa Olga, à 350 kilomètres au sud de Santiago, dévastée par un feu de forêt le 27 janvier 2017 © Martin Bernetti/AFP



LES STRUCTURES DU DÉVELOPPEMENT

L'extractivisme

La notion d'extractivisme résume d'un mot le caractère multidimensionnel de la dépendance de l'Amérique latine à des puissances extérieures et intérieures qui maintiennent le continent dans une économie d'enclave, entravant de façon tenace sa souveraineté et bafouant les droits de sa population.

L'extractivisme fait partie de ces notions nomades qui circulent entre mondes activistes et monde académique. À l'instar de "néolibéralisation" ou "patriarcat", elle prétend dans un même mouvement poser un diagnostic sur le réel, identifier des ennemis et ouvrir des perspectives de dépassement des injustices. Les usages politiques mais aussi universitaires du mot "extractivisme" sont une particularité latino-américaine, une expression régionale qui désigne à la fois des activités spécifiques (mines, hydrocarbures, sylviculture industrielle, etc.), mais aussi les systèmes qui les légitiment et les perpétuent. Ainsi, l'agrobusiness est généralement inclus dans l'extractivisme, au sens où il exclut de ses bénéfices la grande majorité des ruraux, génère des pollutions létales pour la population et les écosystèmes, le tout dans une logique exportatrice qui échappe largement à l'impôt et aux logiques fiscales redistributives.

Le livre fondateur de l'écologie politique latino-américaine a été publié pour la première fois en 1971 en Uruguay, sous le titre *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*. Les images de couverture se veulent pédagogiques, et résument les grands facteurs historiques de sujexion de la région : la bourgeoisie industrielle, autrefois anglaise (haut-de-forme et locomotive); les interventions militaires (homme armé et casqué, probablement un "GI" états-unien); le commerce transatlantique; les effets

à long terme de la conquête espagnole (chevalier et son cheval caparaonné), le tout avec, au centre, la mort, bien présente même si c'est sous les traits ambigus des fêtes syncrétiques mexicaines. Le livre est publié dans l'effervescence révolutionnaire des années 1960 et 1970, deux ans avant le coup d'État qui allait plonger l'Uruguay dans dix ans de dictature, par un jeune auteur qui, comme le Colombien Gabriel García Márquez, sera toute sa vie à la fois écrivain et journaliste. Comme lui, Eduardo Galeano donne immédiatement à sa pensée une dimension continentale, soulignant la solidarité de destin de peuples marqués par la colonisation et l'injustice. Cependant, il procède ici aux antipodes du courant littéraire du "réalisme magique", avec cet ouvrage qui décrit dans un style sobre, la litanie des exactions subies par les Latino-Américains des premiers temps de la conquête jusqu'au xx^e siècle.

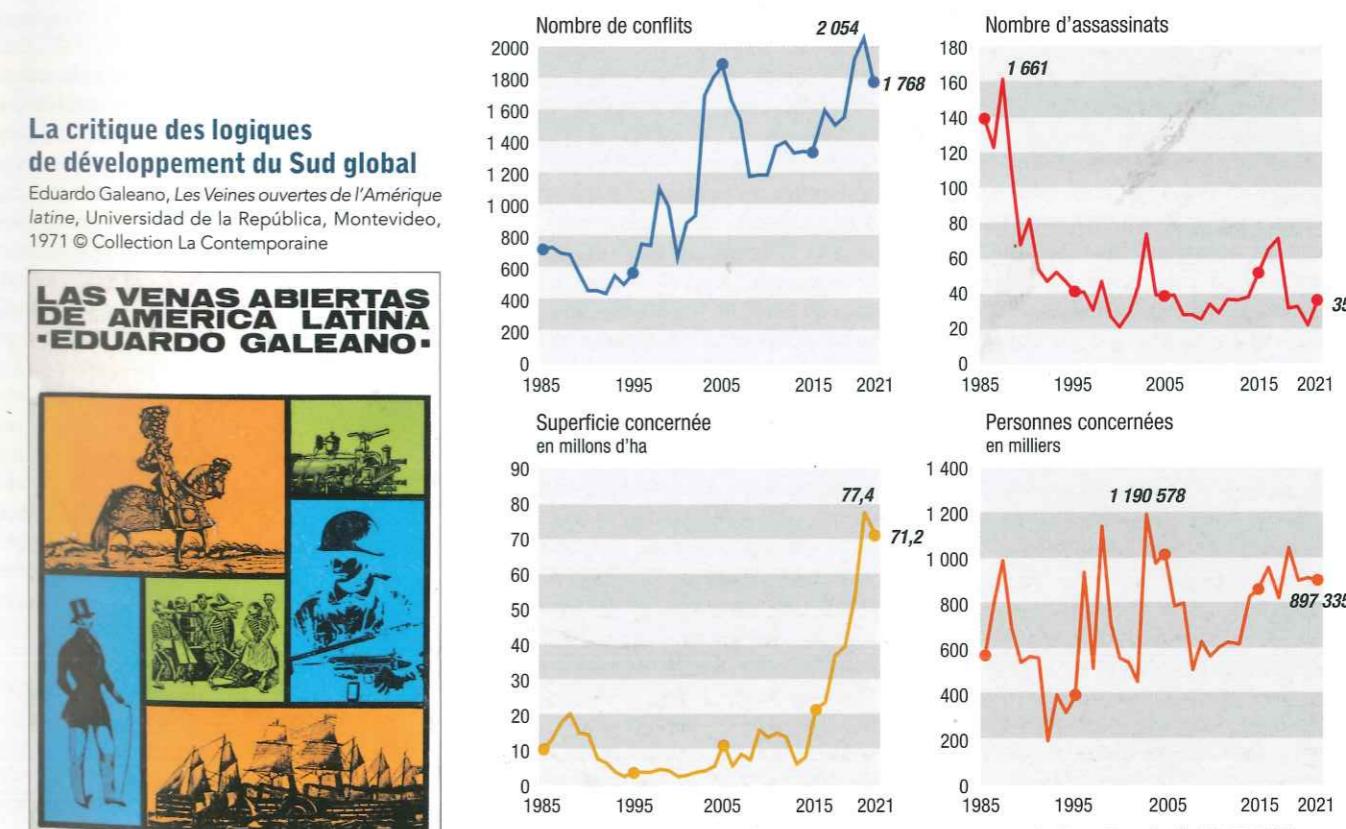
Reposant sur des violences de basse intensité (invisibilisation des maladies industrielles et agricoles, accaparement progressif des terres, etc.), le système extractiviste n'en provoque pas moins des catastrophes de grande ampleur. La rupture de deux barrages de rétention de boues minières au Brésil en 2015 puis en 2019 en est une des illustrations les plus récentes. Est en cause dans les deux cas la négligence des transnationales en charge de ces barrages, probablement associée à la corruption d'une société d'audit allemande, qui en avait certifié la solidité. Elle atteste l'absence de prise en compte des risques que les activités minières font peser sur la population. Le fait que l'entreprise brésilienne Vale soit l'une des deux transnationales responsables de la catastrophe (270 morts en 2019) rappelle que la logique extractiviste s'appuie de plus



L'effondrement du barrage de Brumadinho au Brésil (2019)

Captures d'écran d'une vidéo de surveillance lors de l'effondrement du barrage de Brumadinho, le 25 janvier 2019 © The Guardian

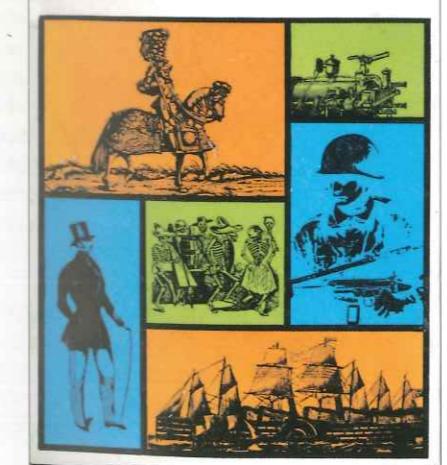
Les conflits pour la terre au Brésil (2012-2021)



La critique des logiques de développement du Sud global

Eduardo Galeano, *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, Universidad de la República, Montevideo, 1971 © Collection La Contemporaine

LAS VENAS ABIERTAS DE AMÉRICA LATINA - EDUARDO GALEANO



LES STRUCTURES DU DÉVELOPPEMENT

L'énergie

Que ce soit en termes d'offre — l'Amérique latine possède presque un quart des réserves mondiales prouvées d'hydrocarbures — ou de demande — dix villes de plus de 5 millions d'habitants à approvisionner — mais aussi en raison du transport entre les lieux de production et de consommation à travers des territoires immenses (six parmi les trente pays les plus étendus du monde), l'énergie est un enjeu majeur pour les pays latino-américains.

La dépendance aux hydrocarbures est encore forte puisque le bouquet énergétique de la zone est composé à plus de moitié par des sources fossiles (46 % pétrole, 23 % gaz naturel, 5 % charbon). Cette longue file d'attente devant une station-service au Venezuela illustre la dépendance vis-à-vis de l'essence pour se déplacer dans les grandes aires urbaines étaillées, particulièrement quand les transports en commun sont défaillants. La possession d'une grosse cylindrée (moto ou voiture) est par conséquent un signe extérieur de richesse dont témoigne le reggaeton du chanteur portoricain Daddy Yankee.

Certains pays sont richement dotés en hydrocarbures : le Brésil est le plus gros producteur d'Amérique du Sud et le 10^e producteur mondial ; le Venezuela est le premier pays au monde en termes de réserve pétrolière ; la Bolivie détient de grandes ressources de gaz naturel, dont certaines viennent tout juste d'être découvertes, en 2022. Cependant, il s'agit bien souvent de pétrole lourd de mauvaise qualité ou de ressources dont les coûts d'exploitation sont élevés d'un point de vue économique (off-shore) ou environnemental (gaz de schiste rendant nécessaire une fracturation hydraulique de la roche-

mère). Par ailleurs, certains pays — le Chili, l'Uruguay, le Paraguay et les pays d'Amérique centrale — sont dépourvus d'hydrocarbures, qui restent par ailleurs insuffisants pour subvenir aux besoins de grands pays producteurs comme l'Argentine et le Brésil.

Aussi le Brésil s'est doté dès les années 1970 de barrages hydroélectriques dont celui d'Itaipu à la frontière entre le Paraguay et le Brésil. Entré en service en 1984, sa construction sur le fleuve Paraná a duré presque 10 ans et a justifié l'expropriation de 10 000 familles d'agriculteurs. Elle permet cependant au Brésil d'économiser plus de 400 000 barils de pétrole par jour et au Paraguay d'accroître ses exportations, qui lui apportent des devises étrangères. En effet, 50 % de l'énergie produite par le barrage revient à ce pays alors qu'il n'en consomme que 2 à 10 %. Grâce à ses proportions gigantesques (7 km de long et l'équivalent de 65 étages de haut), le barrage d'Itaipu est le plus productif au monde. En 1994, il a été désigné par l'American Society of Civil Engineers comme l'une des Sept Merveilles du monde moderne, au côté du canal de Panama. Le compositeur états-unien Philip Glass lui a même consacré une œuvre symphonique éponyme en 1989, commandée par l'orchestre symphonique d'Atlanta.

En Amérique latine, la question énergétique apparaît éminemment géopolitique. En tant que membre fondateur de l'OPEP, créée en 1960, le Venezuela influe fortement sur le prix du pétrole à l'échelle mondiale. Les ramifications politiques du scandale de corruption du Lava Jato au Brésil au cœur duquel se trouvait l'entreprise publique Petrobras, géant de l'énergie, et dans lequel le président Lula a été impliqué, ou les débats sur la natio-

nalisation des hydrocarbures en Bolivie montrent à quel point le sujet est sensible dans certains pays.

Pour les pays pauvres en énergies disponibles et soucieux d'atteindre les objectifs fixés par la COP 21, il devient pressant d'opérer une transition énergétique. En novembre 2019, au Chili, 48,3 % de l'électricité produite était renouvelable (hydroélectricité à 27 %, solaire à 10,8 %, éolien à 8,6 %, biomasse à 1,8 % et géothermie à 0,2 %). L'électricité d'origine fossile représentait 51,7 %, mais était produite au moyen de combustible en majorité importé (21,2 % de charbon, 19,2 % de gaz naturel et 11,4 % de pétrole). Depuis, en 2021, Cerro Dominador, première centrale solaire d'Amérique latine, a été inaugurée dans le désert d'Atacama, où l'ensoleillement est maximal. Les autres activités étant peu nombreuses, la nouvelle infrastructure devrait contribuer au développement de la région. Ailleurs c'est l'énergie éolienne géothermique ou encore marémotrice qui est mobilisée. Grâce à ces nouvelles installations fondées sur les énergies renouvelables, le pays a pu avancer à l'horizon 2025 — soit quinze ans avant la date prévue — la fermeture de quatre centrales électriques au charbon supplémentaires soit 20 % de la capacité actuelle de production. Les panneaux solaires ont néanmoins un coût environnemental conséquent s'agissant en particulier de l'extraction et de la consommation de lithium, provenant notamment du "triangle" transfrontalier entre Chili, Pérou et Bolivie.

Quant à la Bolivie, elle a inauguré la centrale solaire d'Oruro en 2021. De plus elle lance des projets de parcs éoliens à Warnes II (Santa Cruz) et La Ventolera (Tarija) dans des régions pourtant riches en hydrocarbures.

Autos et motos comme signes extérieurs de richesse

Monte le son du mambo pour que ma meuf enclenche son moteur (x3)
Pour qu'elle se prépare à ce qui arrive, pour qu'elle puisse sortir les griffes (grr !)
Maman, je sais que tu ne vas pas m'en empêcher (grr !)
Ce qui me plaît c'est que tu te laisses transporter (grr !)
Tous les week-ends, elle sort se déhanter (grr !)
Ma meuf n'arrête pas de sortir car...

Refrain
Elle aime l'essence (donne-moi de l'essence !)
Ça lui titille les sens, l'essence ! (donne-moi plus d'essence !) (x2)

Elle fait tourner les turbines (se lèche les babines !)
Ne fait pas de différence, en aucun cas ne discriminé
Ne manque pas une soirée sous un abribus
Elle se maquille jusqu'au coin de la rue (de l'avenue !)
Elle m'assassine, elle me domine
Se déplace en voiture, modèle de luxe et limousine
Remplit son réservoir d'adrénaline
Quand elle entend le reggae dans les hauts-parleurs

Refrain
Elle aime l'essence (donne-moi de l'essence !)
Ça lui titille les sens, l'essence ! (donne-moi plus d'essence !) (x2)

Extraits de Daddy Yankee, Gasolina, 2010.



La dépendance à l'essence dans les grandes aires urbaines

Des motards font la queue pour faire le plein dans une station-service, à Caracas, le 7 avril 2020, au milieu de l'épidémie de coronavirus © Federico Parra/AFP



Le gigantesque barrage binational d'Itaipu

Vue satellite du barrage d'Itaipu, à la frontière entre le Brésil et le Paraguay, capture d'écran prise le 5 décembre 2022 © Google Earth

La transition énergétique au Chili

Cerro Dominador, centrale solaire industrielle à concentration au Chili, désert d'Atacama © HO/Cerro Dominador/AFP



LES STRUCTURES DU DÉVELOPPEMENT

La souveraineté alimentaire

des sociétés très majoritairement étrangères, dont les économies agricoles sont extraverties et dépendantes des importations (machines, engrâis), assurer une alimentation saine et durable est une gageure. L'abaissement des barrières commerciales dans les années 1990 a contribué aux blocages structurels qui empêchent l'agriculture familiale pour préserver la souveraineté et la sécurité alimentaire en bien des points de la région.

En 2007, au Mexique, des organisations paysannes défilent avec pour slogan "Pas de tortillas sans maïs" (*Sin maíz no hay país*). Une photo prise par un journaliste mentionne le libre-échange avec les États-Unis, le Canada, et affirme la nécessité de préserver la souveraineté alimentaire mondiale, c'est-à-dire le droit des populations à choisir leurs États à définir leur politique agricole et alimentaire sans dumping vis-à-vis des pays tiers. Le maïs est une culture emblématique des civilisations précolombiennes, toujours central dans le régime alimentaire des habitants actuels. Ceux-ci consomment surtout sous forme de tortillas, à raison de dix tortillas par habitant et par jour.

L'augmentation brutale du prix de ce pain quotidien, qui a triplé en un an, a déclenché un vaste mouvement de protestation. Cette hausse est principalement attribuable aux conditions d'ouverture des marchés agricoles dans le cadre de l'accord de libre-échange de l'Amérique latine (ALENA) depuis 1994. Le Canada et les États-Unis ont maintenu de très fortes protections agricoles, y compris pour

les filières animales. Dans un premier temps, le pays devient alors dépendant des importations, tout en inondant son marché domestique d'un maïs à bas prix qui soumet les exploitants mexicains à une rude concurrence. En 2007, le prix du maïs bondit sur les marchés mondiaux, suite à la hausse de la demande internationale de ce grain utilisé pour la production d'éthanol. Paradoxalement, alors même que le pays produit plus de maïs que jamais dans son histoire, tout en important massivement depuis l'étranger, les prix à la consommation explosent. Outre l'ouverture sans restriction du marché national, qui a rendu le pays vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux, l'ampleur de la "crise de la tortilla" s'explique par la spéculation des entreprises mexicaines de commercialisation, concentrées et puissantes. La situation ne s'apaise qu'après des mesures gouvernementales de stabilisation.

L'inégale répartition des terres constitue la principale menace pour la sécurité et la souveraineté alimentaires des Latino-américains. Les réformes agraires du xx^e siècle, celle du Mexique en tête, ont insuffisamment réduit la part des terres détenues par les plus puissants des exploitants: pour l'ensemble de la région, 1 % des exploitations les plus grandes, possèdent à elles seules 51 % de toutes les terres agricoles. À l'autre extrémité de la structure foncière, les petits exploitants qui représentent 83 % des fermes de la région, ne possèdent que 12 % des terres agricoles. Comme la majeure partie des très grandes

exploitations sont favorables aux petits exploitants. Ceux qui assurent l'essentiel de l'alimentation des marchés urbains se voient systématiquement défavorisés dans l'accès au crédit, l'acquisition de terres, la défense des prix de vente au détail. La persistante concentration foncière latino-américaine alimente le déclin des agricultures familiales, rurales et périurbaines, pourtant décisives pour la souveraineté alimentaire.

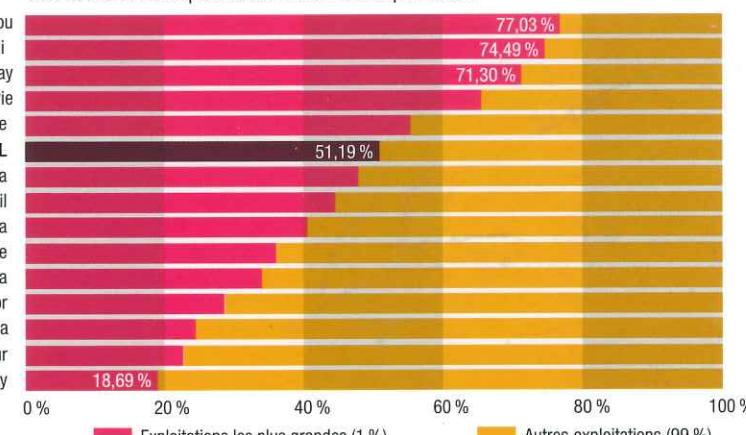
Désormais, la sécurité alimentaire passe également par l'agriculture urbaine. Celle-ci n'assure quasiment jamais d'autonomie alimentaire, mais vient en complément de stratégies plus larges. Les exploitations absorbées par l'extension de la ville, comme les 546 fermes familiales recensées dans la commune de São Paulo (21,3 millions d'habitants) fournissent un complément local aux marchés de quartiers. Plus fréquents, les jardins familiaux ou communautaires sont une ressource d'appoint pour les habitants, comme dans certaines favelas. Ces micro-jardins sont de plus en plus souvent en agriculture biologique, soutenus par des associations portant une vision globale de l'alimentation, de l'appui technique horticole, l'éducation alimentaire, en passant par la commercialisation en circuits courts. C'est dans cet esprit qu'en Argentine, la promotion de l'agriculture urbaine est devenue une politique publique avec le programme ProHuerta (de huerta, potager). Lancé en 1990, il touche aussi les zones rurales défavorisées. Il a concerné 4 millions de personnes en 30 ans et favorisé la création de 640 000 potagers à travers le pays.



La mobilisation de 2007 contre la hausse des prix du maïs au Mexique

Une manifestation à Mexico, janvier 2007
© Reuters/Henry Romero

Part des terres occupées selon la taille des exploitations



La forte concentration des terres agricoles

Une agriculture urbaine d'appoint

Un jardin urbain biologique dans la favela de Manguinhos à Rio de Janeiro, 2022 © Carl de Souza/AFP



LES STRUCTURES DU DÉVELOPPEMENT

Alimentation et santé publique

La pandémie de Covid-19 a révélé et accéléré les inégalités en matière de santé en Amérique latine particulièrement en relation avec l'alimentation.

La transition urbaine, accomplie dans l'ensemble de l'Amérique latine, s'est accompagnée d'une transition alimentaire, comme l'a décrit le nutritionniste Barry Popkin. En effet, l'augmentation de la population en ville a eu pour corolaire des changements de modes de vie et de régimes alimentaires. La plupart des pays d'Amérique latine auraient erradiqué la faim grâce à une hausse du revenu moyen des ménages ayant permis une augmentation de la consommation de céréales (blé et riz), elle-même possible grâce au progrès des rendements agricoles ; une diversification alimentaire se serait ensuite produite, avec une diminution de la consommation de céréales et une augmentation de celle des sucres, des graisses saturées et des protéines animales. Couplée à une diminution de l'activité physique, cette évolution a pour principales conséquences des changements de stature ainsi que l'émergence de maladies nutritionnelles comme l'obésité, l'hypertension et le diabète. Au Brésil, au Mexique et au Chili, près de la moitié des adultes et un tiers des enfants souffrent de maladies nutritionnelles. L'obésité, prégnante dans les pays dont le niveau de richesse est le plus élevé sur le continent, sévit également en Argentine, en Uruguay et au Venezuela. C'est un paradoxe sur le continent qui a fourni au monde maïs, courge, tournesol, manioc, pomme de terre, avocat et quinoa. Il s'explique néanmoins en considérant l'alimentation comme un "fait social total", prenant en compte les conditions de production (agronomie, écologie) et de distribution (économie, logistique).

La malnutrition est aussi le résultat de politiques publiques. Le Mexique, avec l'essor des "maquiladoras", présente l'exemple d'une volonté de freiner les salaires tout en donnant accès à une alimentation à faible coût. Ce double mécanisme a favorisé les importations alimentaires à bas prix et la diffusion de produits de basse qualité. Le pays s'est certes affranchi progressivement des problèmes d'insécurité alimentaire mais se trouve désormais confronté aux maladies chroniques liées à la malnutrition. Les familles urbaines à l'instar de la famille Casales à Cuernavaca au Mexique (189 dollars par semaine pour une alimentation très protéinée, sucrée et riche en féculents) sont les premières soumises à ces changements, du fait de leur exposition aux importations massives de produits alimentaires manufacturés, à la publicité et au marketing actifs des groupes agroalimentaires.

Face à la malnutrition par excès, le Chili, l'Équateur et le Mexique ont mis en place des réglementations sur l'étiquetage des aliments riches en sucre, en sel et en graisse. Au Brésil, deux programmes sont emblématiques de la première ère Lula : la politique de santé publique encourage l'allaitement maternel, et un réseau de 218 banques de lait humain s'est développé dans ce cadre faisant des émules ailleurs dans le monde. Quant au programme Faim Zéro (Fome Zero), il avait pour ambition d'éradiquer la faim qui existe encore dans certaines régions du pays en valorisant l'agriculture familiale.

Dans *Géopolitique de la faim* (1951), le médecin, géographe et homme politique brésilien Josué de Castro écrivait déjà que l'alimentation était un sujet autant politique que culturel ou identitaire. Né en Amérique latine, le mouvement Via

Campesina, s'est mobilisé et a proposé, lors du Sommet de l'alimentation organisé par la FAO en 1996, le concept de souveraineté alimentaire. Cette notion comprend la défense de la production locale, l'accès des paysans à la terre, aux semences et à l'eau, le droit des paysans de se prémunir contre les importations agricoles à trop bas prix et par conséquent de pratiquer des pratiques aux coûts de production. C'est ce qu'il propose le Pérou autour de la pomme de terre, devenue "symbole sacré et profane" selon le nom donné à l'exposition au Musée de la Nación de Lima. Organisme sans but lucratif fondé en 1971 par l'Etats-unien Richard L. Sawyer, et financé par 58 pays, Centre international de la pomme de terre (CIP) s'est fixé pour objectif d'améliorer l'accès à des aliments nutritifs et abordables, de favoriser une croissance durable de l'emploi, et de renforcer la résilience climatique des systèmes agroalimentaires basés sur les racines et tubercules. L'ambition est internationale puisque le CIP est présent aujourd'hui dans plus de vingt pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Certains grands acteurs industriels prennent des initiatives contre la malnutrition. Au Chili, l'enseigne Jumbo, a mis en place en 2020 un rayon "d'aliments frais, sains, sans additifs, de qualité traçables" pour répondre à la demande des deux tiers des Chiliens prêts à effectuer des changements dans leurs modes de consommation alimentaire. En Amérique latine et aux Caraïbes, 274 millions de personnes ne possèdent pas d'assurance santé, 120 millions d'entre elles ne vont pas se faire soigner pour des raisons économiques et 107 millions pour des raisons géographiques. Le développement d'une alimentation de qualité est donc un impératif majeur de santé publique.



Une malnutrition par l'excès

La famille Casales dans leur maison à Cuernavaca, Mexique, avec une semaine de nourriture, Peter Menzel, Hungry Planet, 2005 © Peter Menzel/Cosmos

La prévalence de l'obésité infantile en Amérique latine



LES STRUCTURES DU DÉVELOPPEMENT

Logement et droit à la ville

En 2014, la Gran Torre Santiago sort de terre après huit ans de construction. La tour mesure 300 mètres de haut et comporte 71 étages, ce qui en fait le gratte-ciel le plus haut du pays et l'immeuble de bureaux le plus haut d'Amérique du Sud : un défi dans un pays sismique comme le Chili. La tour est située au milieu du Costanera Center, un centre commercial de 700 000 m² dans les quartiers orientaux huppés de Santiago du Chili. Il s'agit bien sûr plus d'une vitrine de l'urbanité que d'un projet immobilier répondant aux besoins en logement des 10 millions d'habitants de la capitale du pays.

Selon M.-F. Prévôt-Schapira, après le "droit au pain" des années 1980 et le "droit au travail" des années 1990, les années 2010 voient entrer l'Amérique latine dans un nouveau cycle de revendications : celui du droit au logement et, plus spécifiquement, au logement décent. La croissance immobilière dans le cadre de la bulle des années 1990 s'est faite très largement au détriment des besoins des plus pauvres. C'est ce qui apparaît effectivement dans les rapports successifs de l'ONU sur le logement, dont l'architecte et urbaniste brésilienne Raquel Rolnik a été haut-rapporteur entre 2008 et 2014. Son expérience de militante du Mouvement pour la réforme urbaine, puis de directrice de l'Urbanisme à la Ville de São Paulo, enfin de secrétaire d'État au ministère des Villes, lui a permis d'observer le rôle de la finance et de la politique dans la production de logements sociaux, conçus au premier chef comme des placements et des investissements à forte rentabilité. En effet comme les classes populaires et moyennes, qui ont besoin de logement, sont peu solvables, on les persuade de souscrire à des prêts à taux élevés, voire d'hypothéquer leurs

biens immobiliers. Si le phénomène a été très étudié aux États-Unis où il a mené à la crise des subprimes, il est aussi extrêmement présent en Amérique latine, particulièrement au sein des pays émergents que sont le Mexique, le Chili et le Brésil. La financiarisation accrue du logement provoque l'éviction des acheteurs, qui se relogent alors au sein de périphéries parfois très lointaines des agglomérations, et subissent un endettement d'autant plus grand qu'il s'agit d'investissements jugés risqués par les marchés financiers.

En octobre 2016 s'est tenue à Quito en Équateur, la conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III). Elle a abouti à la rédaction d'un Nouveau Programme pour les villes, aussi appelé Déclaration de Quito sur les villes et les établissements humains viables pour tous. Le lieu de la conférence est doublement symbolique : pour la première fois, elle s'est tenue dans un pays du Sud, et l'Amérique latine a précocement été concernée par la question du logement informel — que l'on pense aux bidonvilles de Nezahualcóyotl en périphérie de Mexico, à Villa El Salvador à Lima, aux favelas brésiliennes ou aux villas miserias argentines qui existent depuis le début du xx^e siècle. Mais l'organisation et la politisation importante de ces ensembles urbains, qui deviennent au fil du siècle des communautés autogérées, voire des communes autonomes, rendent difficile aujourd'hui l'emploi du terme informel.

En 1997, à l'initiative du jésuite Felipe Berriós, 350 maisons sont construites dans un village du sud du Chili, Curanilahue, par l'association "Un techo para Chile". Berriós s'entoure d'une dizaine de bénévoles, le plus souvent des étudiants, et se fixe comme objectif de construire 2000 maisons

à l'horizon 2000 pour des populations défavorisées sur l'ensemble du territoire national. Le programme est animé par trois principes — l'autoconstruction facilitée par la présence des bénévoles, la propriété pour le bénéficiaire et le fait que ce logement soit définitif — et un slogan — "Un Chili sans campements, avec des quartiers qui durent et des familles intégrées à la société". La fondation intervient à cinq niveaux dans le logement social : la recherche de terrains disponibles pour la construction, l'élaboration de plans d'urbanisme, la demande de subventions, la viabilisation des nouveaux quartiers et la livraison des logements bâtis. Vingt-cinq ans plus tard, Techo dénombre plus de 60 000 bénévoles, près de 1 000 quartiers et plus de 80 000 familles bénéficiaires au Chili. Surtout, elle compte des mécènes comme Anglo American, une multinationale du secteur minier, qui s'est internationalisée. L'ONG intervient dans 19 pays latino-américains, a relogé plus de 130 000 familles grâce à plus d'un million de volontaires. Désormais nommée "Un techo para mi país" ("Un toit pour mon pays"), elle a diversifié ses champs d'action. Initialement dédiée à la question du logement d'urgence post-séisme, elle a lancé en 2018 une carte du droit à la ville basée sur les concepts d'Henri Lefebvre, afin de situer le logement dans son environnement urbain et d'améliorer les conditions de vie des habitants dans les quartiers les plus vulnérables.

La vitrine de l'urbanité au Chili

Le Costanera Center et la Gran Torre Santiago, le plus grand immeuble de bureaux d'Amérique du Sud © Martin Bernetti/AFP

La financiarisation du logement selon Raquel Rolnik

Je suis restée au Ministère les quatre premières années du premier mandat de Lula. J'y ai découvert les limites du projet de conciliation du camarade Lula (...). Elles sont évidentes en ce qui concerne la question urbaine, alors même que l'agenda de la réforme urbaine a été un levier de l'accession de Lula à la Présidence. Mais cette priorité a été effacée, reléguée au second plan, parce que Lula est et a toujours été un syndicaliste. Or, les syndicalistes, historiquement dominants au sein du parti, sont focalisés sur l'augmentation des salaires, la croissance de la consommation, l'augmentation du pouvoir d'achat, pour améliorer l'alimentation, voyager, entrer à l'université ; cette redistribution du pouvoir d'achat a été très importante, mais la question urbaine a été négligée dans le gouvernement Lula. (...) Le projet développementaliste a toujours porté cette obsession de créer des emplois, du développement par la croissance et la construction. De surcroît, le pouvoir est pieds et poings liés par les grandes entreprises d'infrastructures qui définissent le destin de la ville. Un maire ne se demande pas ce que sont les besoins de sa ville et ce qu'il doit en conséquence faire, mais quel projet il va offrir à ces entreprises qui ont financé son élection. C'était ainsi que cela fonctionnait. Et ça n'a pas changé. (...)

C'est aussi à partir de là [après ma désignation comme rapporteur spécial du logement décent au sein du Conseil des droits de l'homme de l'ONU] que j'ai commencé à formuler une hypothèse de recherche, à savoir que la politique de financiarisation du



Des bénévoles de l'ONG "Un techo para mi país"

Argentine © Techo

logement venait d'essuyer un échec cuisant, sous mes yeux. (...) En effet le jeu de rôle au sein du Conseil consistait jusqu'alors à ce que le Rapporteur pointe les bidonvilles indiens, africains ou latino-américains, en dénonçant les gouvernements qui ne faisaient rien, pour les entendre ensuite réclamer de l'argent. Eh bien moi, je suis allée faire pression sur le gouvernement des États-Unis, de l'Angleterre, en leur montrant que le modèle dont ils faisaient la promotion était à l'origine de la crise. C'était tout simplement le modèle néolibéral. (...)

Tout y était : la coalition entre État et secteur de la construction pour une opération 100 % financée par des fonds publics, une honte. "Le Droit à la ville comme itinéraire", entretien avec Raquel Rolnik, traduit du portugais (Brésil) par Sylvain Souchaud, dans *Problèmes d'Amérique latine* 2018/3 (N° 110).

LES STRUCTURES DU DÉVELOPPEMENT

L'urbanisation : le cas de Lima

En 1542, sous l'impulsion du roi d'Espagne, la rédaction des *Lois nouvelles des Indes* visant à régir l'empire colonial est achevée. Le livre IV de ce corpus porte sur la gouvernance des villes et les règlements de construction. Il régit toutes les implantations et constructions nouvelles selon un modèle précisément établi.

Les bâtisseurs sont tenus de respecter les directives suivantes : définition d'un plan préalable à toute urbanisation avec comme unités de mesure la règle et le cordeau; plan en damier organisé selon les points cardinaux ; création d'une place centrale, la Plaza de Armas, autour de laquelle sont disposés l'ensemble des bâtiments administratifs, militaires et religieux et où sont en outre effectués les exercices militaires (les bâtiments centraux font par ailleurs l'objet de recommandations esthétiques et de hauteur); lots réservés pour des édifices religieux, à des emplacements bien définis; division en îlots urbains (les *manzanas*) répartis entre les habitants par tirage au sort, à l'exception des populations autochtones; délimitation d'autant de parcelles agricoles qu'il y a d'habitants, elles aussi réparties par tirage au sort; maintien d'une réserve d'espaces ouverts entre les enceintes et les zones construites pour anticiper une future croissance; placement en périphérie des activités artisanales considérées comme polluantes.

Fondée en 1535 pour devenir la capitale de la vice-royauté du Pérou, Lima a d'autant plus appliqué ces principes que, contrairement à Mexico-Tenochtitlan, capitale de l'empire aztèque, elle a été créée *ex nihilo* par Francisco Pizarro. La capitale de l'empire Inca était alors Cuzco, au cœur des Andes, mais, selon leur logique coloniale, les Espagnols pri-

vilégièrent pour leur propre capitale une localisation littorale, facilitant les exportations d'or et d'argent vers l'Europe. Le site de Lima n'avait pourtant rien de propice d'un point de vue climatique (désert où règne un brouillard permanent, la *garúa*), ni tellurique (forte activité sismique et tsunamis). Aujourd'hui, les aléas demeurent nombreux, en particulier les coulées de boue et les glissements de terrain, qui se produisent sur les versants des *quebradas* (ravins), visibles à l'arrière-plan de la photographie. La vulnérabilité de Lima tient aussi à l'expansion urbaine très importante qui s'est produite au cours du XX^e siècle, avec la multiplication de quartiers informels précaires. La vallée du Río Rímac est le théâtre des accidents les plus nombreux liés à des aléas naturels : glissements de terrain sur ses versants en amont, inondations en aval. Cependant, les événements d'origine anthropique sont les plus fréquents : endommagement de bâtiments, des réseaux d'eau ou d'égout ou encore pollution.

Pour autant, Lima, ville de 9 millions d'habitants au fonctionnement urbain complexe a su s'adapter à la croissance de sa population. Tout d'abord, elle est à l'abri de l'insécurité alimentaire grâce à un système d'approvisionnement reposant sur les productions des trois vallées de Chillón, Rimac et Lurín, auxquelles il faut ajouter des livraisons quotidiennes et régulières en provenance de tout le pays. Les grands marchés de gros assurent la distribution de la production agricole dans l'ensemble de la métropole. Des pratiques de vente directe se développent dans le cadre des *bioferias*, marchés de producteurs locaux qui revendent des cultures "écologiques". Néanmoins, ces *bioferias* sont absentes des quartiers pauvres, où

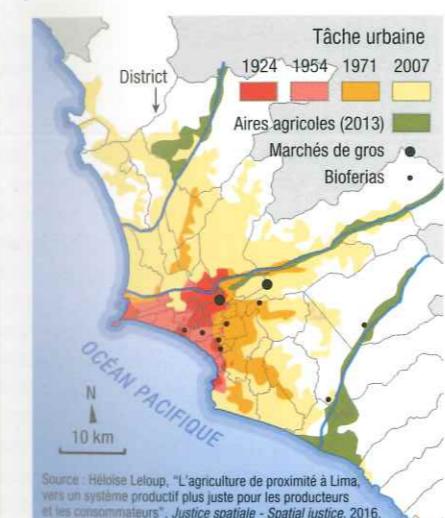
les produits proposés à la vente sont en outre peu diversifiés, signe d'importantes inégalités alimentaires.

Par ailleurs, sans affirmer comme l'économiste péruvien Hernando de Soto dans *L'autre sentier, la révolution informelle dans le Tiers Monde*, que l'informel serait la solution unique au développement de villes en matière d'habitat, d'aménagement, d'adduction d'eau, d'électricité, de transport, de commerce, etc., l'exemple de Lima montre que la complémentarité entre le secteur informel et formel de production de l'urbain est riche de solutions dont d'autres villes pourraient s'inspirer. C'est le cas de certains aménagements urbains comme cette place commémorative avec rond-point giratoire construit au pied d'un quartier d'habitat précaire. Autre exemple : les quartiers pauvres à Villa María del Triunfo (VMT) et de Comas produisent moitié moins de déchets solides que le quartier riche de Santiago de Surco, lui-même pourtant engagé dans une politique du tout recyclable. En effet compte-tenu de la faiblesse du budget alloué par les municipalités au traitement des déchets, ces quartiers mettent en œuvre des politiques de limitation de déchets à la source — peu d'usages d'emballage grâce à la vente au vrac, réemploi de textiles et de plastiques de second main pour le reste. Quant aux déchets ménagers, ils sont constitués pour moitié de matière organique (contre le quart Paris) et réintroduits sur place sous forme de compost sur les parcelles d'agriculture urbaine.



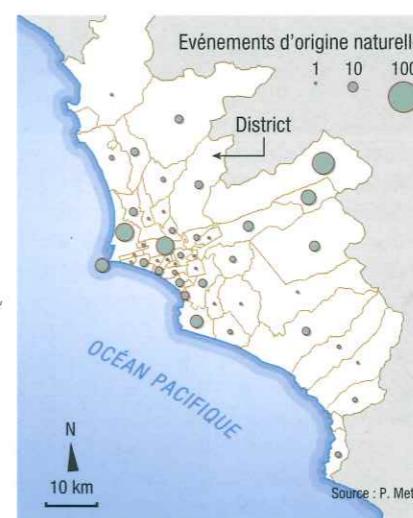
Une fondation coloniale à l'urbanisme normé

Antonio de Ulloa & Jorge Juan, carte de Lima, 1748, Madrid, 38 x 54 cm
© Cartography Associates, David Rumsey Collection



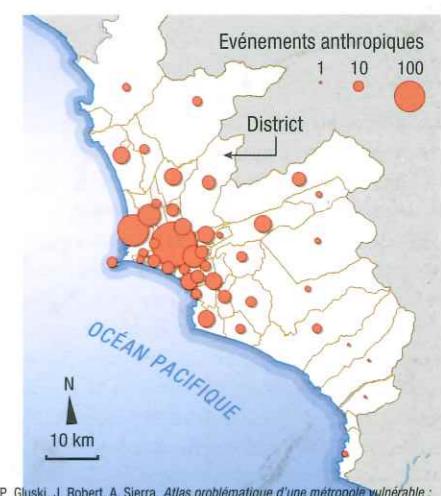
L'approvisionnement alimentaire d'une métropole plurimillionnaire

Source : Hélène Leloup, "L'agriculture de proximité à Lima, vers un système productif plus juste pour les producteurs et les consommateurs", *Justice spatiale - Spatial Justice*, 2016.



Risques : une agglomération exposée et vulnérable (1970-2006)

Les événements d'origine biophysique désignent, par exemple, les glissements de terrain, les coulées de boue, les crues, etc. ; les événements socio-techniques font référence aux incendies, aux pollutions, aux effondrements d'immeubles, etc.



Des initiatives d'autogestion dans les quartiers pauvres

Place aménagée devant les locaux d'une organisation de quartier en périphérie de Lima
© Jérémie Robert

LES STRUCTURES DU DÉVELOPPEMENT

Mobilités et transports

"Voy en camino" (je suis en chemin), "estoy llegando" (je suis en train d'arriver) : ces expressions ponctuent les conversations téléphoniques des Latino-Américains entre deux rendez-vous. Ils se déplacent en effet énormément quelle que soit l'échelle et la fréquence, mais principalement pour aller travailler dans le cadre de migrations pendulaires quotidiennes particulièrement longues. En effet, le modèle de ville étalée suivi par la plupart des mégapoles rend importante la distance entre le domicile et le travail principalement mais aussi entre les autres activités. Que ce soit en voiture ou en transports collectifs, même en site propre (avec des voies dédiées), se déplacer relève souvent d'une gageure, du fait des embouteillages ou d'une desserte insuffisante.

Les mobilités sont un enjeu important pour les grandes villes au point que certains des nombreux grands projets d'aménagement engagés par les municipalités, sont devenus de véritables emblèmes. Ce fut le cas du système de bus intégré de Curitiba au Brésil, mis en place en 1991 sous l'impulsion du maire de la ville, Jaime Lerner, architecte de formation, selon les principes suivants : transport en site propre ; temps d'attente limité à 2 minutes ; bus accordéons (270 passagers) pilotés par un seul conducteur ; accessibilité aux personnes à mobilité réduite ; réseau en étoile interconnecté avec des routes circulaires. Ce système a ensuite été repris par les municipalités de Bogotá mais aussi de Los Angeles. Le métrocâble de Medellín en Colombie, dont la première ligne a été inaugurée en 2004 avait, en outre, pour vocation de relier des quartiers défavorisés au centre urbain, objectif repris à Caracas au Venezuela, en 2010. Quant au tramway de Rio de Janeiro, il a été l'un des

premiers au monde : d'abord tracté par des chevaux à partir de 1875, il a été électrifié en 1896. Sa version contemporaine, le VLT Carioca, photographiée ici, est inaugurée en 2016 à l'occasion des Jeux Olympiques de Rio et étendu en juillet 2022. La plupart de ces infrastructures permettent donc de répondre à des enjeux locaux de déplacement urbain mais aussi d'afficher un certain rayonnement international. C'était en son temps aussi la fonction du pont Rio-Niterói, visible à l'arrière-plan, qui traverse la baie de Guanabara. Édifié en partie par des entreprises françaises (de même que le tramway, construit par Alstom), ce pont a été inauguré en 1968 en présence de la reine d'Angleterre, Elisabeth II.

Ces vitrines sont particulièrement mises en valeur à l'occasion des grands événements nationaux et internationaux ou des échéances politiques. Cependant, les populations urbaines savent à quel point ces aménagements sont coûteux et, même s'ils pourraient considérablement améliorer leurs mobilités quotidiennes, ils sont souvent moins appréciés que les anciens modes de circulations, plus artisanaux : les taxis collectifs, les micros et autres guaguas donnent lieu à des formes de sociabilité (vente à la sauvette, chanteurs) et de solidarité (négociation du tarif en fonction de la durée de transport et de la distance parcourue) interdites par les cartes d'accès et les tarifs parfois prohibitifs des nouveaux transports. Dans *La liste d'attente*, film du réalisateur cubain Juan Carlos Tabío, sorti en 2000, des négociations sont menées autour de la hiérarchie des priorités entre les passagers d'un bus interurbain tombé en panne en pleine campagne : doit-on faire partir en premier une femme sur le point d'accoucher, un vieux monsieur qui doit subir une opéra-

tion ou un jeune qui cherche du travail. Quant au vélo, qui permettrait de s'affranchir de transports urbains défaillants trop chers, son usage se développe grâce à la création de réseaux de pistes cyclables dans la plupart des villes, mais sa pratique reste dangereuse.

Il existe une culture de la route prédominante en Amérique latine, dont témoigne la littérature mais aussi le cinéma. Le film de Walter Salles *Carnets de voyage* (2003), suivi ainsi Ernesto Che Guevara dans le voyage initiatique qui le prépare à son engagement politique. On retrouve cette même culture dans les *road movies* du réalisateur argentin Carlos Sorín (*Bonbón el perro Historias mínimas*). Ces films ont inspiré des générations d'étudiants européens. Qu'ils parcourent l'Amérique latine à pied, en van ou à vélo, ils voyagent toujours avec un sac à dos, ce qui leur vaut le surnom de *mochileros*. Certaines routes sont devenues légendaires, comme le *Camino a las Yungas*, qui relie La Paz à Coroico en Bolivie, le long de ravins vertigineux (nombreux accidents dont elle est le théâtre) lui valent d'être appelée "route de la mort" ou encore la route panaméricaine entre Buenos Aires en Argentine à Monterrey au Mexique. Les voies de chemin de fer servent surtout au transport de marchandises. Néanmoins, certains pays rouvrent des lignes afin de répondre à certaines exigences environnementales : c'est le cas du Chili qui en décembre 2022 a rétabli la liaison Temuco-Victoria pour délesté autant que possible la route qui relie les deux villes.

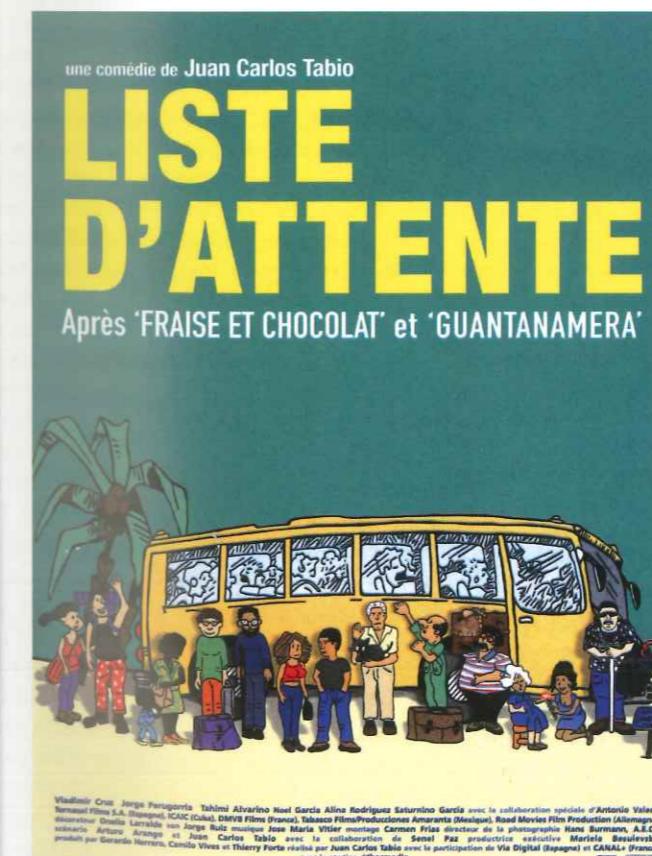


De grandes infrastructures urbaines emblématiques

Une rame de tramway à Rio pendant les Jeux Olympiques de 2016 © Alstom

Sociabilité et solidarité dans les transports traditionnels

Juan Carlos Tabío, *La Liste d'attente*, 2000 © Collection Christophe



Des routes légendaires



GÉOPOLITIQUES

Brésil : l'émergence en question

Malgré ses statistiques agricoles impressionnantes, son autonomie énergétique, son potentiel démographique, le Brésil rappelle que sur la route de l'émergence, les États latino-américains butent sur des obstacles tenaces : la profondeur structurelle des inégalités et des injustices, une violence sociale héritée du système esclavagiste et raciste, des institutions démocratiques encore mal stabilisées quarante ans après la fin des dictatures.

Après une longue décennie de croissance économique et de progrès sociaux sous les deux premiers mandats du président Lula, le pays connaît depuis 2016 la pire crise institutionnelle depuis la fin de la dictature, du coup d'État parlementaire contre la présidente Dilma Rousseff aux quatre années de gouvernement à l'extrême droite de Jair Bolsonaro (2018-2022).

Le Brésil de 2022 dévoile cependant une tout autre image de l'émergence. Bien qu'ayant surpris la plupart des observateurs, l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro à la présidence a mis au jour des processus de longue durée. Au-delà de ses frasques – ôter régulièrement son masque lors d'événements publics en pleine crise de la Covid –, le président s'appuie résolument sur les militaires pour assurer un nombre croissant de responsabilités au sein de l'administration. Il résume ainsi l'incapacité du pays à apurer les crimes de la dictature, aucun procès d'envergure n'ayant eu lieu au Brésil à la différence de nombreux pays de la région. La violence sociale exprimée dans ses discours à l'encontre des minorités, des autochtones, des couches les plus pauvres, de la régulation de l'environnement, démontre que l'apparent consensus démocratisant de 1988 a volé en éclat au profit d'une polarisation sociale extrême. Le gouvernement de Bolsonaro est l'expression de profonds courants conservateurs qui s'expriment

désormais majoritaires et capables de soutenir un marché intérieur dynamique, une agro-industrie parmi les plus performantes du monde, ou encore un leadership mondial fondé sur une diplomatie active en direction des pays dits du "Sud global". Mieux encore, la réduction marquée du taux de déforestation entre 2004 et 2012 semble attester des capacités du pays à combiner croissance agricole, conservation de l'environnement et maîtrise de l'immensité. Enfin, de multiples avancées en termes de droits sociaux semblent déployer le potentiel démocratique de la constitution de 1988, qui avait scellé un accord national visant à dépasser le temps de la dictature, la plus longue qu'a subie le continent (1964-1984).

Le Brésil de 2022 dévoile cependant une tout autre image de l'émergence. Bien qu'ayant surpris la plupart des observateurs, l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro à la présidence a mis au jour des processus de longue durée. Au-delà de ses frasques – ôter régulièrement son masque lors d'événements publics en pleine crise de la Covid –, le président s'appuie résolument sur les militaires pour assurer un nombre croissant de responsabilités au sein de l'administration. Il résume ainsi l'incapacité du pays à apurer les crimes de la dictature, aucun procès d'envergure n'ayant eu lieu au Brésil à la différence de nombreux pays de la région. La violence sociale exprimée dans ses discours à l'encontre des minorités, des autochtones, des couches les plus pauvres, de la régulation de l'environnement, démontre que l'apparent consensus démocratisant de 1988 a volé en éclat au profit d'une polarisation sociale extrême. Le gouvernement de Bolsonaro est l'expression de profonds courants conservateurs qui s'expriment

Une puissance énergétique de premier plan

Plate-forme pétrolière off-shore dans la baie de Guanabara, au large de Rio de Janeiro, Brésil © Alamy

L'extrême polarisation politique

Le président Jair Bolsonaro enlève son masque pour parler aux journalistes après une conférence de presse sur le coronavirus, Brasilia, 18 mars 2019
© Andre Borges/AP Photo/SIPA



Les opérations "mains propres" contre la corruption

Le Brésil, pays riche de ses ressources naturelles, de ses terres fertiles et de sa diversité culturelle, bataille depuis des décennies contre le sous-développement. La faute, selon certains, au "custo Brasil", ou "coût Brésil" — à savoir : le coût cumulé en termes d'argent, de temps, de faire du business ici, compte tenu du poids de l'administration, de la fiscalité et du manque d'investissements. Pour d'autres, la faute en revient au déficit dans les infrastructures, la recherche scientifique, la technologie et l'enseignement (...).

La cause fondamentale de notre combat, cependant, s'enracine dans le recul de la démocratie face à une corruption systémique et institutionnalisée (...).

Notre système de gouvernement repose sur des coalitions, ce qui l'expose particulièrement à la malhonnêteté. (...) En conquérant le pouvoir, un parti gagne aussi le droit de nommer les cadres dirigeants des compagnies publiques. Cadres qui perçoivent des sous-traitants de ces sociétés des pots-de-vin, lesquels sont ensuite en partie reversés au parti. (...) De ce fait, les grands partis politiques brésiliens, qui se succèdent les uns aux autres au sommet de l'État depuis des décennies, n'ont pas pour priorité de diriger le pays, mais de bâtir les alliances nécessaires pour garder le pouvoir. (...).



L'onde de choc de l'affaire Odebrecht

Marcelo Odebrecht se rend devant la commission parlementaire de l'enquête Pétrobras, Curitiba, 2015
© Heuler Andrey/AFP



des milieux d'affaires véreux devront redouter la justice et sauront que la prison peut faire partie de leurs perspectives. (...).

Cette opération judiciaire de longue haleine fait aussi figure de mise en garde contre des entreprises trop habituées à peser sur les décisions de l'État. Celles qui se livrent à la corruption peuvent désormais avoir affaire à la justice, nous laissant ainsi le champ libre pour créer un environnement où la concurrence est facteur d'efficacité et de qualité des infrastructures et des services publics. Ce tsunami qui traverse tout le Brésil va faire du ménage au profit d'un nouveau modèle politique fondé sur l'idée que la justice doit être la même pour tous. Nous n'y sommes pas encore, mais l'opération Lava Jato fait son œuvre, comme en témoignent les réactions de l'establishment politique, toutes tendances confondues.

Marina Silva, "Démocratie. Au Brésil, il faut faire le ménage dans la classe politique", The New York Times, 2017.

¹ Michel Temer (2016-2018).

GÉOPOLITIQUES

Modèles et contre-modèles environnementaux

Pourvoyeuse d'images et de symboles environnementaux à l'international, l'Amérique latine offre souvent le visage d'une région d'oppositions binaires. S'y confronteraient de façon nette l'exploitation sans vergogne des ressources d'une part, de l'autre la richesse des initiatives pour repenser nos rapports au vivant et pour élaborer une gouvernance mondiale de l'environnement. Bien que la situation soit évidemment nettement plus nuancée, quelques images permettent d'illustrer cette coexistence de modèles et de contre-modèles.

La photographie de Ricardo Salles au pied d'un arbre, tout sourire, représente aujourd'hui le cynisme en matière environnementale pour tous les détracteurs du gouvernement brésilien de Jair Bolsonaro (2018-2022). Ricardo Salles est choisi au poste de Ministre fédéral de l'Environnement à la stupeur de beaucoup, car il est accusé de multiples atteintes à la législation environnementale lors de son mandat antérieur de secrétaire à l'environnement de l'État de São Paulo (le Brésil est un État fédéral). Sous Bolsonaro, il orchestre l'affaiblissement notoire des capacités de contrôle et de répression des organismes de police environnementale. Il restera célèbre pour une vidéo prise à son insu en conseil des ministres en avril 2020, où il estime que la pandémie qui fait alors rage est une bonne occasion de démanteler toutes les régulations possibles au niveau fédéral. Soupçonné de trafic illégal de bois, il est contraint de démissionner en 2021.

Simultanément, l'Amérique latine représente les espoirs qu'une gouvernance globale de l'environnement est possible. Le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992 en a été le symbole le plus puissant. Rassemblant des chefs d'État, des ONG,

des mouvements autochtones, Rio 1992 a esquisqué les contours de prises de décision incluant à l'échelle mondiale d'autres acteurs que les États, et abouti à trois conventions sur la diversité biologique, les changements climatiques et la désertification. Par sa composition, la photographie des chefs d'État prise à l'occasion du rassemblement anniversaire "Rio + 20" en 2012 fait explicitement référence à une image semblable, prise en 1992. Pourtant, elle évoque cruellement l'espoir déçu que cette gouvernance mondiale émerge rapidement. Parmi les 90 chefs d'État et de gouvernements présents en 2012, moins nombreux que leurs 120 homologues de 1992, on distingue au premier plan Dilma Rousseff, présidente d'un Brésil qui entre alors dans la profonde crise politique qu'il connaît encore. Avec, au premier rang, comme toujours, les représentants des États contribuant le plus à la dégradation de l'environnement mondial. À partir de 2012, l'État brésilien ne réussit plus à faire baisser la déforestation comme il y parvenait depuis 2004, et celle-ci ne cessera de s'amplifier, jusqu'aux niveaux dramatiques des années 2018-2022.

Mais, au jour le jour, les Latino-Américains sont confrontés à des situations plus complexes et à des modèles environnementaux plus difficiles à juger. Ainsi en est-il des immenses territoires acquis dans le Cône sud par Douglas Tompkins depuis les années 1990, principalement en Patagonie chilienne, mais également dans les zones humides du nord-est argentin (marais de l'Iberá). Fondateur de l'entreprise de matériel de sports en extérieur The North Face, il a investi une grande part de sa fortune dans l'acquisition d'anciennes fermes d'élevage, afin d'en faire des réserves

naturelles strictes, sur le modèle des parcs nationaux des États-Unis. Avec l'acquisition prodigieuse des surfaces aires mises en défend (270 000 ha en 1994), polémique a énflé sur les risques que fait courir pour la souveraineté du Chili l'appropriation privée de terres qui, pour certaines, alliaient de l'océan Pacifique à la frontière avec l'Argentine. Plus largement, la constitution de ce qui a été présenté par certains comme un empire de conservation a été mis en parallèle avec le caractère néolibéral du développement chilien, abandonnant au privé la gestion/pan entiers du territoire. À ces critiques, la fondation Tompkins a opposé une défense témoignant d'un positionnement complexe et nuancé. Elle a rappelé qu'à dès 2005, elle s'est engagée à transférer les terres à l'État chilien, sous réserve que celles-ci soient transformées en unités de conservation publiques. De fait, en 2022, une importante partie des terres de Tompkins est devenue propriété du Chili. Cette conduite apparemment inattendue s'ajoute au fait que les oppositions à l'empire Tompkins n'ont pas été uniquement le fait de mouvements d'habitants ou de citoyens inquiets pour la souveraineté du pays, mais également d'industriels désireux d'exploiter les richesses du sud du pays. La fondation Tompkins a ainsi pu affirmer qu'elle soutenait les efforts pour contrôler l'extractivisme grâce à son patrimoine foncier. Elle a par ailleurs participé activement à la contestation sociale plus large contre les grands barrages hydroélectriques dans le sud du Chili.

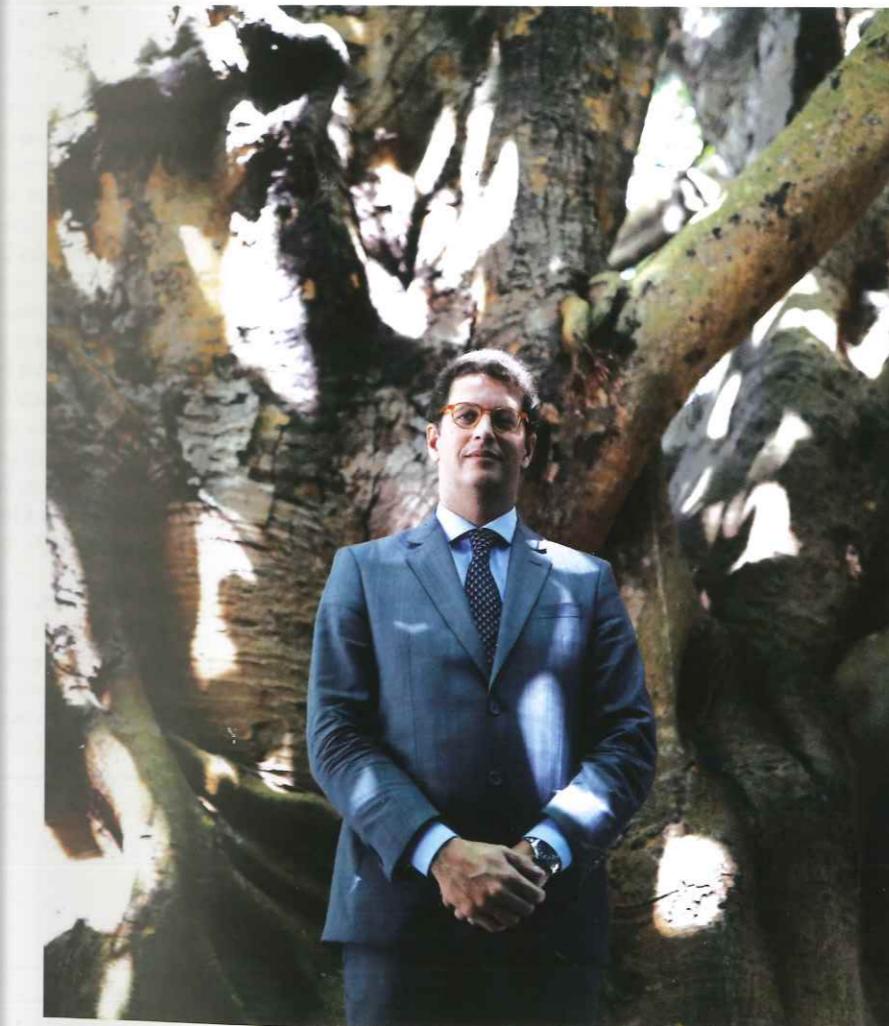


Les espoirs déçus d'une gouvernance globale de l'environnement

L'assemblée des dirigeants à la Conférence des Nations unies sur le développement durable 2012, dite Rio +20, du 20 au 22 juin 2012 au Brésil © Wikimedia Commons

Ricardo Salles, symbole de la dérégulation environnementale

Le ministre brésilien de l'Environnement, Ricardo Salles, pose pour une photo après une conférence de presse à São Paulo, au Brésil, le 25 mars 2019 © Nacho Doce/Reuters



Les immenses réserves naturelles créées par la fondation Tompkins



■ Parcs, aires protégées et projets terrestres
■ Réserves de biodiversité terrestre
■ Parcs, aires protégées et projets marins
Au Chili En Argentine

Source : Tompkins Conservation, 2023.

GÉOPOLITIQUES

Culture, éducation et société au Mexique

Le Mexique apparaît comme un paragon de l'État latino-américain. Son territoire, doté d'une double façade océanique, est découvert précocement et devient dès 1535 la vice-royauté de Nouvelle-Espagne. Par sa taille (presque 2 millions de kilomètres carrés), sa population (130 millions d'habitants) ainsi que son peuplement, ce pays est représentatif de la diversité de la plupart des pays d'Amérique latine. Sa situation, qui le rend "plus proche des États-Unis d'Amérique que de Dieu" comme le déplorait Porfirio Díaz, président de la République fédérale de 1884 à 1911, a conduit le Mexique à bâtir largement son identité contre son voisin.

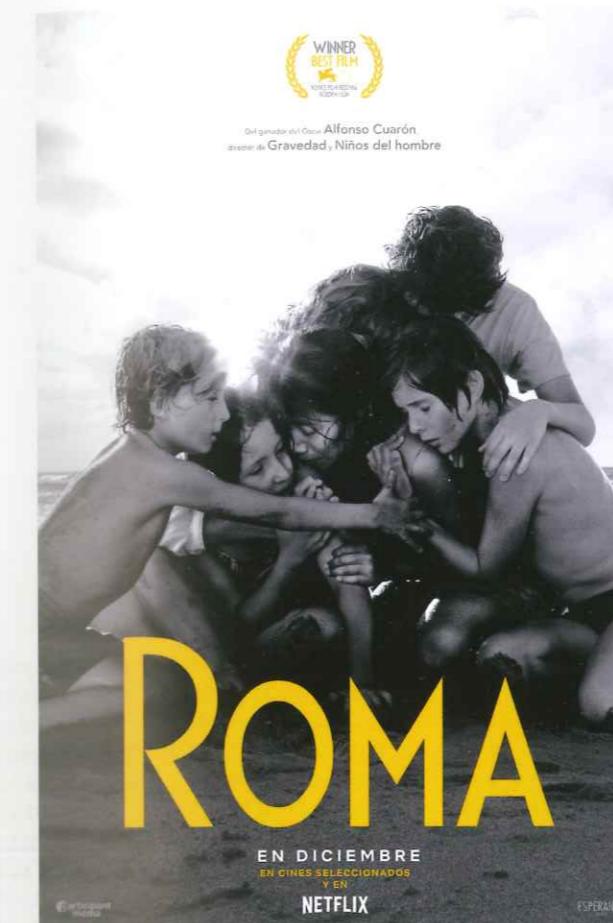
Le cinéma mexicain a toujours été un pourvoyeur d'identité nationale mais à des degrés variés selon les époques. À son âge d'or (1930-1950), il y éludait l'épisode de la révolution ou certains sujets comme celui de la pauvreté urbaine (décrise par l'anthropologue états-unien Oscar Lewis dans *Les enfants de Sanchez* publié en 1961 et adapté au cinéma mais en 1978 seulement) au profit d'histoires d'amour dans un cadre rural comme dans le film *Allá en el Rancho Grande* (1936) du réalisateur Fernando de Fuentes. La production mexicaine décline ensuite tous les styles présents à Hollywood mais le pays n'y sert que de toile de fond comme plus tard chez les réalisateurs mexicains Guillermo del Toro ou Alejandro González Iñárritu. Dans *La Zona, propriété privée* (2009), un thriller qui décrit le fonctionnement d'un ensemble résidentiel fermé en périphérie de Mexico, l'attention se porte bien plus spécifiquement sur des sujets proprement mexicains, mais à portée universelle. C'est le cas également du multiprimé *Roma* du réalisateur Alfonso Cuarón sorti en 2018.

Cette fresque familiale a lieu dans un quartier de Mexico dans les années 1970 et aborde de front la question autochtone, celle des rapports de classe et de genre à travers la domesticité et aussi la violence, très présente au Mexique. Une séquence y est consacrée au massacre de Corpus Christi aussi appelé "El Halconazo" qui eut lieu à Mexico le 10 juin 1971 lors d'une manifestation d'étudiants soutenant leurs camarades de l'université de Monterrey et défendant le statut autonome de l'université de Mexico, l'UNAM. Cette manifestation fut violemment réprimée par les "Faucons", un groupe paramilitaire au service de l'État, formé par la CIA qui tua par balles 120 jeunes.

En vigueur depuis 1917, la constitution mexicaine affiche dès ses premiers articles l'objectif d'abolir les inégalités à l'origine des conflits, souvent armés, qui agitent la société. Elle affirme que la nation a une composition pluriculturelle soutenue à l'origine par ses peuples autochtones auxquels elle accorde des droits. L'article 3 garantit le droit des Mexicains à recevoir une éducation, qui doit être laïque, gratuite, démocratique, nationale et de qualité, quand l'article 4 établit l'égalité des hommes et des femmes devant la loi. Avec le Musée National d'Anthropologie, l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) est vectrice et garante de ces principes. Crée en 1910, autonome depuis 1929, l'UNAM fut conçue pour développer une identité nationale par l'éducation par-delà les diversités de classe, d'origine et de genre en vue d'éclairer la décision publique comme le prouve le nombre et la qualité de ses alumni : plusieurs prix Nobel (de littérature, Octavio Paz, de chimie, Mario Molina, de la paix, Alfonso García Robles), six présidents du Mexique dont l'actuel,

Andrés Manuel Lopez Obrador, Claudio Sheinbaum, chef du gouvernement de la ville de Mexico, le sous-commandant Marcos, icône de l'altermondialisme mais aussi, Carlos Slim Helú, magnat des télécommunications, homme le plus riche d'Amérique latine. Construit en face de l'emblématique stade olympique de 1968 l'UNAM est aujourd'hui une ville dans la ville, desservie par plusieurs stations de métrobus, possédant trois musées, quarante écoles et instituts, un centre culturel, une réserve écologique et une bibliothèque centrale. Ce bâtiment en particulier retracé l'histoire du Mexique autour de l'idée de dualité. Le mur nord est dédié à la période préhispanique autour du soleil et de la lune, de la vie et de la mort; le mur sud à la conquête à travers les apports positifs et négatifs des Espagnols; le mur est aborde la période de la révolution dans le monde rural; enfin, le mur ouest exalte l'UNAM comme institution capable de faire la synthèse de toutes ces oppositions par les connaissances scientifiques, la pratique sportive, la vie étudiante. La Cité universitaire a été classée en juin 2007 au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Malgré ses oppositions internes, le Mexique parvient parfois à délivrer un message unitaire à l'Occident grâce à ses liens anciens avec l'Espagne, la France ou les États-Unis, comme le montre sa adhésion dès 1994 à l'OCDE dont elle fut premier membre non occidental.



Dans *Roma*, le Mexique des années 1970

Alfonso Cuarón, *Roma*, 2018, Esperanto Filmoj, Participant Media © Christophe



Dans *La Zona*, les ensembles résidentiels fermés de Mexico

Rodrigo Plá, *La Zona, propriété privée*, 2009, Morena Films © Memento

La bibliothèque de l'université de Mexico

Murs à gauche et nord à droite, université nationale du Mexique (UNAM), 2009 © Wikimedia Commons



GÉOPOLITIQUES

Soft Power

"Champions du monde!!!!!! 🌎🏆 Un grand merci à ma famille, à tous ceux qui me soutiennent et aussi à tous ceux qui ont cru en nous. Nous avons montré une fois de plus, nous les Argentins, que lorsque nous nous battons ensemble, que nous sommes unis et que unis, nous sommes capables de réaliser tout ce que nous proposons. Le mérite de ce groupe est de passer au-dessus des individualités, c'est la force de tous qui luttent pour le même rêve qui était aussi le rêve de tous les Argentins ... Nous l'avons fait !! VAMOS ARGENTINA CARAJO !!! 🙌☀️☀️☀️".

Ceci est la publication la plus aimée de l'histoire du réseau social Instagram. Elle date du 19 décembre 2022 et a pour auteur le joueur de football argentin, Lionel Messi. Outre l'individu récompensé à sept reprises (2009, 2010, 2011, 2012, 2015, 2019, 2021) par un Ballon d'or de la FIFA, la fédération internationale de football, c'est tout un pays, dans sa dimension collective, qui est encensé dans ce post. La réussite dans l'adversité (devenir un grand sportif alors qu'il avait, enfant, un retard de croissance auquel il doit son surnom de "puce", devenir champion du monde face aux champions du monde en titre, les Français, malgré la forte récession que connaît le pays), voici le récit idéal mis en avant dans ce type de publications à destination du monde dont les Latino-Américains sont coutumiers et friands depuis leur apparition sur le net dans les années 2000. Autre compétition mondiale, très médiatisée : le concours de Miss Univers. Depuis sa création en 1952, l'Amérique latine est la région la plus récompensée avec quatorze gagnantes dont sept pour le Venezuela. Sur les réseaux sociaux, les comptes des lauréates comme Ximena Navarrete, Dayana Mendoza ou Paulina Vega sont ensuite

suivis par des millions d'internautes hispanophones et sont un tremplin vers des carrières de mannequin ou d'actrice de telenovelas.

La musique et la danse latines sont également très populaires de par le monde et un bon vecteur de soft power latino-américain : tubes de l'été chorégraphiés comme la Macarena (danse inspirée de la vénézuélienne Diana Patricia), Samba de Janeiro ou encore Tic Tic Tac et, plus récemment, les reggaeton du portoricain Daddy Yankee ou les titres en espagnol de la colombienne Shakira. L'image de fête et de rapport au corps décomplexé véhiculée dans ces clips constitue une bonne publicité pour les voyages touristiques vers l'Amérique latine, les cours de danse (tango, samba, cumbia), de capoeira ou de batucada et les boîtes de nuit proposant des musiques latines. Ainsi le Barrio club à Lyon, le Loco Loka à Brest ou le Pachanga à Bordeaux et à Paris se spécialisent dans ces musiques et parfois même dans ces gastronomies proposant boissons (cocktails comme la Piña Colada, le Pisco Sour, le Tequila Sunrise ou la Caipirinha, vins chiliens et argentins) et plats souvent épices (*empanadas*, *ceviches*, *tacos*) sans réelle distinction des provenances. À Paris, un dinner-club fameux du quartier de la Bastille installé dans un bâtiment signé Gustave Eiffel a suivi une relecture post-coloniale récente de l'identité de l'aire régionale en se rebaptisant : le Barrio latino s'appelle désormais le Pachamama, du nom de la déesse andine représentant la Terre-Mère.

L'entrée à l'Académie française en février 2023 du prix Nobel de littérature Mario Vargas Llosa témoigne aussi d'une forme d'influence de l'Amérique latine sur les cercles de pensée européens. Ni son soutien ouvert à des candidats d'extrême

droite à la présidentielle de plusieurs pays latino-américains, ni les soupçons d'évasion fiscale dont il a été l'objet, ni même le fait qu'il n'ait jamais écrit un ouvrage en langue française n'ont eu raison de son élection parmi les Immortels. En 2016, il était publié de son vivant dans la collection La Pléiade chez Gallimard, ce qui est rare particulièrement pour un étranger.

Il faut dire que l'intelligentsia française et européenne est davantage liée aux gauches latino-américaines, à commencer par la figure de Régis Debray qui a passé plusieurs mois en compagnie du Che Guevara en Bolivie puis de Salvador Allende au Chili. Le Monde diplomatique a publié dans les années 1990 des articles du sous-commandant Marcos et Le Monde, le 1^{er} septembre 2022 une tribune en faveur de la constitution chilienne avec des signataires comme Virginie Despentes. Du soft power culturel à la politique internationale il n'y a donc parfois qu'un pas.

Les succès du football sud-américain

Danny Alves et Lionel Messi de Barcelone avec Pelé et Neymar de Santos lors du Gala du FIFA Ballon d'Or 2011 le 9 janvier 2012 à Zurich, Suisse.
© Scott Heavey/ Getty Images via AFP



La popularité des musiques et danses latino-américaines

Un danseur de capoeira lors du festival culturel brésilien "Lavage de la Madeleine", le 2 septembre 2016, devant l'église de la Madeleine à Paris.
© François Guillot/AFP



Le rayonnement mondial du processus constitutionnel chilien

Le 4 septembre, le Chili devra voter pour approuver ou rejeter la nouvelle Constitution, préparée depuis un an par une Assemblée constituante. Ouvert grâce à la révolte populaire qui a éclaté en octobre 2019, le processus constituant chilien est un moment historique décisif au niveau international. Il concerne toutes celles et ceux qui veulent mettre fin au néolibéralisme et construire des sociétés justes, solidaires, démocratiques et éco-giques.

Depuis la France, nous, universitaires, juristes, avocats, élus, scientifiques, artistes, militants associatifs, nous nous engageons aux côtés de la campagne pour approuver ce projet de Constitution et nous soutenons l'adoption de la nouvelle Constitution du Chili. Si les peuples du Chili l'aprouvent, ce nouveau texte mettra

fin à une Constitution imposée en 1974 par la dictature d'Augusto Pinochet (1915-2006), qui a institutionnalisé un modèle néolibéral sauvage réduisant les droits humains et sociaux fondamentaux, privatisant des pans entiers d'activités et précarisant la vie de la grande majorité de la population. (...)

La recherche de nouvelles alternatives économiques et sociales que représente le processus constituant chilien est donc particulièrement importante à l'heure où, partout dans le monde, nous constatons que la crise du capitalisme se retourne une fois de plus contre les populations les plus démunies, alors que, au même moment, les crises écologiques remettent directement en question nos modèles de développement.

Dans un contexte mondial marqué par l'extension des logiques autoritaires, le processus constituant chilien est un espoir pour les forces

d'émancipation. Participatif et paritaire, le processus s'est articulé aux territoires et aux luttes étudiantes, écologistes, autochtones, féministes, syndicales. Ces mobilisations populaires, qui remettent quotidiennement en cause le système néolibéral depuis des décennies, ont été la base des avancées du projet de Constitution, qui ouvre un horizon de profonde démocratisation sociale. (...)

En ce moment historique pour le Chili et le monde, nous espérons que la nouvelle Constitution sera largement approuvée, afin de faire progresser des droits importants au Chili et d'inspirer des changements transformateurs dans de nombreuses régions du monde.

"Nous soutenons l'adoption de la nouvelle Constitution du Chili", tribune signée par 400 personnalités, parue dans *Le Monde*, 1^{er} septembre 2022.

GÉOPOLITIQUES

Les influences extérieures

Alors que les interventions militaires plus ou moins indirectes de la part des États-Unis ont cessé, la dépendance de l'Amérique latine aux acteurs extérieurs peut se lire sur de nouveaux plans allant du soft power à la délégation des politiques sécuritaires.

À Madrid, un panneau géant annonce la suite de la série *Narcos Colombia* qui retrace la généalogie des cartels de la drogue, des "pionniers" colombiens à leurs successeurs mexicains (*Narcos México*). Certains y verront la force culturelle d'une Amérique latine mondialisée : l'acteur qui incarne le parrain Pablo Escobar est brésilien, et dira avoir découvert sa "latino-américanité" à cette occasion, malgré les critiques de son accent colombien, aussi factice que la moustache qu'il arbore à l'écran. Le succès de la série fait cependant oublier que les États-Unis de l'Agence de Lutte Antidrogue (DEA) demeurent les véritables héros de l'histoire. Et que sur Netflix, l'abondance des histoires de narcotrafic résume les relations des États-Unis et de l'Amérique latine à cette lutte antidrogue.

C'est une tout autre vision de ces relations que relate la fresque peinte sur les murs d'un centre d'aide aux migrants de la ville mexicaine d'Oaxaca. Attirés par le "rêve américain" symbolisé par une télévision et des sodas associés à des longs bras tendus de Washington et du Capitole vers les Caraïbes, des hommes et des femmes prennent le dangereux chemin du nord. Ils traversent un Mexique dangereux avant de tenter de franchir la frontière des États-Unis, fatale pour beaucoup (les croix blanches dans le désert). Des familles entières embarquent sur "La Bestia", le train de marchandises qui parcourt le pays du sud vers le nord. Dans cette fresque est résumée la transformation du Mexique

et des pays d'Amérique centrale en des extensions de la frontière des États-Unis, un pays qui externalise chez ses voisins les fonctions de contrôle et de répression des migrants.

Toujours essentielle, l'influence états-unienne est de plus en plus concurrencée par des acteurs aux stratégies variées. Grand challenger apparu au xx^e siècle, la Chine ne se contente plus d'être devenue un partenaire économique incontournable de la plupart des pays de la région. Elle développe désormais une politique de soft power, fondée sur l'image d'un pays bienveillant dont l'attitude trancherait avec celle de l'ancien empire états-unien. Les médecins chinois venus conseiller leurs pairs péruviens pendant l'épidémie de Covid-19 symbolisent cette diplomatie sanitaire, même si le Pérou a choisi la vaccination comme stratégie, et non pas le "zéro-Covid" chinois. Cette diplomatie a des effets concrets : 265 millions de doses de vaccins chinois ont été administrées en 2021-2022 dans la région, une quantité proche des 371 millions de doses états-unaises. Au Brésil, le Covid a permis un retour discret mais réel de la diplomatie sanitaire de Cuba, dont le soft power régional est fondé sur l'envoi de médecins aux compétences reconnues dans les zones pauvres et isolées. Photographié devant les chambres parlementaires à Brasília, ce médecin cubain représente la revanche de cette diplomatie contre le gouvernement Bolsonaro qui l'avait activement critiquée. En effet, le programme "Mais Médicos" (plus de médecins) avait été lancé en 2013 comme un moyen de lutter contre les déserts médicaux du Brésil. Jusqu'à 11 500 Cubains ont travaillé dans ce cadre, améliorant notamment l'accès aux soins dans les zones reculées, et apportant

une contribution essentielle au budget cubain, l'État recevant entre 7 et 10 milliards de dollars par an grâce à ces contrats sanitaires. Renvoyés dans leur pays par le gouvernement Bolsonaro après 2018, au nom de l'anticommunisme, les médecins cubains reviennent donc progressivement dans un pays qui ne saurait se passer de leur collaboration, tant le système de santé national peine à couvrir tous les besoins.

Les politiques environnementales sont également soumises à des influences extérieures. Peu connue, une critique de gauche à l'ingérence étrangère en matière de conservation de la nature n'en demeure pas moins très vivace. En Bolivie par exemple, des ONG boliviennes mais bénéficiant de financements européens ont été violemment accusées par le vice-président Álvaro García Linera de constituer une cinquième colonne. Selon lui, elles empêcheraient le pays de se développer en défendant le maintien des aires protégées du pays, très étendues en zone tropicale. Une critique surprenante, dans la mesure où ces ONG critiquaient justement l'insuffisance des réformes agraires, et une trop grande attention aux intérêts de l'agrobusiness, très liés aux entreprises internationales et brésiliennes.



Les relations avec les États-Unis, entre lutte antidrogue...

Panneau publicitaire de Netflix pour la promotion de la série *Narcos* à la Puerta del Sol, Madrid, 2016.
© Nando Rivero/Alamy

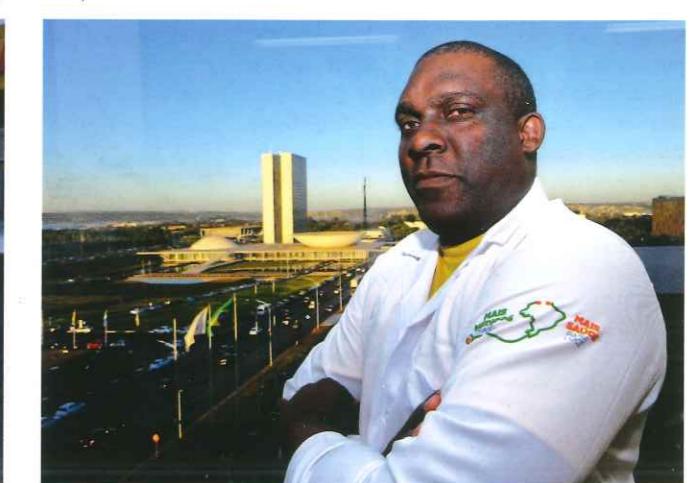
... et répression des migrants

Fresque du centre d'orientation pour les migrants d'Oaxaca, Mexique © COMI



La diplomatie sanitaire pendant la pandémie de Covid-19

À gauche, une délégation de médecins chinois à l'hôpital Honorio Delgado Espinoza, Arequipa, Pérou, juin 2020; à droite, Juan Delgado, médecin cubain à Brasília © Xinhua/Andina; Alan Marques/Folhapress



Une critique de gauche des ONG environnementales

Le vice-président de la République, Álvaro García Linera, a prononcé un discours dans la ville de Cotoca, dans le département de Santa Cruz. À cette occasion, des titres de propriété foncière ont été distribués. Linera a critiqué deux organisations non gouvernementales (ONG) qui avaient affirmé que le gouvernement d'Evo Morales "ne transforme pas la structure agraire". Il a mentionné la Fundación Tierra, située dans la ville de La Paz, et le Centro de Información y Documentación Bolivia (Cedib) à Cochabamba. "Il faut être vigilant vis-à-vis de ces deux ONG qui mentent au bénéfice des étrangers", a-t-il souligné (...). "Elles se consacrent au mensonge. Elles mentent pour défendre les intérêts des grandes entreprises étrangères, elles mentent pour favoriser les pays étrangers", a-t-il répété. Selon le vice-président, les deux institutions reçoivent de l'argent de l'étranger et œuvrent en Bolivie pour que "nous devions des gardes forestiers". "Elles ne veulent pas que nous cultivions du maïs, du chia, du riz. Comme les pays étrangers n'ont plus de forêts, ils veulent désormais que nous nous occupions des forêts. Ils ne veulent pas qu'on touche aux arbres, mais que va-t-on manger ? De quoi allons-nous vivre si nous ne mettons pas en culture ces surfaces pour nous nourrir ? Ils veulent que nous vivions comme il y a cinq cents ans, ils veulent que nous vivions comme de simples animaux", a-t-il déclaré à la foule (...). "Nous allons prendre soin de nos forêts, mais nous avons le droit de produire de la nourriture. Nous avons le droit de combiner les deux et ce n'est pas un étranger qui va nous dire ce qu'il faut faire."

Página Siete, 8 août 2015.

GÉOPOLITIQUES

La Guyane, Amérique latine française ?

En 2017, interrogé par la presse sur le conflit social alors en cours en Guyane, Emmanuel Macron présente ce territoire comme une "île". La bourse présidentielle, probablement une erreur d'inattention, traduit bien le statut ambigu de ces terres françaises situées au nord-est de l'Amérique du Sud, et pourtant bien reliées au continent. Ni vraiment sud-américaines, ni totalement françaises, elles occupent une place à part dans les imaginaires et la géopolitique latino-américaine.

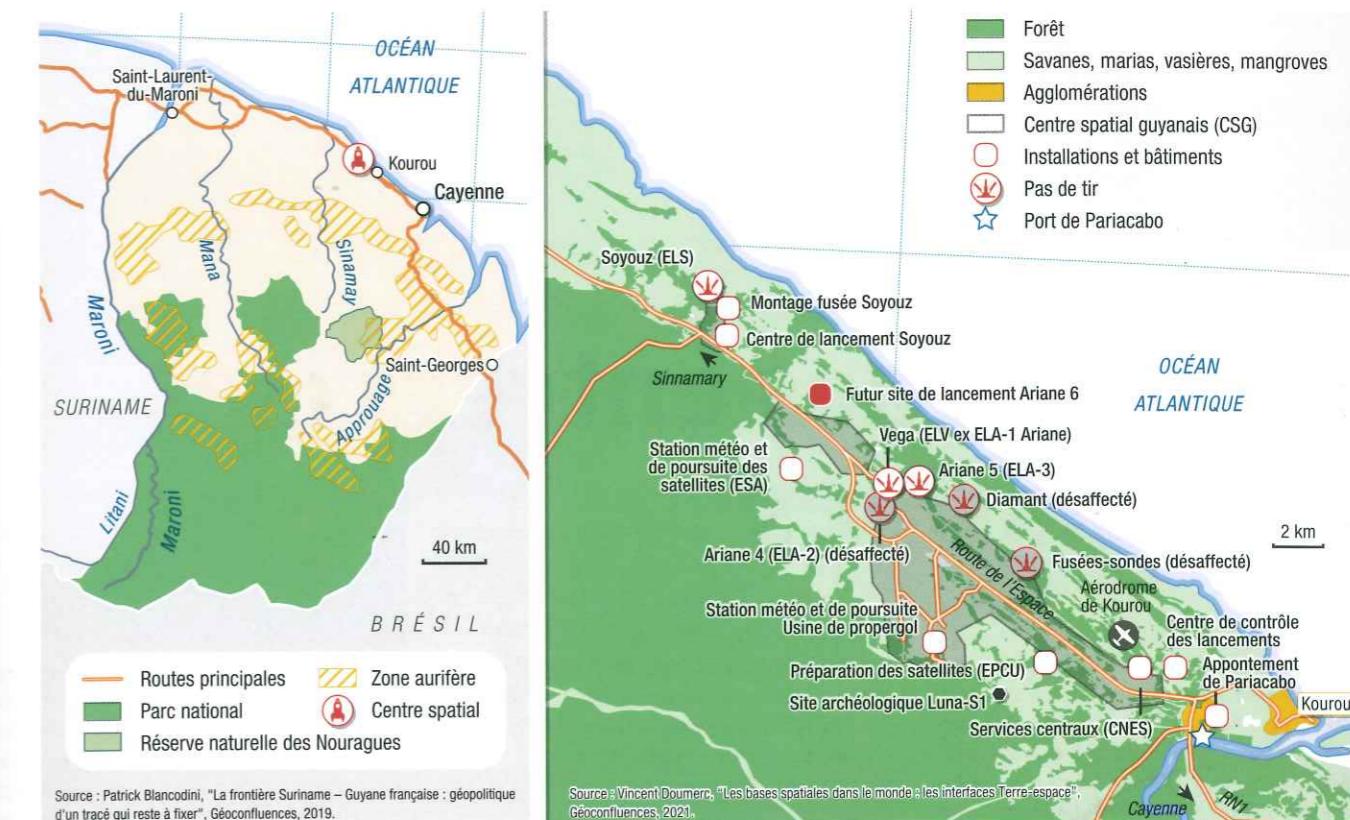
En grande partie isolée derrière l'immeuble forêt qui occupe 97 % de son territoire, sans aucun pont pour rejoindre le Surinam au nord-ouest, seulement connectée au Brésil par une mauvaise piste au sud-est, la Guyane pourrait effectivement évoquer une île sans relations avec l'Amérique latine. Rien n'est moins vrai cependant, comme en témoignent les nombreux flux qui la relient au reste de la région. Dans l'intérieur des terres, de 12 000 à 15 000 orpailleurs illégaux brésiliens s'affairent depuis environ 25 ans, profitant d'un nouveau cycle de l'or consécutif à l'envolée du cours de ce métal dans les années 1970. Ces travailleurs ne sont qu'un élément d'un système économique bien plus large, qui intègre les grands espaces de Guyane dans les flux mondialisés du commerce des métaux précieux. Bien que travailleurs, machines et aliments pour les chantiers transitent par la frontière est avec le Brésil, c'est le Surinam qui sert de principale base arrière aux orpailleurs. Tout au long du fleuve Maroni, ceux-ci stockent leurs équipements dans des camps de base, souvent tenus par des Chinois. Une fois entrés clandestinement en France, les ouvriers s'installent plusieurs mois durant dans la forêt, transitant à pied, en pirogue ou

en quad le long d'innombrables pistes de fortune. L'or produit sera commercialisé au Surinam, avant que les orpailleurs n'envoient de l'argent à leurs familles, restées au Brésil. Dans ce système, la frontière française est quasiment inexiste, presque impossible à contrôler. Le territoire guyanais est en parfaite continuité avec les territoires de l'orpaillage régional, brésilien et surinamais.

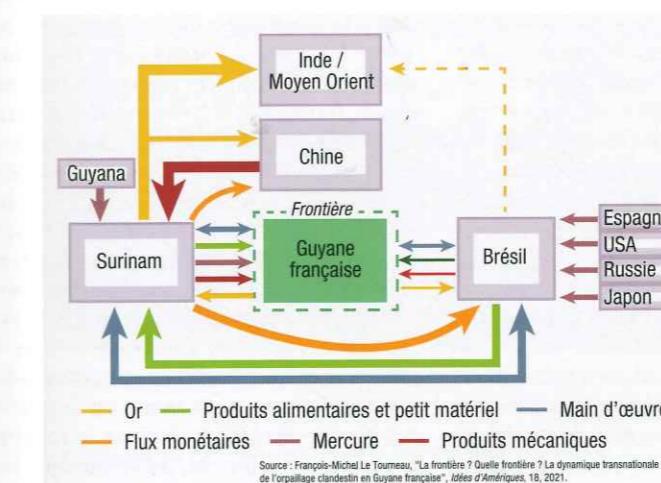
Mais simultanément, le territoire guyanais fonctionne comme une enclave. Dernier territoire latino-américain appartenant à une puissance européenne avec les îles Malouines, il remplit des fonctions géopolitiques particulières. C'est de la base spatiale de Kourou que décollent les fusées qui assurent la souveraineté européenne en matière de lancement de satellites. La base, isolée par une clôture et surveillée par l'armée, emploie plus de 15 % de la population active guyanaise sur 700 km². Au cours de la dernière décennie, elle se situe au 3^e ou au 4^e rang mondial pour le nombre de satellites envoyés en orbite. Outre les lanceurs européens Ariane et Vega, elle a accueilli entre 2011 et 2022 le lanceur russe Soyouz. Pourtant, cette base spatiale tournée vers l'Europe et le monde n'en est pas moins ancrée dans l'histoire du continent sud-américain, et des archéologues exhument de son sol sableux des objets et des corps autochtones vieux de plusieurs millénaires. Le site Luna-1 a été exploré en 2016 par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), en prévision de la construction du pas de tir du lanceur Ariane 6. À la fin des fouilles, le Grand Conseil Coutumier, qui représente les autochtones du territoire, a été invité à le visiter.

La logique d'enclave européenne en terres latino-américaines se retrouve

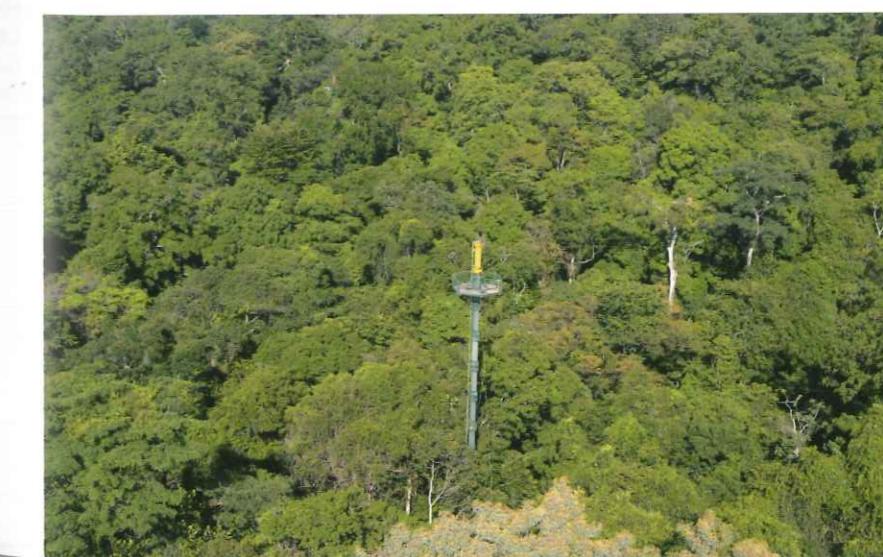
dans les stations écologiques guyanaises situées en forêt. Lieux isolés et équipés pour recevoir dans de bonnes conditions de travail des scientifiques de tous pays, ces stations leur permettent de développer leurs recherches sur une nature encore parfois pensée comme indépendante des autochtones qui l'habitent ou l'ont habitée. Ainsi, le site internet de la station rappelle que sa mission est de "promouvoir la recherche scientifique en forêt tropicale humide, dans un site aussi éloigné que possible de l'influence directe des activités humaines" (novembre 2022). Alors même que la science amazonienne démontre de plus en plus clairement que le massif a été très fortement anthropisé depuis des millénaires, et que la biodiversité amazonienne a des liens forts avec les anciennes occupations autochtones, la station des Nouragues défend encore une conception très naturaliste de la biodiversité latino-américaine. C'est grâce à ces stations que la France jouit d'une expertise internationale reconnue en écologie forestière des tropiques humides, puisqu'elles accueillent des chercheurs provenant des grands centres de recherche en écologie mondiaux. Enclaves en Guyane mais connectées aux réseaux scientifiques internationaux, elles ne sont ni vraiment latino-américaines ni exclusivement européennes.



La Guyane et son centre spatial



La Guyane dans les flux régionaux et mondiaux de l'orpaillage illégal



Le site archéologique Luna-1 sur la base spatiale de Kourou 2014-2015 © Inrap

La station scientifique des Nouragues

Pylonne permettant l'étude de la canopée forestière dans la réserve naturelle des Nouragues
© Claude Delhaye/CNRS Photothèque

GÉOPOLITIQUES

Les grandes entreprises translatines

Les entreprises transnationales qui opèrent en Amérique latine ne sont pas toutes issues d'autres continents. Certaines sont qualifiées de "translatines": nées dans un pays de la région, elles se sont développées en étendant leurs activités dans leur voisinage, au-delà des océans parfois. Principalement mexicaines ou brésiliennes, elles contribuent à une globalisation déjà très poussée de l'économie latino-américaine. En 2000, 60 % du commerce alimentaire était déjà détenu par des transnationales.

La compagnie aérienne LATAM est la plus importante d'Amérique latine avec plus de 1000 vols quotidiens, la onzième mondiale pour le nombre de passagers transportés annuellement. Entreprise publique à l'origine, elle est fondée au Chili en 1929 sous le nom de LAN. Privatisée en 1989, elle acquiert en 1996 la compagnie publique du Paraguay, puis la grande entreprise brésilienne TAM en 2012. Simultanément, elle développe des filiales nationales au Pérou, en Argentine, en Équateur et en Colombie, et étend ses activités au monde entier en intégrant l'alliance One World, qu'elle quitte cependant en 2020. La carte des vols assurés en 2022 présente malgré tout une compagnie en retrait par rapport au grand dynamisme des années 2010, époque où le marché du transport aérien latino-américain était en forte croissance (105 millions de passagers en 2005, 260 en 2015). Les grands hubs (nœuds) du réseau LATAM demeurent centrés sur les villes historiques de la compagnie : Santiago du Chili, Lima, São Paulo. Brasília apparaît comme un nœud secondaire, hérité de la TAM. Hors du continent, LATAM n'opère plus que quelques vols directs vers de grands centres européens, les États-Unis, notamment le hub des élites

latino de Miami, ou encore l'Australie. La compagnie assure également la connexion des îles Malouines au continent, via le port chilien de Punta Arenas, en évitant bien sûr les aéroports argentins qui refusent de desservir ce territoire selon eux colonisé par la Grande-Bretagne.

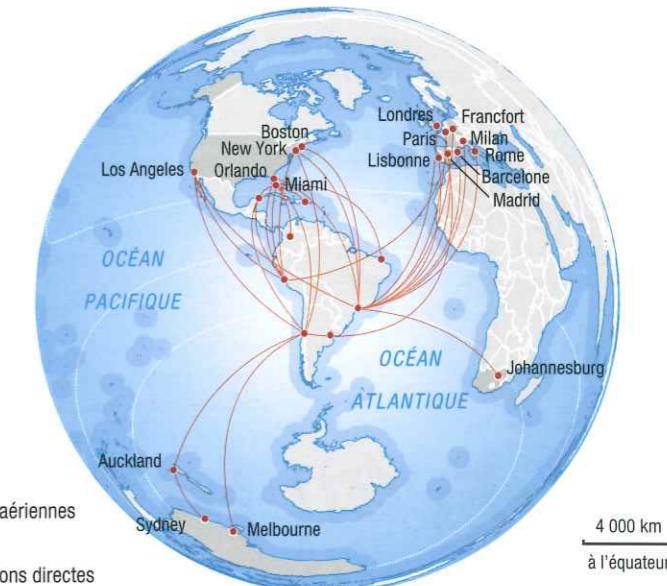
Dans le domaine de la bière, les entreprises nationales latino-américaines ont longtemps résisté au rachat par des transnationales européennes ou nord-américaines, du fait de la difficulté à prendre le contrôle des innombrables points de vente sur d'immenses territoires (un million pour le seul Brésil). Au début des années 2000, l'échec de Heineken à prendre des positions dominantes sur ce marché laissait penser aux observateurs que cette situation allait perdurer. Depuis, c'est une entreprise brésilienne, Ambev, qui a réussi le coup de force d'acquérir des filiales dans toute la région, au point de vendre 80 à 90 % des litres consommés. Le maintien des marques historiques, comme la célèbre bière de La Paz ou "Paceña", cache le changement de propriétaire. Le "roi de la bière" barbu figurant sur l'étiquette, qui évoque l'imagerie européenne autour de cette boisson, est aujourd'hui brésilien. Fusion des deux grandes brésiliennes Brahma et Antarctica en 1999, Ambev obtient le droit de produire le Pepsi vendu au Brésil. Elle absorbe en 2002 l'argentine Quilmes, qui vient elle-même d'acquérir la bolivienne Cervecería Boliviana Nacional. Dès 2004, elle fusionne avec le troisième brasseur mondial Interbrew, puis s'étoffe encore avec l'incorporation du canadien Labatt en 2005. Elle fait aujourd'hui partie du premier groupe producteur de bière au monde, le belgo-brésilien Anheuser-Busch InBev.

La mexicaine Bimbo, spécialisée dans le pain de mie, présente une logique

d'expansion similaire à LATAM, mais ses ancrages durables sur d'autres continents la différencient de la compagnie aérienne. Fondée par des immigrés espagnols, l'entreprise naît en 1945 à Mexico. La carte proposée par le site internet du groupe ne montre pas ses sites d'implantation mais les réseaux de circulation de ses produits. Son pain de mie s'est diffusé vers l'Espagne, les États-Unis puis le Canada. Elle a conquis les marchés sud-américains grâce à ses gâteaux fourrés et ses barres chocolées. Enfin, des produits créés au Canada par ses filiales pénètrent en retour le marché mexicain (gâteaux Vachon). L'expansion de cette petite structure familiale devenue leader mondial des produits dérivés du pain a commencé dans les années 1980, avec l'ouverture d'usines en Argentine et au Chili. Elle s'est poursuivie par le rachat d'entreprises au Brésil début 2000, puis aux États-Unis, au Canada, en Espagne dans les années 2010. Comme le montre la publicité en noir et blanc qui illustre le développement du groupe dans les années 1990, l'expansion de Bimbo a été favorisée par l'homogénéité linguistique des populations urbaines d'Amérique latine (Brésil excepté), sensibles à l'attrait de produits standardisés, synonymes de progrès à une époque où l'essentiel du pain, dans les pays consommateurs, était encore produit dans des boulangeries artisanales.



Les liaisons aériennes opérées par LATAM



Source : www.flightconnections.com, 2022.



La "Paceña", bière bolivienne propriété de la translatine Ambev

L'expansion du groupe mexicain Bimbo

Captures d'écran du site Internet de Bimbo : page "Notre histoire" et carte des implantations et de la diffusion des marques du groupe selon le rapport 2021 © Grupo Bimbo



GÉOPOLITIQUES

Le *Green Grabbing*

Le *Green Grabbing*, ou accaparement des terres au nom de la conservation de la nature, touche à des degrés divers l'Amérique latine. L'accumulation privée de très grandes surfaces de terres transformées en réserves, comme en Patagonie, a créé la polémique dans les années 1990 et 2000. Plus récemment, au Brésil, c'est sous des dehors légaux que progresse de façon méconnue et violente un accaparement "vert".

Le Brésil a adopté en 2012 un nouveau Code Forestier, censé renforcer le contrôle environnemental sur les exploitations agricoles. Depuis les années 1960, tout exploitant se doit de conserver entre 80 % (en Amazonie) et 20 % (dans le reste du pays) de ses terres dans son état spontané, qu'il soit forestier, herbacé ou de savane: cette portion mise en défens est nommée "Réserva Legal". Auparavant, la majeure partie des exploitations ne se pliait pas à cette règle, ou seulement imparfaitement. La réforme de 2012 a fait le pari de réduire globalement les exigences de conservation dans les exploitations agricoles, de ne pas poursuivre devant les tribunaux les infractions, en contrepartie d'un respect plus strict de la législation. Cette nouvelle approche s'appuie sur un outil numérique: le Cadastre Environnemental Rural. Tout exploitant doit déclarer en ligne la portion de terre qu'il met en défend (*Reserva Legal*) de telle sorte que l'État puisse surveiller par satellite le respect de ses engagements: une *Reserva Legal* déboisée se repère aisément depuis l'espace. En quelques années, l'immense majorité des exploitants brésiliens a réalisé sa déclaration en ligne. Les exploitations agricoles de la municipalité de Correntina (État de Bahia), représentées ici, respectent la législation: toutes ont placé leurs réserves

sur les versants escarpés d'un cours d'eau, correspondant à 20 % de leur surface.

Paradoxalement, au nom de la conservation de la nature, ce nouveau dispositif de contrôle environnemental a suscité dès sa création un processus d'accaparement de terres paysannes. En effet, un exploitant qui a entièrement déboisé ses terres avant la réforme de 2012 a deux solutions: soit reboiser les 20 ou 80 % de terres de sa *Reserva Legal*, soit acquérir une surface équivalente hors de sa propriété, qu'il devra clôturer et préserver, démarche qu'on nomme "compensation". Dans des territoires où les agriculteurs avaient depuis longtemps tout déboisé, comme dans les savanes du centre-est du pays (Cerrados), les grands propriétaires sont tentés de choisir la seconde solution, bien moins coûteuse. Il est en effet plus rentable d'acheter des terres encore occupées par la savane, que de reboiser des terres excellentes pour la culture du soja ou du coton. La carte de l'ouest de l'État de Bahia montre l'ampleur du phénomène. Dans le municipie de São Desidério (État de Bahia), ce sont des terres de pâture collectives qui sont accaparées pour servir de compensation à des domaines situés à plusieurs dizaines de kilomètres de là. De nombreux grands propriétaires achètent des terres jusqu'à 200, voire 300 km de leur exploitation, pour y localiser leur *Reserva Legal*.

Dans de nombreux cas, si cette démarche peut être assimilée à du *Green Grabbing*, c'est parce que les terres achetées pour la compensation sont déjà occupées par des groupes de paysans. Bien que résidant sur place depuis au moins deux siècles, ceux-ci ne possèdent presque jamais de titres fonciers: les lenteurs de l'administration, le désintérêt des autorités qui recignent à leur fournir des

documents en règle, ou l'impossibilité pour ces paysans d'acheter des terres, ont favorisé la création de régions entières dont les habitants sont en situation d'insécurité foncière. Il est aisé pour un grand propriétaire d'acquérir une portion de ces terres, de la clôturer et d'obtenir des documents de propriété, au détriment des occupants historiques, qui ne parviennent pas à obtenir le respect de leur droit de possession.

Ce système d'accaparement repose sur une violence latente ou explicite de diverses natures. Les paysans peinent à faire enregistrer leurs plaintes dans les commissariats, les juges sont soit corrompus, soit menacés, les recours en justice ont lieu à des centaines de kilomètres plus à l'est, dans les grandes villes de l'État de Bahia. Sur place, les nouveaux propriétaires sécurisent leurs *Reserva Legal* compensées à l'aide d'hommes armés, les pistoleiros, qui intimident les éleveurs en tuant leur bétail, ou en faisant circuler sur les réseaux sociaux des images d'hommes préparant des munitions.



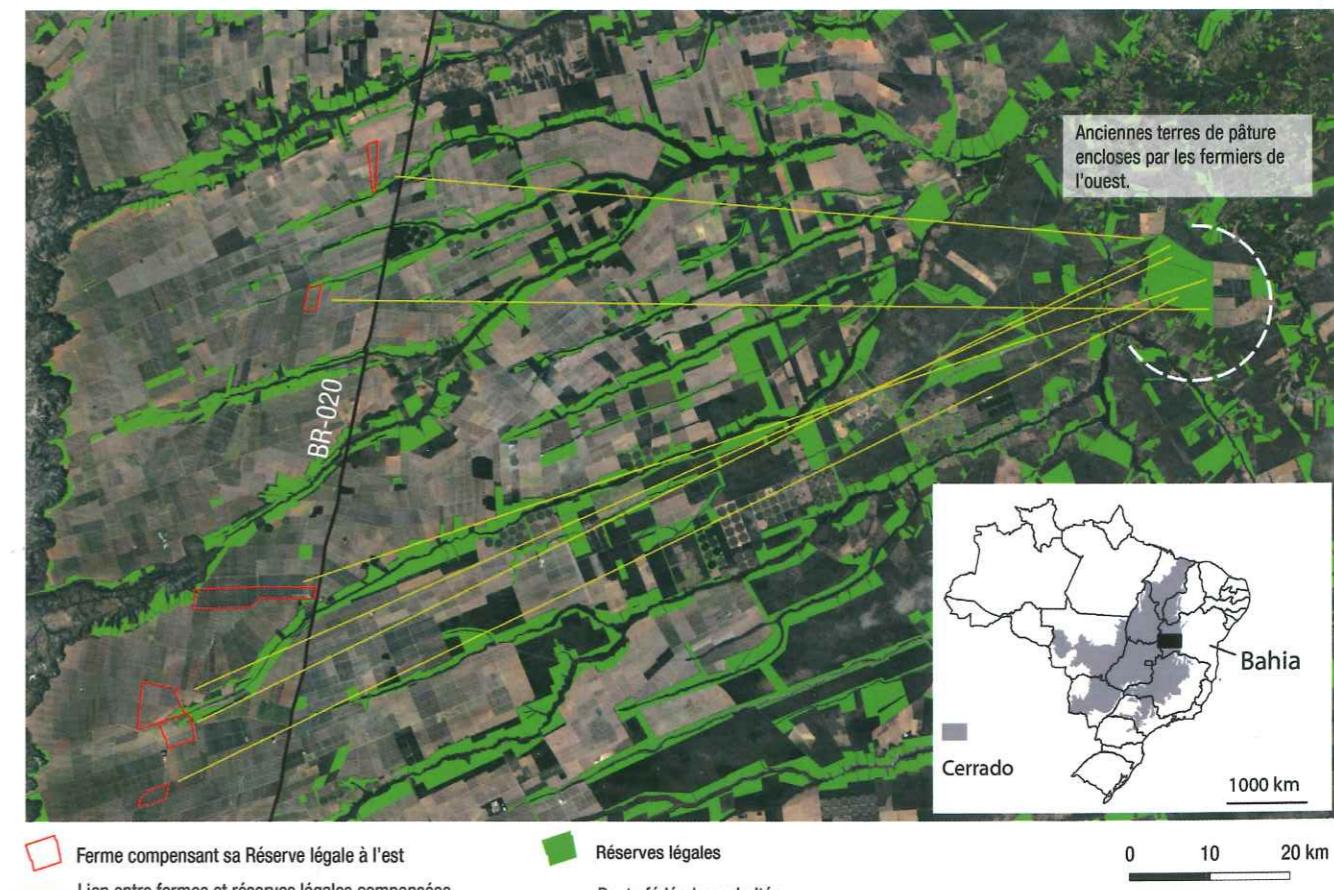
0 2,5 5 km
Parcelle agricole déclarée au Cadastre Environnemental Rural
Réserva Légale déclarée par l'exploitant.
Source : Pierre Gautreau 2023, à partir des données du SICAR de 2021.

Les réserves légales dans la municipalité de Correntina (État de Bahia)



À gauche, collier de vache sur lequel des pistoleiros ont laissé le message "Si vous ne les enlevez pas [d'ici], d'autres vaches vont mourir." ; à droite, photo postée sur les réseaux sociaux par des pistoleiros; "Des pistoleiros terrorisent des agriculteurs à Correntina" (source : Commission pastorale pour la Terre, 2022).

Des compensations dans le municipie de São Desidério (État de Bahia)



Source : Cadastre Environnemental Rural, données en ligne (2021). Traitement et cartographie : Pierre Gautreau.

Une pratique fondée sur l'intimidation et la violence

Des photos d'hommes armés [pistoleiros] autour d'une table avec des fusils et des munitions ont circulé sur les réseaux sociaux des habitants de Correntina et de sa région, une ville de l'ouest de Bahia, à 918 kilomètres de la capitale Salvador. Depuis septembre, la violence a repris dans la région, face à la possibilité d'une défaite électorale du président Jair Bolsonaro. La raison de la multiplication de menaces de mort, de coups de feu, de tranchées ouvertes sur les routes, de destruction de ranchs et de clôtures est la dispute des agriculteurs pour les zones de végétation native du cerrado et de toutes ses zones humides [veredas] dont les sources sont préservées par les communautés d'éleveurs [fechos de fundo e pasto] établies dans la région depuis plus de deux siècles. Ces éleveurs sont un peuple

traditionnel qui élève du bétail et survit grâce à un usage raisonné des ressources et à l'agriculture de subsistance. Bien que reconnu officiellement par le gouvernement de l'État, pratiquement aucune mesure n'est prise pour préserver le mode de vie et la sécurité de ces communautés. L'attaque la plus récente a eu lieu dimanche dernier [6 novembre], à 10 heures du matin. Deux hommes âgés revenaient avec les dix vaches qu'ils avaient lâchées quelques jours auparavant dans l'enclos de Capão do Modesto. Monsieur João, âgé de 81 ans, a vu un motocycliste s'éloigner tandis qu'un autre homme, brun et grand, coupait la clôture de la communauté.

Commission Pastorale pour la Terre de Bahia, 10 novembre 2022

PEUPLEMENT, POPULATION, LUTTES

Une nouvelle constitution au Chili

En octobre 2019, des manifestations de mécontentement éclatent à Santiago du Chili en réaction à l'augmentation du prix du ticket de métro de 30 pesos (l'équivalent de 0,3 euro). Bientôt désignées comme l'estallido social, elles sont très vite violemment réprimées par le gouvernement de Sébastien Piñera qui ne tarde pas à envoyer l'armée et à déclarer l'état d'urgence.

Ces manifestations ne sont que le sommet de l'iceberg d'un mécontentement bien plus profond ancré dans trente années de politique économique et sociale néolibérale, inspirée de l'École de Chicago. Les inégalités en matière de santé, d'éducation et de salaires y sont parmi les plus profondes d'Amérique latine alors même que le pays est entré dans l'OCDE en 2010 et qu'il détient des ressources en terres agricoles et minières prisées dans les échanges commerciaux mondiaux. Cette manifestante enveloppée dans un drapeau mapuche, photographiée à l'issue d'une marche, incarne les deux catégories de la population les plus touchées par ces inégalités : les femmes et les autochtones. Datée de janvier 2022, soit près d'un an et demi après le début des manifestations et *a fortiori* dans un contexte de crise sanitaire, elle montre l'ampleur sociale du phénomène qui frappe également les jeunes, les personnes âgées et finalement une majorité de la population constituée d'une classe moyenne non consolidée et vulnérable face au moindre incident de la vie (maladie, perte d'emploi, séparation) en raison du très fort taux d'endettement et de la faible redistribution des richesses.

Rapidement, les manifestants revendiquent une nouvelle Constitution pour remplacer celle de 1980 rédigée sous la dictature du Général Pinochet. Cette

demande n'est pas inédite et de nombreuses modifications avaient déjà été apportées au texte constitutionnel depuis la transition démocratique. Mais cette fois, le mouvement obtient l'organisation d'un référendum, qui a lieu le 25 octobre 2020. La participation est faible (51 %) mais le résultat est net : 78 % des votants disent oui à une nouvelle Constitution et 79 % demandent la formation d'une assemblée constituante.

La Constituante élue en mai 2021 est composée de 155 membres élus au suffrage universel et selon un scrutin proportionnel. Des quotas ont été mis en place pour assurer la parité femmes-hommes et une représentation des communautés indigènes, 17 sièges leur ayant été réservés. Une liste de candidats indépendants des partis traditionnels émerge : la "Liste du peuple". Directement issue des manifestations de 2019, elle remporte 26 sièges. 60 % des députés élus se réclament de l'estallido social, soit comme indépendants, soit comme membres de partis soutenant le mouvement.

La nouvelle assemblée a disposé d'un an (du 4 juillet 2021 au 4 juillet 2022) pour proposer un nouveau texte constitutionnel ambitieux au regard des thèmes traités — droits fondamentaux, nature et environnement, participation démocratique, organisation territoriale incluant les territoires autochtones, décentralisation.

Chaque article a fait l'objet d'un vote et le texte final a été soumis à un référendum obligatoire de sortie le 4 septembre 2022. Malgré la qualité globale de l'écriture, le texte n'a pourtant pas été adopté. Il a été en effet jugé trop radical sur le traitement de certaines questions comme celle de l'eau ou des autochtones. La droite et l'extrême droite ont mené une puissante campagne

contre le texte très appuyée par les médias traditionnels, mais aussi par les réseaux sociaux. Alors que les régions rurales et minières, les plus excentrées, auraient bénéficié au premier chef de la nouvelle Constitution en termes de décentralisation, avec le remplacement du Sénat par une chambre des régions, ce sont elles qui s'y sont le plus clairement opposées. En effet, leurs économies restent très dépendantes d'un modèle extractiviste (mines de cuivre, industrie de la cellulose, agriculture d'exportation), qui fournit aux électeurs emplois et revenus. Le contexte de forte inflation liée à l'augmentation des prix du carburant a amplifié leur rejet.

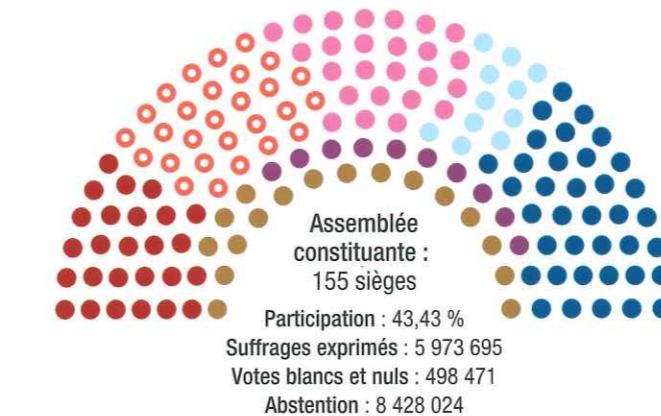
Le processus ne semble pour autant pas terminé puisque plusieurs constituants ont intégré le gouvernement après le refus du texte. En outre les questions sociales (habitat précaire et homicides en forte augmentation dans le centre-ville de la capitale) et environnementales (le Chili vient d'entrer dans sa quatorzième année consécutive de sécheresse) sont plus que jamais visibles et d'actualité. Le président Boric, successeur de Piñera, met ces questions fortement politiques à son agenda national et international. Ainsi sa ministre de l'environnement, Maisa Rojas, a été motrice au sein de la COP 27 pour proposer un fonds spécial "pertes et dommages" destiné à aider les pays les plus touchés par le dérèglement climatique.



Un mouvement social profond et durable

Une manifestante de dos, Santiago de Chili, Plaza Baquedano, rebaptisée Plaza Dignidad, 21 janvier 2022 © Emma Andrieux

Le renouvellement politique à l'assemblée constituante



Groupes issus des partis traditionnels (nombre d'élus) :

- Approbation dignité (28)
- Liste d'approbation (25)
- En avant pour le Chili (37)

Groupes composés d'indépendants et de candidatures citoyennes :

- La liste du peuple (26)
- Elus autochtones (17)
- Indépendants non neutres (11)
- Autres listes indépendantes et citoyennes (10)

Le projet de Constitution soumis à référendum

Le président chilien Gabriel Boric présente le décret convoquant le référendum national du 4 septembre sur le projet de Constitution, Santiago du Chili, 4 juillet 2022 © Pablo Sanhueza/Reuters



PEUPLEMENT, POPULATION, LUTTES

Autochtone(s)

Répondre simplement à la question "qu'est-ce qu'être autochtone en Amérique latine aujourd'hui" est de plus en plus difficile. Les modes de vie de moins en moins différenciés du reste de la population, l'évolution des formes de mobilisation politique, mais aussi le regard porté par les sociétés dominantes sur ces Latino-Américains pas comme les autres, tout concourt à complexifier l'autochtérie contemporaine.

Alors que les autochtones sont généralement perçus à travers leur différence par rapport aux sociétés nationales, la plupart d'entre eux revendiquent au contraire leur pleine intégration à la nation. À leurs yeux, c'est l'absence de prise en compte des spécificités de leur histoire et de leurs conditions de vie qui empêche que soit entièrement reconnue leur qualité de citoyens. Rares sont les revendications sécessionnistes et indépendantistes autochtones. Ainsi, lorsque la guérilla zapatiste est sortie de la forêt Lacandone en 2001, ce fut pour rejoindre la place qui symbolise la nation mexicaine, le Zócalo de la capitale : elle y a clamé le mot d'ordre "Jamais plus un Mexique sans nous". Bien qu'elle soit formée majoritairement d'habitants autochtones de la frontière avec le Guatemala, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) incorpore également des intellectuels révolutionnaires des années 1970 ayant fui la répression dans les villes. Lancée en 1994, le jour même de l'entrée en vigueur de l'ALENA (traité de libre-échange entre Mexique, États-Unis et Canada), la guérilla s'est donné pour objectif de connecter luttes locales, nationales et internationales, dans le sillage du mouvement altermondialiste naissant. Elle est donc représentative de l'autochtérie contemporaine en Amérique

latine, profondément intégrée aux enjeux actuels des États nationaux, et non pas cantonnée dans des territoires coupés du monde. Malgré le coup d'éclat de 2001 et la popularité internationale du sous-commandant Marcos, chef charismatique du mouvement, les revendications n'ont guère été entendues par l'État mexicain, et l'EZLN s'est depuis lors replié sur son réduit frontalier.

Habitants des grands espaces dans nos imaginaires européens, les autochtones latino-américains vivent désormais pour 51 % d'entre eux dans les villes. Ils sont certes proportionnellement plus ruraux que la population totale d'Amérique latine, urbaine à 81 %. Mais la ville constitue désormais le cadre de vie principal de la majorité des autochtones, à l'image de cette femme en costume de l'Altiplano qui emprunte le tout nouveau téléphérique reliant la ville de La Paz à la ville d'El Alto. Très majoritairement ruraux au Brésil, au Panama, en Colombie ou en Équateur, les autochtones sont principalement urbains au Chili ou au Venezuela (plus de 60 %). Paradoxalement, cette plus grande présence en ville tend à rendre de plus en plus invisibles les autochtones. Ils y perdent souvent les traits extérieurs qui les caractérisent aux yeux de la société. Les personnes les plus âgées conservent leurs habits traditionnels — c'est le cas de la passagère du téléphérique —, mais c'est plus rarement le cas des jeunes générations. Surtout, la ville avec ses nouvelles sociabilités distend les organisations communautaires. Mais elle ne supprime pas l'autochtérie des individus, elle la recompose : la femme du téléphérique appartient probablement à une communauté rurale dont les membres vivent alternativement sur les hautes

terres rurales et dans les faubourgs d'El Alto, combinant agriculture et commerce, organisation communautaire et sociabilités urbaines plus individuelles.

Bien que les données statistiques disent peu de la condition autochtone actuelle, cette carte permet de comparer les situations entre pays. Les chiffres issus des recensements sont toujours à prendre avec précaution. Ils reposent en général sur une auto-identification de l'appartenance ethnique. Selon les territoires et les contextes, les individus sont plus ou moins enclins à se déclarer autochtones. Ceci précisé, on découvre que le Brésil est un des pays où la proportion d'autochtones dans la population totale est la plus faible (0,5 %), tout juste surpassé en la matière par El Salvador (0,2 %). Dans un Paraguay où le guaraní, langue autochtone, a le statut de langue officielle, seuls 1,8 % des habitants se déclarent comme tels. De façon contre-intuitive, des États perçus comme plus "blancs", l'Uruguay ou l'Argentine, surpassent nettement le Brésil avec un chiffre de 2,4 %. À ces pays des terres basses où les populations autochtones ont été massivement marginalisées et décimées, s'opposent les pays où elles ont perduré, par la guerre ou grâce à leur dynamisme démographique en milieu paysan : l'axe andin (Chili, Pérou, Bolivie, Colombie), prolongé par le Guatemala et le Mexique, héberge aujourd'hui l'immense majorité des 45 millions d'autochtones recensés en Amérique latine.



Une revendication d'intégration à la Nation

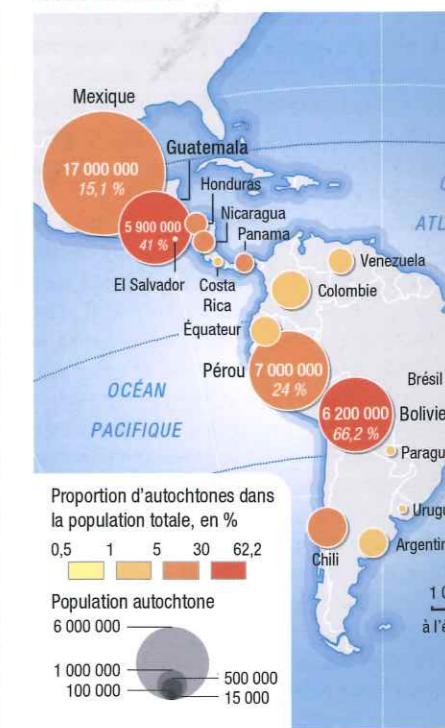
150 000 personnes rassemblées devant le palais présidentiel à Mexico, le 11 mars 2001, venues écouter le sous-commandant Marcos à l'issue d'une marche de 3000 kilomètres pour la promotion d'une législation sur les droits des indigènes © Alfredo Estrella/AFP

Une population autochtone majoritairement urbaine

Une femme indigène dans le téléphérique reliant La Paz à El Alto en Bolivie © Christian Franz Tragni/Redux-REA



Le poids démographique des autochtones



PEUPLEMENT, POPULATION, LUTTES

Féminismes

La présence des mouvements féministes dans l'espace public en Amérique latine est devenue un phénomène massif depuis le début des années 2010. Ses incidences politiques et sociologiques, quoiqu'encore limitées du point de vue légal, sont d'ores et déjà profondes. Bien qu'ancien dans la région, notamment en milieu urbain et lettré, le féminisme prend désormais un tour plus transgénérationnel, plus populaire, au gré de campagnes de plus en plus efficaces.

Dans les rues du centre de Buenos Aires, des femmes manifestent leur joie à l'issue du vote qui vient de confirmer le droit à l'avortement en Argentine le 30 décembre 2020. Les drapeaux et étoffes vertes ondulent, symboles de cette "marée verte", campagne pour la reconnaissance de ce droit lancée en 2004, puis exacerbée à partir d'un premier échec législatif en 2018. Sur fond vert, un fichu blanc évoque Les Grands-mères de la Place de Mai, association recherchant les enfants enlevés à leur famille pendant la dernière dictature (1976-1983). Au-dessus du symbole, un slogan: "Éducation sexuelle pour décider, contraceptifs pour ne pas avorter, avortement légal pour ne pas mourir". Dans une région très restrictive en matière d'avortement, l'Argentine n'est que le quatrième pays à en faire un droit au plein sens du terme, accompagné de garanties médicales et de gratuité des soins. Dans le reste de la région, les pays oscillent entre lente dépenalisation et interdiction stricte, avec toujours d'énormes inégalités d'accès à l'aide médicale en fonction du territoire où l'on se trouve, et une absence de services dédiés en dehors des plus grandes villes. En Argentine, le mouvement pro-avortement a pris une grande ampleur à partir de 2015 et le lancement

de la campagne "Ni Una Menos" (Pas une de moins) contre les féminicides. La présence massive des "pibas" ("les filles"), jeunes femmes militantes qui organisent de façon non-hiéarchique les manifestations, fait la force du mouvement. Le *modus operandi* de la "marée verte" est désormais commun aux activistes de toute l'Amérique latine: descentes bruyantes dans la rue dès l'annonce d'un féminicide, caractère festif des défilés, dimension artistique collective. Au Chili, les performances de rue de "Las Tesis" ont rythmé les protestations sociales de 2019 et accompagné le mouvement pour la réécriture de la Constitution chilienne, sans réussir encore à inscrire dans la loi le droit à l'avortement.

Le féminisme argentin de 2020 a peu à voir avec celui des années 1960, bien que cette décennie ait déjà connu quelques manifestations urbaines. Dans une Buenos Aires très connectée aux débats politiques qui traversent l'Amérique du Nord et l'Europe, naît alors un féminisme organisé selon les canons européens, à l'instar du "Movimiento de Liberación Feminista" (MLF), et qui va rapidement trouver son icône dans la bande-dessinée. Il est aujourd'hui troublant de lire Mafalda, personnage enfantin dessiné par Quino entre 1964 et 1973: au thème de la libération de la femme des tâches domestiques s'ajoutent les évocations d'un machisme fortement incorporé dans le comportement social. Face à la force actuelle d'évocation féministe de la petite Mafalda, la petite histoire oubliera que celle-ci est née à la demande d'une... marque de lessive dont le nom commençait par un "M" (Mansfield). Afin de promouvoir implicitement le produit, Quino chercha en 1964 à créer une héroïne de bande-dessinée dont le nom commençait lui aussi par un "M"!

Les nouveaux féminismes s'invitent aujourd'hui dans les espaces politiques conventionnels, avec l'élection de Francia Márquez au poste de vice-présidente de Colombie aux élections de 2022. Dans ce visuel de campagne destiné aux réseaux sociaux où elle apparaît avec le futur président Gustavo Petro, tout est fait pour brouiller les codes sociaux quant à la position des femmes en politique. À Márquez le poing levé en signe de lutte, à Petro le signe du cœur fait avec les mains et le hashtag #Amor. À elle la position surplombante dans l'affiche malgré son poste de vice-présidente. Sa boucle d'oreille en forme de Colombie indique "Vivir Sabroso", un terme traduisible par "vivre à plein" ou "savourer la vie", qu'elle oppose au fait de vivre dans la peur du lendemain ou des oppressions. Depuis son adolescence, elle associe lutte contre l'extraction minière et revendications en faveur des femmes, ce qui lui valut de recevoir en 2018 le prix Goldman, le "Nobel de l'environnement". Ce "Vivir Sabroso", proche du "Vivir Bien" andin, fait partie de ces notions autochtones ou noires porteuses de nouveaux modèles de développement au XXI^e siècle. Femme noire issue des communautés descendantes d'esclaves marrons du Pacifique, jeune paysanne désormais diplômée en droit, militante écoféministe et participante active aux accords de paix entre la guérilla des FARC et l'État colombien, Francia Márquez résume à elle seule la complexité des bouleversements induits par les féminismes contemporains.



Le succès du mouvement pro-avortement en Argentine

Manifestations en faveur de la légalisation de l'avortement après l'adoption par le Sénat d'un projet de loi sur l'avortement, à Buenos Aires, le 30 décembre 2020 © Agustín Marcarian/Reuters

Mafalda, icône du premier féminisme latino-américain

Quino, Mafalda, Glénat © 2023, légataire de Joaquín S. Lavado (Quino)



Francia Márquez, une féministe en politique

Visuel de campagne de Gustavo Petro et Francia Márquez pour les élections présidentielles de 2022.



PEUPLEMENT, POPULATION, LUTTES

Une violence structurelle

En 2018, l'Amérique latine concentrerait plus de 39 % des homicides recensés dans le monde et 41 des 50 métropoles les plus dangereuses (selon la Banque interaméricaine de développement). Les villes de Caracas, San Pedro Sula, San Salvador et Acapulco sont les plus violentes de la planète, avec des taux d'homicides vingt fois plus élevés que la moyenne mondiale (jusqu'à 80 pour 100 000 contre 4 pour 100 000).

Des villes frontières comme Tijuana sont décrites comme des Babylone contemporaines par le romancier états-unien Kem Nunn dans *Tijuana Straits* où trafics et prostitution convergent pour expliquer les disparitions de migrants, les féminicides, les meurtres de journalistes et de défenseurs de l'environnement et des droits humains. Les chiffres sont vraisemblablement sous-estimés en raison de la faible confiance des habitants dans les institutions, notamment la police et la justice, qui font que moins de la moitié des crimes font l'objet d'une plainte.

Le chômage des jeunes est le principal facteur explicatif. Ceux-ci trouvent aisément des activités dans le crime organisé (narco-trafic, traite des personnes, exploitation illégale des ressources naturelles), avec une forte utilisation d'armes à feu. C'est le cas surtout en Amérique centrale où sévissent les *maras*, des gangs armés particulièrement violents, nés dans les années 1980. Mais cette violence structurelle est aussi l'héritage des millions de morts causées par la conquista que ce soit par les armes, les maladies, le travail forcé ou par l'esclavage qui a suivi. Bien qu'elle n'ait pas été à proprement parler reconnue comme génocidaire, cette violence multiple a

certainement laissé des stigmates dans les sociétés contemporaines.

Dans l'histoire récente, la succession de coups d'État et de guerres civiles qu'a connue la région, devenue protagoniste indirecte de la Guerre froide à partir des années 1950, s'est accompagnée de tortures, de disparitions, d'exactions. Les campagnes électorales sont encore souvent le théâtre de ce type de violences. Le jour du second tour de l'élection présidentielle brésilienne de 2022, la députée d'extrême droite Carla Zambelli sort ainsi armée en plein São Paulo. Les violences policières occasionnées par la répression de l'estallido social de 2019 au Chili sont également dénoncées dans l'espace public à Santiago. La plaza Baquedano du nom d'un homme politique et militaire du XIX^e siècle, dont la statue a été déboulonnée, a été rebaptisée Plaza Dignidad en hommage aux 30 morts et aux milliers de blessés-oculaires surtout, en raison de l'utilisation d'armes de type flashlight. Les inscriptions témoignent de ce besoin de justice, de vérité et de mémoire principalement autour des violences policières : ACAB pour "all cops are bastards" ("tous les flics sont des salauds"), "paco culiao" ("flic enculé"). La statue du chien des rues tout autant. Surnommé Matapacos ("tueur de flic"), il est connu pour avoir participé aux manifestations de 2011 en aboyant à chaque fois qu'il apercevait un policier. Des graffitis ou des fresques rappellent eux la portée environnementale ("sans eau la vallée meurt"), féministe (femme qui brise ses chaînes) ou autochtone (typographie de MEMORIA) des luttes.

Les prisons sont des caisses de résonance de la violence en Amérique latine. C'est ce que décrit la série argentine Netflix

El Marginal ou bien encore le travail photographique de l'italien Valerio Bisburi qui a enquêté dans 74 prisons pour hommes et pour femmes dans neuf pays. En effet, les systèmes pénitentiaires y sont en crise, soumis à la surpopulation carcérale. Dans la plupart des prisons, les "Règles minimales pour le traitement des prisonniers" approuvées à Genève en 1955 ne sont pas appliquées. L'Équateur, par exemple, concentre ses 40 000 détenus dans seulement 52 prisons. Il est donc fréquent que des affrontements entre bandes rivales s'y produisent. Ces événements sont bien souvent meurtriers : huit massacres en un an conduisent le président équatorien à décréter l'état d'exception dans toutes les prisons du pays en 2021. L'une des pires organisations criminelles d'Amérique latine, le PCC (Premier Commando de la capitale) est d'ailleurs né dans la prison pauliste de Taubaté au Brésil dans les années 1990 pour améliorer le quotidien des détenus, mais aussi organiser leurs évasions et maintenir un lien avec l'extérieur notamment pour des activités criminelles.

Ceci dit, certains pays de la région tentent de mettre en place des dispositifs permettant de traiter les traumatismes collectifs liés à la violence d'État et aux guerres civiles, depuis l'Argentine en 1984 jusqu'à la Colombie en 2018, suite aux accords de paix de 2016 entre l'État colombien et les FARC. Ceux-ci mettent au jour les violences politiques et reconnaissent le statut de victimes à la société civile prise dans les conflits. Six prix Nobel de la paix ont aussi été attribués à des Latino-Américains (deux Argentins, un Colombien, un Costaricain, une Guatémaltèque et un Mexicain).

Tijuana selon le romancier Kem Nunn

Il n'aurait su déterminer avec précision quand les choses s'étaient gâtées, sans doute au grand rond-point appelé le Cinq et Dix, où toutes les rues de Tijuana se croisent avec d'autres rues de Tijuana, alors qu'il cherchait désespérément celle qui s'appelait Agua Caliente et/ou le restaurant Carnitas Urapana, celui qu'il verrait en premier car l'un marquait

l'entrée de l'autre. En fait, il lui semblait bien avoir aperçu un tel établissement au moment où un gigantesque camion à ordures à seize roues avait failli lui rentrer dedans, l'obligeant à tourner avant qu'il ne soit prêt, coupant la route à deux files de voitures au son des avertisseurs et des insultes hurlées dans une langue étrangère. Il n'avait pas eu d'autre choix que de continuer à rouler, sur des voies à sens unique, devant des décharges et des débits d'alcool, des truands à tous les coins de

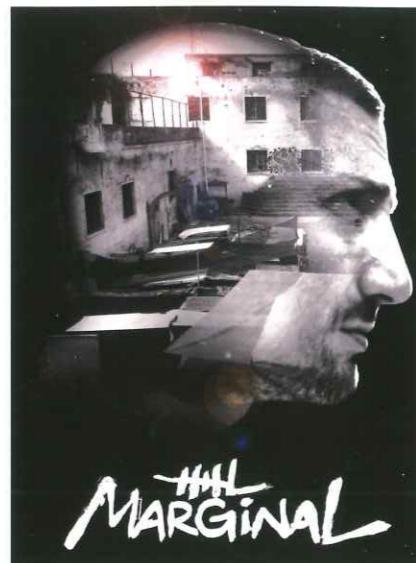
rue, des chiens lancés au galop, devant des maisons décrépites dont les façades avaient pris des couleurs dignes d'un mauvais trip sous acide. Il avait beau essayer de regagner le Cinq et Dix, il ne cessait de s'enfoncer dans un paysage urbain de plus en plus glauque, sur de l'asphalte de moins en moins dense, qui finit d'ailleurs par céder la place à une piste de terre. Et, au bout du compte, la piste elle-même disparut au profit d'un chemin de pierre et de sable, qui lui donna l'impression de se trouver dans le lit asséché d'une rivière, sanctuaire de vieux pneus et de fournitures au rebut, de carcasses de véhicules qui avaient eu le malheur d'arriver dans ces territoires désolés avant lui et y avaient pour leur peine trouvé les pièces qui leur manquaient.

Le soleil carambolait sur ce paysage impitoyable avec une intensité presque aussi vibrante qu'un coup de cymbales — pour en masquer le son, le lecteur de cassettes qui se balançait sous le tableau de bord déversait du Chet Baker. Fahey croqua du Valium — les petits cachets bleus de dix milligrammes, deux à la fois — et les fit passer avec la bière qu'il gardait coincée entre ses cuisses en sueur, la cannette sortant du pack de six sur le siège d'à côté. Il essaya avec son avant-bras la transpiration qui lui coulait dans les yeux et découvrit que le ravin étroit dans lequel il s'était engagé débouchait non loin de là sur un décor spectaculaire.

Kem Nunn, *Tijuana Straits*, trad. Natalie Zimmermann, Sonatine, 2011 [2004].



La veille du second tour de la présidentielle...



Une violence carcérale exacerbée

Sebastián Ortega, Adrián Caetano, *El Marginal*, 2016.

La plaza Dignidad à Santiago du Chili

La Plaza Baquedano, rebaptisée Plaza Dignidad lors de l'estallido social © Cécile Faliès



PEUPLEMENT, POPULATION, LUTTES

Métissage(s)

Bien qu'il ne soit pas une spécificité latino-américaine, le métissage a été si brusque et si systématique qu'il a marqué l'identité de la région dès l'arrivée des Espagnols. À la fois reflet de la violence coloniale et revendiqué aujourd'hui comme une richesse, il reste un phénomène impossible à saisir de façon précise, tant les représentations sociales, les méthodes de recensement dites "ethniques" ou encore les études génétiques peinent à rendre compte d'un processus culturel d'une grande complexité.

Les quatre personnes portant à la main une pancarte arborant le hashtag #SoyNikkei (#JesuisNikkei) sont des descendants d'immigrés japonais au Pérou. Ils clament leur fierté d'être péruviens ("orgullosoamente peruano"). En 2017, des associations de Nikkei ont obtenu de pouvoir se déclarer tels au recensement national. Ces descendants d'immigrés japonais cherchent à valoriser une culture métisse, tout en faisant explicitement allégeance à la patrie péruvienne. Cette campagne de promotion n'a pas donné tous les fruits espérés, seules 22 534 personnes s'étant déclarées Nikkei, sur un total estimé à quelques 50 000 au début des années 2000, voire à 100 000 selon les associations. Quoiqu'il en soit, on voit dans cette démarche l'activisme d'une minorité en construction dans le Pérou contemporain (moins de 1 % de la population du pays), dont l'inscription dans le recensement vientachever de normaliser la présence.

Initiée à la toute fin du XIX^e siècle, l'immigration japonaise au Pérou a été douloureuse et parfois complexe. Arrivés pour travailler dans les plantations de canne à sucre, les premiers migrants les ont généralement quittées pour la ville en raison des dures conditions de travail. Lors

de la Seconde Guerre mondiale, la taille de la communauté japonaise péruvienne a fait craindre aux États-Unis que le pays serve de base arrière au Japon dans la guerre du Pacifique. Alors que dans les autres pays latino-américains, les Japonais sont regroupés et isolés à l'intérieur des terres (Brésil), le Pérou emprisonne et déporte aux États-Unis plus de 1 700 personnes, qui resteront pour la plupart sur place ou ré-émigrent dans d'autres pays latino-américains. Plus tard, dans les années 1990, l'arrivée à la présidence d'Alberto Fujimori, descendant de Japonais, a eu des effets ambigus sur la perception des Nikkei. Signe de leur capacité à accéder aux cercles du pouvoir, notamment économique, elle a également associé l'ascendance japonaise à la violence du pouvoir fujimoriste et à ses nombreuses atteintes aux droits de l'Homme.

C'est à une tout autre forme de métissage que renvoie Elisa Loncón, la Mapuche qui a piloté la rédaction de la nouvelle Constitution chilienne entre 2021 et 2022, en tant que présidente de l'assemblée constitutionnelle. Elle est autochtone et appartient à un groupe symbole de la résistance à l'État. Femme d'origine rurale dans une société très patriarcale, défenseuse de l'environnement dans un pays où a triomphé le néolibéralisme, elle est photographiée ici le jour de sa prise de fonction, vêtue d'habits traditionnels et brandissant un drapeau mapuche, devenu un des étendards de la contestation en 2019. Son discours inaugural résumait les promesses intersectionnelles dont elle était porteuse : "Cette convention transformera le Chili en un pays interculturel, qui respecte les droits des femmes, les droits de la Terre Mère et les droits des peuples originels". Mais en même temps, Elisa Loncón représente l'élite lettrée du pays, académique et internationale, exerçant comme professeure

de linguistique mapuche dans plusieurs universités. Sa trajectoire démontre qu'un Chili plus respectueux de ses autochtones et leurs traditions, ouvert sur le monde, est possible. Cependant, c'est entre autres raisons parce que le projet de nouvelle Constitution proposait un État "plurinational" que celui-ci a été rejeté par référendum en 2022. Pour une majorité de Chiliens, reconnaître plusieurs "nations" dans un État républicain qui, dès ses origines, n'en reconnaît qu'une seule, c'était courir le risque de la désunion. Elisa Loncón incarne les tensions d'un métissage encore loin d'être apaisé.

Car c'est bien à la violence initiale de la formation des sociétés latino-américaines que renvoie l'idée de métissage, au-delà des visions romantisées de la fusion des peuples. C'est ce que rappelle la berceuse *Duerme negrito*, inquiétante chansonnette où l'on rappelle à l'enfant que si sa mère n'est pas là pour sa sieste, c'est parce qu'elle trime aux champs pour lui rapporter de la nourriture. Et si l'enfant ne s'endort pas, le "diable blanc" (le patron esclavagiste) viendra manger son "petit pied". Popularisée par les Argentins Atahualpa Yupanqui et Mercedes Sosa dans les années 1960, *Duerme negrito* est devenu un air incontournable du folklore latino-américain, chanté dans le monde entier. Comme de nombreux musiciens engagés dans l'effervescence militante, anti-autoritaire ou révolutionnaire des années 1950-1970, Atahualpa Yupanqui aarpenté la région pour recueillir des chansons populaires, dans ce cas précis parmi les cultures noires à la frontière entre Colombie et Venezuela. Dans cette berceuse s'inversent les valeurs de la société esclavagiste et coloniale, la tendresse étant du côté du "petit noir" alors que le diable est blanc, l'anthropophagie du côté des colons et non des "sauvages".



Les Nikkei, enfants de la diaspora japonaise au Pérou

Yuriko Tanaka, Alexis Sakuda, Geraldine Sakuda et Caroline Gibu, promoteurs de la campagne "#Je suis Nikkei" au Pérou © APJ/José Vidal

Le métissage, héritier de la violence esclavagiste

*Duerme, duerme, negrito,
Dors, dors, enfant noir,
Que tu mama está en el campo
Pendant que ta mère est aux champs
Negrito.
Enfant noir.
Duerme, duerme, negrito,
Dors, dors, enfant noir,
Que tu mama está en el campo,
Pendant que ta mère est aux champs
Negrito.
Enfant noir.*

*Te va a traer carne de cerdo para ti,
Elle va t'apporter de la viande de porc,
Te va a traer mucha cosa para ti.
Elle va t'apporter beaucoup de choses.
Y si negro no se duerme
Et si le noir ne s'endort pas
Viene diablo blanco
Viendra le diable blanc
Y jzas!
Et patatas!
Le come la patita.
Il te mangera ta petite patte.
Chacapumba (x6)
Enfant noir.*

PEUPLEMENT, POPULATION, LUTTES

Les migrations

Il y a, selon Alain Rouquié, "trois Amériques : l'immigratoire et européenne, la Caraïbe africaine et métissée, enfin l'Amérique indienne", faite des "peuples neufs", "des peuples transplantés" et des "peuples témoins" de l'anthropologue brésilien Darcy Ribeiro. Les Amériques sont ainsi nées des migrations à toutes les échelles, vers les Amériques, entre l'Amérique latine et les États-Unis, dans l'Amérique andine, entre pays, entre villes et campagnes. Elles s'inscrivent ainsi précocelement dans le système-monde. Le front pionnier, qui consiste à mettre en valeur temporairement des espaces en se fondant sur des cycles économiques (or, café, caoutchouc, soja, etc.) peut même être considéré comme à la base de la société latino-américaine actuelle.

En 1961, les paroles du thème "America" composé par Leonard Bernstein pour la comédie musicale *West Side Story* illustrent parfaitement les facteurs qui poussent les Portoricains au départ (catastrophes naturelles, pauvreté, discriminations, surpopulation) et attirent aux États-Unis (biens de consommation, logement, démocratie). Elles restent d'actualité pour caractériser les migrations latino-américaines vers ce pays.

La frontière entre le Mexique et les États-Unis et ses villes-jumelles (San Diego-Tijuana, Calexico-Mexicali, El Paso-Ciudad Juarez, Laredo-Nuevo Laredo) sont loin d'être les seuls espaces concernés aujourd'hui par les migrations. En effet, depuis les années 1990, les dynamiques migratoires en provenance du Triangle Nord de l'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Nicaragua) se sont élargies à des villes du sud du Mexique, comme Tenosique de Pino-Suarez (État du Tabasco)

réunissant les représentants de vingt pays (l'Argentine, La Barbade, le Belize, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, les États-Unis, le Panama, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay) s'est conclu par la signature de la "Déclaration de Los Angeles" sur le sujet clé et continental des migrations. Le texte repose sur quatre piliers : le soutien aux pays accueillant des migrants, de nouvelles voies légales pour les travailleurs étrangers, une approche conjointe de la protection des frontières, y compris dans la lutte contre les réseaux de passeurs, et une réponse coordonnée et ciblée aux flux à la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Cet accord n'est pas contraignant et tous les pays n'étaient pas invités (Venezuela, Cuba, Nicaragua) mais il a des conséquences concrètes. Le Mexique s'est engagé à augmenter de 10 000 à 20 000 le nombre de personnes pouvant bénéficier d'un permis de travail. Le Canada va ouvrir ses frontières à 50 000 travailleurs du secteur agricole. Le Belize compte lancer un programme de régularisation d'immigrés illégaux, tandis que le Costa Rica va renouveler un programme de protection temporaire pour des personnes venues de Cuba, du Nicaragua, ou encore du Venezuela. Les États-Unis comptent aussi accueillir 20 000 réfugiés venus d'Amérique latine en 2023 et 2024 et débloquer une enveloppe de 314 millions de dollars d'aide humanitaire destinée en priorité aux migrants vénézuéliens.

Le premier "Sommet des Amériques" post-Trump qui s'est tenu en juin 2022,

réunissant les représentants de vingt pays (l'Argentine, La Barbade, le Belize, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, les États-Unis, le Panama, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay) s'est conclu par la signature de la "Déclaration de Los Angeles" sur le sujet clé et continental des migrations. Le texte repose sur quatre piliers : le soutien aux pays accueillant des migrants, de nouvelles voies légales pour les travailleurs étrangers, une approche conjointe de la protection des frontières, y compris dans la lutte contre les réseaux de passeurs, et une réponse coordonnée et ciblée aux flux à la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Cet accord n'est pas contraignant et tous les pays n'étaient pas invités (Venezuela, Cuba, Nicaragua) mais il a des conséquences concrètes. Le Mexique s'est engagé à augmenter de 10 000 à 20 000 le nombre de personnes pouvant bénéficier d'un permis de travail. Le Canada va ouvrir ses frontières à 50 000 travailleurs du secteur agricole. Le Belize compte lancer un programme de régularisation d'immigrés illégaux, tandis que le Costa Rica va renouveler un programme de protection temporaire pour des personnes venues de Cuba, du Nicaragua, ou encore du Venezuela. Les États-Unis comptent aussi accueillir 20 000 réfugiés venus d'Amérique latine en 2023 et 2024 et débloquer une enveloppe de 314 millions de dollars d'aide humanitaire destinée en priorité aux migrants vénézuéliens.

À l'échelle continentale, entre 2011 et 2018, le Chili a accueilli 200 000 Haïtiens, qui occupèrent en grand nombre des emplois subalternes, dont la main d'œuvre locale se détournait. Rapidement racisés, ces migrants sont les premiers à subir économiquement la crise politique profonde que traverse le pays depuis 2019, puis la crise engendrée par la pandémie de Covid-19 à partir de 2020.

Le premier "Sommet des Amériques" post-Trump qui s'est tenu en juin 2022,

L'attrait des États-Unis

ANITA

Porto Rico,
Dévotion de mon cœur...
Laisse-la sombrer dans l'océan!
Sans cesse des ouragans
Sans cesse la population croît
Et l'argent manque
Et le Soleil tape
Et les habitants filent.
J'aime l'île de Manhattan
Mets ça dans ta poche
Avec ton mouchoir dessus.

LES FILLES

J'aime vivre en Amérique
C'est bon pour moi en Amérique
Tout est libre en Amérique

BERNARDO

Pour un petit prix en Amérique!

ANITA

Acheter à crédit c'est tellement bien

BERNARDO

Dès qu'ils nous voient, ils doublent les prix.

ROSLIA

J'ai ma propre machine à laver.

JUANO

Que te restera-t-il à laver?

ANITA

Les gratte-ciel fleurissent en Amérique!

ROSLIA

Les Cadillacs vrombissent en Amérique!

TERESA

L'industrie boome en Amérique!

LES GARÇONS

Douze dans une chambre en Amérique!

ANITA

Plein de logements neufs avec plus de place!

BERNARDO

Plein de portes qui vous claquent à la figure!

ANITA

J'ai un appartement avec une terrasse!

BERNARDO

Mieux vaut se débarrasser de ton accent!

ANITA

La vie peut être radieuse en Amérique!

LES GARÇONS

Si tu peux te battre en Amérique!

LES FILLES

Tout va bien dans la vie en Amérique!

LES GARÇONS

Si tu es blanc en Amérique!

Leonard Bernstein, Stephen Sondheim, America, dans West Side Story, 1957.



Distribution de pain à des migrants vénézuéliens en Colombie

Distribution de pain pour les migrants vénézuéliens dans le camp improvisé de Bucaramanga en Colombie, 2018 © Benjamin Illy/Radio France/Maxppp

Une coopération internationale à l'échelle des Amériques

Nous, chefs d'État et de gouvernement (...) réunis à Los Angeles à l'occasion du neuvième Sommet des Amériques, réitérons notre volonté d'intensifier les efforts nationaux, régionaux et hémisphériques visant à créer les conditions d'une migration sûre, ordonnée, humaine et régulière et à renforcer les cadres de protection internationale.

Nous reconnaissons la nécessité de promouvoir les conditions politiques, économiques, sécuritaires, sociales et environnementales permettant aux personnes de mener une vie pacifique, productive et digne dans leur pays d'origine. La migration devrait être un choix et non une nécessité.

Nous sommes déterminés à protéger la sécurité, la dignité, les droits de la personne et les libertés fondamentales de tous les migrants, réfugiés, demandeurs d'asile, personnes déplacées et apatrides, quel que soit leur statut migratoire. Nous entendons coopérer étroitement pour faciliter une migration sûre, ordonnée, humaine et régulière, y compris le retour et la réadmission, conformément à la législation nationale.

Nous reconnaissons que la lutte contre les migrations internationales irrégulières nécessite une approche multilatérale et que les défis sanitaires, sociaux et économiques actuels de la pandémie exacerberont les causes profondes de la migration irrégulière.

Nous célébrons la tradition de notre région d'accueillir les réfugiés et les migrants et de faire preuve de solidarité avec nos voisins. Nous reconnaissons les contributions positives des réfugiés et des migrants au développement socio-économique de leurs communautés d'accueil. Nous saluons les efforts soutenus des États de notre hémisphère pour accueillir les réfugiés, offrir des voies de migration régulière, promouvoir l'intégration économique et sociale locale, faciliter le retour volontaire et soutenir la réintégration des rapatriés. Cette réponse ne doit pas reposer uniquement sur les communautés et les pays voisins des zones de flux migratoires.

Nous restons déterminés à tirer collectivement parti des avantages de la migration tout en relevant ses défis dans les pays et communautés d'origine, de transit, de destination et de retour. Nous le faisons dans un esprit de collaboration, de solidarité et de responsabilité partagée entre États souverains et indépendants et en partenariat avec la société civile et les organisations internationales.

Nous réaffirmons notre engagement commun à soutenir les communautés d'accueil, à renforcer les voies régulières et l'accès à la protection internationale, à favoriser les possibilités de travail décent, à faciliter la régularisation et l'accès aux services et à promouvoir les principes d'une migration sûre, ordonnée, humaine et régulière.

Déclaration de Los Angeles, 10 juin 2022.

SOURCES ET RESSOURCES

Études

Böhler Ève-Anne, Lúcio de Oliveira Valter, "Néolibéralisation de la nature sur la frontière agricole du Cerrado nordestin", Brésil(s), n° 13, 2018.

Böhler Ève-Anne, Gautreau Pierre, Lúcio de Oliveira Valter, "La revanche de l'agrobusiness brésilien. Usages et paradoxes de la régulation environnementale par le numérique", *Études rurales*, n° 209, 2022.

Cortes Geneviève, *Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines* (Bolivie), Paris, IRD Éditions, 2000.

Deler Jean-Paul, "Sur l'Amérique latine, miroir de la mondialisation", *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 2000.

Faret Laurent, Piboubès Jean-Yves, *Géopolitique des Amériques*, Paris, Nathan, 2022.

Glissant Édouard, "La latinité des Amériques", *Cahiers des Amériques latines*, n° 66, 2011.

Kourliandsky Jean-Jacques, "Le Mexique est-il un pays émergent?", *Revue internationale et stratégique*, n° 103, 2016.

Letourneau François-Michel, *L'Amazonie. Histoire, géographie, environnement*, Paris, CNRS Éditions, 2019.

Lézy Emmanuel, *Guyane, Guyanes : une géographie "sauvage" de l'Orénoque à l'Amazone*, Paris, Belin, 2000.

Louault Frédéric, Dabène Olivier, *Atlas de l'Amérique latine*, Paris, Autrement, 2022.

Musset Alain, *Le Mexique*, Paris, PUF, "Que sais-je?", 4^e éd., 2017.

Noucher Matthieu, Polidori Laurent (dir.), *Atlas critique de la Guyane*, Paris, CNRS Éditions, 2020.

Poupeau Franck, *Altiplano. Fragments d'une révolution* (Bolivie, 1999-2019), Paris, Raisons d'agir, 2021.

Proust Angèle, "Se nourrir par l'agriculture périurbaine à São Paulo", *EchoGéo*, n° 54, 2020.

Ribardière Antonine, Tallet Bernard, *Atlas Mégapoles*, Mexico, Paris, Autrement, 2011.

Rouquié Alain, *Amérique latine : introduction à l'Extrême-Orient*, Paris, Seuil, 1987.

Rouquié Alain, *L'appel des Amériques*, Paris, Seuil, 2020.

Salama Pierre, *Les économies émergentes latino-américaines. Entre cigales et fourmis*, Paris, Armand Colin, 2012.

Svampa Maristella, "Néo-développementisme extractiviste, gouvernements et mouvement sociaux en Amérique latine", *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, 2011.

Svampa Maristella, Slipak Ariel, "Amérique latine entre vieilles et nouvelles dépendances : le rôle de la Chine dans la dispute (inter)hégémonique", *Hérodote*, n° 171, 2018.

Théry Hervé, "Le Brésil, une puissance de demain?" dans Faret Laurent, Piboubès Jean-Yves (dir), *Géopolitique des Amériques*, Paris, Nathan, 2017.

Romans et essais

Carrière Jean-Claude, *La controverse de Valladolid*, Paris, Pocket, 1993.

Coloane Francisco, *Le sillage de la baleine*, trad. François Gaudry, Paris, Seuil, 2000.

Escobar Arturo, *Sentir-penser avec la Terre. L'écologie au-delà de l'Occident*, Paris, Seuil, 2018.

Galeano Eduardo, *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine*, Paris, Pocket, 2001 [1981].

Guimarães Rosa João, *Diadorim*, Paris, 10-18, 1995 [1956].

Le Clézio Jean-Marie Gustave, *Le rêve mexicain ou la pensée interrompue*, Paris, Gallimard, 2008.

Le Clézio Jean-Marie Gustave, *Ourania*, Paris, Gallimard, 2007.

Quiroga Horacio, *Contes de la forêt vierge*, Paris, Seuil, 1998.

Todorov Tsvetan, *La conquête de l'Amérique : la question de l'autre*, Paris, Seuil, 1991 [1982].

Zweig Stefan, *Amerigo : récit d'une erreur historique*, Paris, Belfond, 1992.

Musique

Acabou Chorare, *Novos Baianos*, 1972.

Baca Susana, *Eco de Sombras*, 2000.

Calle 13, "Latinoamérica", extrait de *Entre los que quieran*, 2010.

Downs Lila, *Border*, 2001.

Milton de Nascimento, *Clube de esquina*, 1972.

Piazzolla Astor, *Libertango* 1974.

Rodríguez Silvio, *Días y flores*, 1975.

Shakira, Anuel AA, "Me Gusta", 2020.

Sosa Mercedes, *El grito de la tierra*, 1970.

Zitarrosa Alfredo, *Yo sé quién soy*, 1968.

Ressources en ligne

L'Amérique latine : indications bibliographiques (agrégation et CAPES 2023) : geoconfluences.ens-lyon.fr/programmes/concours/bibliographie-americaine-latine

Andujar Claudia, Exposition "La Lutte Yanomami" : www.fondationcartier.com/expositions/claudia-andujar-lalutteyanomami

Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques à Toulouse : ipeat.univ-tlse2.fr/accueil/centre-de-documentation/ressources-en-ligne

Les performances de rue de "Las Tesis" au Chili, qui ont rythmé les protestations sociales de 2019 : www.youtube.com/watch?v=2l6SQqdn2Y8

Projet annuel brésilien de cartographie de l'utilisation et de la couverture des sols : www.mapbiomas.org/en

Réseau amazonien d'informations socio-environnementales géoréférencées : www.raisg.org/en/

Films et documentaires

Barreto Lima, *Sans peur, sans pitié*, 1953.

Bollaín Icíar, *Même la pluie*, 2010.

Costa Petra, *Une démocratie en danger*, 2019.

Cuarón Alfonso, *Roma*, 2018.

Dornelles Juliano et Filho Kleber Mendonça, *Bacurau*, 2019.

Guzmán Patricio, *Nostalgie de la lumière*, 2010.

Herzog Werner, *Fitzcarraldo*, 1982.

Iñárritu Alejandro González, *Amours chiennes*, 2000.

Joffé Roland, *Mission*, 1986.

Kusturica Emir, *El Pepe : Une vie suprême*, 2018.

Meirelles Fernando, Lund Kátia, *La Cité de Dieu*, 2002.

Plá Rodrigo, *La Zona, propriété privée*, 2007.

Poveda Christian, *La vida loca*, 2009.

Salles Walter, *Carnets de voyage*, 2004.

Sorín Carlos, *Bombón el perro*, 2004.

Sorín Carlos, *Historias mínimas*, 2002.

Ziv Ilan, *Capitalisme*, 2014.

Abonnez-vous à la documentation photographique

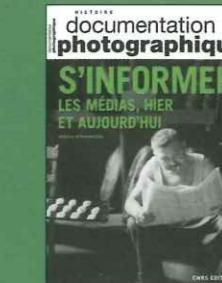
15% de remise sur le prix d'achat au n°

Retrouvez tous les 2 mois (6 n°/an) votre revue documentation photographique, l'**histoire et la géographie autrement**

FORMULE N° 1

	1 an	2 ans
France métrop.	55 €	110 €
Dom-Tom-Ctom/U.E.	65 €	130 €
Autres pays	75 €	150 €

6 NUMÉROS THÉMATIQUES



FORMULE N° 2

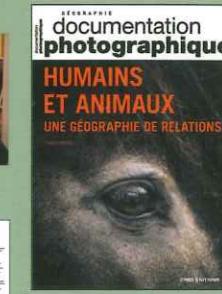
1 abonnement papier + 1 accès aux compléments numériques

	1 an	2 ans
France métrop.	103 €	206 €
Dom-Tom-Ctom/U.E.	123 €	246 €
Autres pays	138 €	276 €

6 NUMÉROS THÉMATIQUES + LES COMPLÉMENTS NUMÉRIQUES

1 accès

Pistes pédagogiques
Feuilletage en ligne
Documents téléchargeables
Vidéos avec l'auteur



FORMULE N° 3

1 abonnement papier + 3 accès aux compléments numériques

	1 an	2 ans
France métrop.	155 €	310 €
Dom-Tom-Ctom/U.E.	175 €	350 €
Autres pays	190 €	380 €

6 NUMÉROS THÉMATIQUES + LES COMPLÉMENTS NUMÉRIQUES

3 accès

Pistes pédagogiques
Feuilletage en ligne
Documents téléchargeables
Vidéos avec l'auteur



Rendez-vous sur le site www.documentationphotographique.fr pour vous abonner à l'une des 3 formules

Pour plus d'informations, vous pouvez aussi nous contacter par téléphone au 05 34 56 35 60

ou par courriel à cnsreditions@abomarque.fr

Abomarque, 53 route de Lavaur, 31240 L'Union

Avez-vous tous les numéros ? Voici les derniers parus :

- N° 8140 – L'INDUSTRIE-MONDE
- N° 8141 – LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
- N° 8142 – LES CLIMATS. UNE GÉOHISTOIRE
- N° 8143 – IRAN. PARADOXE D'UNE NATION
- N° 8144 – S'INFORMER, LES MÉDIAS, HIER ET AUJOURD'HUI
- N° 8145 – L'UNION EUROPÉENNE DANS LE MONDE

- N° 8146 – LA DÉMOCRATIE
- N° 8147 – LA CONDITION DES FEMMES DE 1789 À NOS JOURS
- N° 8148 – BYZANCE, L'EMPEREUR, L'EMPIRE, L'ÉTAT
- N° 8149 – HUMAINS ET ANIMAUX, UNE GÉOGRAPHIE DE RELATIONS
- N° 8150 – LA FORÊT. FRANCE XVII^e-XXI^e SIÈCLE
- N° 8151 – NATIONS ET NATIONALITÉS AU XIX^e SIÈCLE

CNRS ÉDITIONS



documentation photographique

GÉOGRAPHIE

LES AUTEURS



CÉCILE FALIÈS

Maître de conférences
à l'université Paris 1
Panthéon-Sorbonne,
PRODIG (UMR 8586).



PIERRE GAUTREAU

Professeur à l'université
Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
PRODIG (UMR 8586).

En Amérique latine, la décennie 2010 s'est ouverte avec l'espoir de l'avènement de sociétés moins inégalitaires et de régimes démocratiques stables. Douze ans plus tard, les difficultés structurelles qui persistent dans la plupart des pays de la région ont tempéré cet enthousiasme. Continent multiple aux dynamiques contrastées, l'Amérique latine vacille sur le chemin de l'émergence, mais demeure un lieu fécond de luttes et d'innovations politiques et sociales.



LES STRUCTURES DU DÉVELOPPEMENT

L'invention de l'Amérique latine

Les crises environnementales

L'extractivisme

L'énergie

La souveraineté alimentaire

Alimentation et santé publique

Logement et droit à la ville

L'urbanisation : le cas de Lima

Mobilités et transports

GÉOPOLITIQUES

Brésil : l'émergence en question

Modèles et contre-modèles environnementaux

Culture, éducation et société au Mexique

Soft Power

Les influences extérieures

La Guyane, Amérique latine française ?

Les grandes entreprises translatines

Le Green Grabbing

PEUPLEMENT, POPULATION, LUTTES

Une nouvelle constitution au Chili

Autochtonie(s)

Féminismes

Une violence structurelle

Métissage(s)

Les migrations

11 €



www.documentationphotographique.fr

CNRS ÉDITIONS

Impression : DILA

Dépôt légal : 1^{er} trim. 2023

ISSN : 0419-5361

